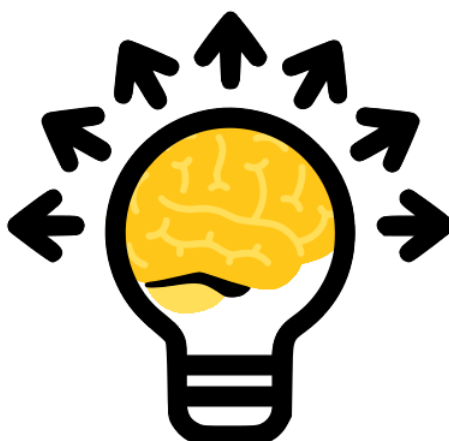




Think Diverse



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union



**Think Diverse**

## Un manuel pour défendre la diversité par la créativité

EUROSVILUPPO



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

# Colophon

## Editrice

Dr Bénédicte Halba, Iriv

## Auteurs

Dr Bénédicte Halba (iriv), avec Antonia Castellani (Skill up), & Giulia Garaffo, (Eurosviluppo) , Joaquin López & Jose Casares (Neotalentway) ;

Cette publication s'inscrit dans le projet Think Diverse ! soutenu financièrement par la Commission européenne dans le cadre du projet Erasmus+ n° 2020-1-IT02-KA227-ADU-095146

© Avril 2023, IRIV & Lirac (France) & Eurosviluppo & Skillup & TAG (Italie) & Neotalentway & CurvaPolar (Espagne)



Publié par iriv - Paris, France

## Attribution, partage dans des conditions identiques

(CC BY-SA) : Vous êtes libre de partager- copier et redistribuer le matériel sur n'importe quel support ou format et l'adapter - le remixer, le transformer et le construire à partir du matériel original pour n'importe quelle fin, même commerciale. Le concédant ne peut pas s'opposer à ces libertés tant que les conditions de licence suivantes sont respectées

Attribution - vous devez citer les auteurs et la source de manière appropriée, fournir un lien vers la licence, et indiquer si des modifications ont été apportées à l'original. Vous devez le faire de manière raisonnable et claire, sans suggérer que le concédant vous approuve vous ou l'utilisation que vous aurez faite de son œuvre originale

Partage dans les mêmes termes- Si vous remixez, transformez ou construisez à partir du matériel original, vous devez diffuser votre contribution sous la même licence que l'original

Aucune restriction supplémentaire - vous ne pouvez pas appliquer les modalités juridiques

*Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement l'opinion de leurs auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.*

# Abstract

En matière de diversité, l'Europe a joué un rôle à plusieurs niveaux. Elle a adopté une devise qui promeut la diversité en son sein "Unis dans la diversité" - "*in varietate concordia*", qui est devenue une priorité transversale (ou horizontale) du programme européen Erasmus, comme l'égalité des chances et l'inclusion sociale. Le manuel conçu pour le projet Think Diverse! propose une base pour une formation continue pour les adultes accompagnant des jeunes (quel que soit leur profil) qui travaillent dans des environnements multiculturels, caractéristique principale des sociétés modernes.

Dans les démocraties occidentales, la notion de diversité est essentielle. Son respect est un indicateur pour mesurer le niveau démocratique d'une société. Dans l'Union européenne, les principes démocratiques (universalisme, justice pour tous, égalité, libertés publiques...) doivent être respectés.

L'esprit du projet Think Diverse est d'utiliser la créativité et les compétences créatives comme outil de gestion des ressources humaines, avec une approche multidisciplinaire combinant économie, gestion, droit, histoire, sociologie, psychologie. Il faut être créatif pour éviter les fausses interprétations et les conclusions hâtives sur un sujet aussi sensible que la diversité tout en utilisant sa propre différence (liée à son profil, genre, orientation sexuelle, culturelle, religion...) pour réussir à s'insérer socialement et à progresser professionnellement.

La créativité est la compétence du XXI<sup>ème</sup> siècle pour pouvoir s'adapter à un avenir plein d'incertitudes guerre, pandémie, catastrophes climatiques...

## **Introduction (B.Halba).....p 3**

## **I Partie theorique (B.Halba).....p 9**

- 1, présentation générale & définition de la diversité
2. défendre la diversité sur le terrain- le modèle européen pour combattre la discrimination
- 3, Eduquer à la créativité pour aborder la thématique de la diversité
- 4, un panorama Mondial sur le genre & l'orientation sexuelle, la culture & la religion, la santé mentale

## **II Partie nationale- Diversité en général et trois thématiques abordées par le Think Diverse!.....p 34**

- 1, diversité en France (B.Halba)
- 2, diversité en Italie (A. Castellani)
- 3, diversité en Espagne (Neotalentway)

## **III Partie pratique- expérimentations & diversité et créativité dans l'Education.....p 60**

- A- Expérimentation - retour d'expérience
  - 1, expérimentation en France (B. Halba)
  2. expérimentation en Italie (A. Castellani)
  3. expérimentation en Espagne (Neotalentway)
- B- Suggestions sur la diversité & la créative dans l'éducation
  1. par l'iriv en France - exemples de bonnes pratiques (B. Halba)
  - 2, par Eurosviluppo en Italie- exemples d'initiatives (A. Castellani)
  3. par Neotalentway en Espagne - exemples d'initiatives (Neotalentway)

## **IV Recommandations .....p 85**

1. De la créativité à la diversité (B. Halba)
2. Recommandations nationales (B. Halba & A. Castellani)
3. Recommandations européennes (B.Halba)
4. Perspectives internationales -Think Diverse dans des temps troublés (B. Halba)

## **Conclusion (B.Halba).....p 91**

## **Annexes**

1. Auteurs & équipes nationales
2. Bibliographie & Illustration- modules créatifs & autres vidéos
3. Glossaire - définitions (B. Halba)

# Introduction



(c) iriv, street art à Valence (Espagne) par un artiste inconnu, Février 2023

## Introduction

En matière de diversité, l'Europe a joué un rôle à plusieurs niveaux. Elle a d'abord adopté une devise qui promeut la diversité en son sein "Unis dans la diversité" - "*in varietate concordia*", qui est devenue une priorité transversale (ou horizontale) du programme européen Erasmus, comme l'égalité des chances et l'inclusion sociale. Il a ensuite permis de soutenir financièrement des projets (contenu théorique ou pédagogique et leur expérimentation). Enfin, il a intégré cette dimension dans un cadre de référence européen - "Huit compétences clés", lancé en 2006 et mis à jour en 2018 par la Commission européenne et le Parlement européen; avec un accent sur la compétence clé 8 intitulée « Compétence relative à la conscience et à l'expression culturelle » qui implique « la compréhension et le respect de la façon dont les idées et les significations sont exprimées et communiquées de manière créative dans différentes cultures et à travers un éventail d'arts et d'autres formes de culture. Ils exigent une volonté de comprendre, développer et exprimer ses propres idées et un sentiment d'appartenance ou de rôle dans la société de différentes manières et dans différents contextes. »

Le manuel conçu pour le programme Think Diverse ! vise à suggérer une base pour une formation continue pour les adultes soutenant les jeunes (quel que soit leur profil) qui travaillent dans des environnements multiculturels, qui sont la caractéristique principale des sociétés modernes. Dans les sociétés démocratiques caractérisées le plus souvent par des États laïques, la notion de diversité est essentielle. Son respect peut être considéré comme un indicateur principal pour mesurer le niveau ou la nature démocratique d'une société. Moins la diversité est valorisée et respectée, moins la société l'est, avec de nombreux exemples en Europe de ce genre de pays « illibéraux » ou du moins à « tendances politiques illibérales ». Pour rester membre de l'Union européenne, des principes démocratiques (universalisme, justice pour tous, égalité, libertés publiques...) doivent être respectés.

L'esprit du projet Think Diverse est celui de la gestion des ressources humaines, qui comprend une approche multidisciplinaire - économie, gestion, droit, histoire, sociologie, psychologie. Il faut être attentif et prudent pour éviter les fausses interprétations et les conclusions hâtives avec un sujet aussi sensible que la diversité où l'on peut facilement répéter, volontairement ou involontairement, les clichés et les stéréotypes, par exemple en interprétant mal certaines théories ou en présentant à tort des clichés comme des exemples de bonnes pratiques

La gestion de la diversité est un exercice délicat qui exige d'éviter d'être définitif ou catégorique et de bien contextualiser les choses. Toute personne confrontée à un contexte divers doit aussi constamment mettre à jour ses données ou exemples pratiques pour lutter contre les discriminations si elle est victime de discrimination ou « juste » témoin de telles situations. Il est utile de fournir des données quantitatives et qualitatives qui peuvent être facilement mises à jour; des notions plus théoriques demeurent valides; les lois ou des cadres réglementaires peuvent évoluer, mais la base demeure la même.

L'approche du manuel se veut neutre, ni partisane ni militante. Elle doit respecter les principes de la médiation. Les exemples sélectionnés sont des illustrations pertinentes des questions abordées ; ils respectent la diversité et l'égalité de traitement afin que les apprenants puissent, s'ils le souhaitent, en discuter ou en suggérer d'autres, par exemple dans les exercices pratiques (du guide). La façon de présenter est essentielle ; la partie narrative est très importante – l'approche « storytelling »

Les sources de conception et de mise à jour de toute formation doivent également refléter la diversité : livres et manuels (principalement sur la gestion mais aussi sur le droit, l'histoire, l'économie ou la sociologie), articles scientifiques pour soutenir la partie théorique (disponibles en ligne sur les portails scientifiques) et des articles de presse pour illustrer les différents exemples avec des exemples tirés de l'actualité. La diversité des sources est importante pour que les utilisateurs du manuel puissent à leur tour mettre à jour les différentes thématiques abordées; il est très facile de trouver des informations presque quotidiennement pour illustrer la diversité ou la lutte contre la discrimination.

L'auditoire de ce manuel est divers. Les différents acteurs publics, sans but lucratif et privés, peuvent et doivent conjuguer leurs efforts pour que les stratégies de diversité ne soient pas seulement des actions de communication ponctuelles, mais fassent partie d'une véritable politique de long terme. Parmi les acteurs publics, les représentants de l'État comme les communautés locales sont directement concernés par la gestion de la diversité au niveau institutionnel (base juridique) comme à celui des organisations et des individus (mise en œuvre et défense de la diversité). Ils doivent être en mesure de surmonter les pièges de la discrimination et de mettre en place des politiques efficaces qui protègent les droits de tous. Les fonctionnaires doivent être formés à la gestion de la diversité, afin de connaître les difficultés auxquelles ils pourraient être confrontés et les stratégies qu'ils devront mettre en œuvre pour lutter contre toute menace contre la diversité, en mettant un accent particulier sur les secteurs sensibles (police, justice, armée...). Dans les collectivités locales, les élus sont particulièrement concernés par le thème de la diversité, dans les zones urbaines et périurbaines mais aussi dans les zones rurales où circulent de nombreux clichés et stéréotypes sur une « diversité de villes » considérée comme une menace avec son cortège de craintes irrationnelles et de tensions préjudiciables ; il y a aussi une question populaire et controversée opposant un Centre à une Périphérie. Dans le secteur à but non lucratif, les personnes qui travaillent dans le monde associatif, en particulier dans les zones urbaines sensibles (principalement les banlieues des grandes villes) doivent être préparées aux enjeux et aux défis de la diversité.

Les associations ont souvent joué le rôle de « petites sentinelles », parfois de lanceurs d'alerte, pour dénoncer les situations de discrimination, défendre les personnes victimes d'abus et avoir un impact sur les modifications de la loi. Elles sont à but non lucratif et partagent l'intérêt général avec l'État et, à ce titre, les pouvoirs publics ont financé des actions ou des formations pour sensibiliser à la diversité en expliquant toutes ses facettes et en démantelant les mécanismes de discrimination qui peuvent être très insidieux.

Enfin, les entreprises sont impliquées dans la diversité, en s'assurant qu'elle soit bien respectée à tous les niveaux de la gestion des ressources humaines (recrutement, carrière professionnelle, accès à la formation, retraite) et en signant, si elles le jugent utile, la Charte de la diversité lancée en France en 2004 qui engage les signataires à respecter un cahier des charges. Les grandes entreprises, avec les ressources financières et humaines en conséquence, restent les principales concernées par une véritable stratégie de diversité en lien avec leurs départements en charge des Ressources Humaines (RH). Dans les entreprises qui ont signé une Charte de la diversité, le sujet doit être constamment mis à jour ; dans les petites et moyennes entreprises (PME), même si elles n'ont pas de département spécial des ressources humaines, la diversité est abordée quotidiennement (avec leurs clients mais aussi avec leur personnel) et donc des stratégies doivent être élaborées. Les partenaires sociaux (représentants des employeurs et des travailleurs) s'intéressent de plus en plus au thème de la diversité, comme moyen de lutte contre la discrimination et de promotion d'une bonne gouvernance.

Le manuel « Think Diverse » aborde également un profil particulier de professionnels – ceux qui s'attaquent à la question de l'information et plus largement à la liberté d'expression – par exemple les journalistes, mais aussi les avocats (qui défendent les associations ou les journaux...), influenceurs (dont l'activité est désormais soumise à un cadre règlementé après des scandales de fausses nouvelles) ou des gestionnaires de communauté (en charge de l'information et de la communication entre les organisations)... Le but du manuel est de les aider à améliorer une approche plus sensible du sujet qui peut facilement alimenter les clichés et les stéréotypes. Les réseaux sociaux peuvent avoir déclenché des campagnes de diffamation ou de désinformation – dites « infodemics » ou de fausses nouvelles – en utilisant délibérément des clichés et des stéréotypes liés à la diversité. Ceux sélectionnés par le projet « Think Diverse » sont d'abord liés à la culture et à la religion – ils sont très nombreux et violents. Le deuxième type est observé avec le genre et l'orientation sexuelle, le deuxième problème de diversité abordé par le Think Diverse. Un autre type de clichés et de stéréotypes est lié à la santé mentale qui était autrefois considérée comme une faiblesse ou une honte pour la famille, et qui est maintenant de plus en plus acceptée car elle peut concerner n'importe qui, quel que soit son profil ou son appartenance culturelle ou religieuse.

Les clichés diffamatoires, les stéréotypes, les rumeurs ou les commérages malveillants ouvrent la voie aux théories du complot qui se développent facilement lors d'événements dramatiques – attaques terroristes en France et en Europe depuis le début du XXe siècle, pandémie de coronavirus en 2020, tout événement accidentel au Moyen-Orient (zone très sensible) ou la guerre en Ukraine depuis 2022. Le même événement peut ainsi être analysé d'une manière radicalement différente selon les certitudes ou fantasmes redoutables de chacun. Des éléments inconscients ou subconscients peuvent s'exprimer spontanément pour désigner un coupable "idéal" avec une logique et des arguments tout aussi implacables. Les médias doivent être sensibilisés à un traitement plus fin et plus précis des sujets qui doivent être bien documentés et abordés avec des bases solides, en se référant à des spécialistes qui ont travaillé sur le sujet et ont été en mesure de clarifier ou en tout cas de rendre intelligible certains sujets complexes.



Le manuel comporte trois parties principales. Tout d'abord, une partie théorique propose une présentation générale et une définition de la diversité, car la notion peut être comprise différemment selon la perspective nationale (l'Europe améliorant un modèle unique de diversité) et le rôle joué par l'éducation dans le renforcement de la créativité pour aborder la question de la diversité (le programme Erasmus ou l'OCDE).

Ensuite, une partie pratique explique les expérimentations menées par l'équipe européenne sur la base des vidéos conçues par les trois partenaires artistiques (creative sets) – genre et orientation sexuelle par l'équipe italienne ; culture et religion par l'équipe française ; et santé mentale par l'équipe espagnole.

Troisièmement, certaines recommandations sont proposées sur la base d'une analyse SWOT (force, faiblesse, opportunité et menaces), au niveau national et européen, afin de préparer la durabilité du projet Think Diverse. Le monde démocratique est confronté à un grand tumulte en 2023, nous sommes entrés dans une ère troublée. Les opinions publiques des pays démocratiques sont victimes de discours haineux ou d'allégations insidieuses visant à compromettre leurs fondements démocratiques de la démocratie – universalisme, liberté d'expression, égalité pour tous, respect de la diversité.

## Approche méthodologique

Le guide édité dans la première partie du projet Think Diverse s'adressait aux professionnels travaillant avec des jeunes. Par conséquent, les mêmes questions ont été expliquées avec beaucoup d'exercices pratiques pour illustrer les différents points. Il visait à soutenir les modules créatifs (Creative sets) conçus par le partenaire artistique – la vidéo italienne sur les questions de genre et d'orientation sexuelle par une « approche de la performance », la vidéo française sur les questions culturelles et religieuses à travers l'approche du théâtre d'improvisation et la vidéo espagnole sur la question de la santé mentale à travers la création d'un court métrage (création audiovisuelle).

Ce manuel s'adresse à toute personne en charge de la diversité dans les associations (professionnels travaillant avec les jeunes et tout autre public spécialement dans les zones sensibles), dans les collectivités locales (zones urbaines ou rurales), ou dans les entreprises (de toute taille, mais en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises, car elles n'ont pas les moyens financiers de s'attaquer au problème).

Son premier objectif est de servir de base à une formation pour mieux comprendre les notions et les thèmes clés en jeu, le cadre institutionnel en Europe, ses principaux objectifs et les acteurs clés ; la stratégie éducative menée en Europe (Union européenne) et dans les pays démocratiques (OCDE) pour lutter contre la discrimination sur le terrain. Un deuxième objectif est d'illustrer cette première approche théorique par des exemples pratiques, sur la base des expérimentations menées par l'équipe européenne de Think Diverse : les difficultés ou les bonnes surprises auxquelles ils ont été confrontés, comme les retours reçus des jeunes et des professionnels qui travaillent avec eux ; des exemples de « bonnes pratiques » identifiés dans les trois pays ; toute autre illustration ou conseil pédagogique que l'équipe européenne peut partager. Un troisième objectif est de

préparer l'avenir du projet Think Diverse – la diversité est mise à l'épreuve dans de nombreux pays démocratiques. En Europe orientale, la Hongrie ou la Pologne ont des gouvernements conservateurs rétrogrades en matière de genre (sexisme) ou d'orientation sexuelle (homophobie).

En Europe et dans le monde occidental, les discours de haine et les théories du complot se sont développés notamment depuis 2015 (crise migratoire avec montée de la xénophobie), puis 2016 avec l'élection de Trump aux Etats-Unis (suprémacistes et réseau Quanon basés sur le sexisme, le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie) avec un impact en Europe . Depuis 2012 , on a assisté à une augmentation des attaques et de la menace terroriste (extrême droite et islamisme) avec une apogée depuis la pandémie de COVID-19.

# I Partie théorique



(c) iriv, street art à Valence (Espagne) par un artiste inconnu, Février 2023

Cette première partie repose sur l'expertise des partenaires en matière d'apprentissage tout au long de la vie et aborde la question de la diversité. L'objectif est de gérer la diversité en des temps troublés. Le projet Think Diverse a sélectionné trois exemples de diversité : le genre et l'orientation sexuelle (Italie), la culture et la religion (France) et la santé mentale (Espagne). Dans un premier temps, nous rappellerons que la diversité est une composante essentielle des valeurs européennes avec des facettes différentes. Plusieurs approches existent avec des notions liées à la diversité - universalisme, égalité des chances, liberté d'expression et respect d'un esprit de fair-play.

Dans un deuxième point, nous détaillerons le cadre juridique conçu depuis 2000 par l'Union européenne pour lutter contre la discrimination. Il ne suffit pas de proclamer les valeurs européennes ; le droit et le respect des droits individuels doivent prévaloir. En cas d'attaques personnelles, de commérages, d'abus, les auteurs de tels comportements déloyaux doivent être conscients qu'ils seront poursuivis judiciairement. Il y a des limites à ne pas franchir dans une démocratie. Les deux institutions de référence en Europe sont le Conseil de l'Europe créé en 1949 (46 pays en 2023 après l'exclusion de la Russie le 16 mars 2022) et l'Union européenne créée en 1957 avec 6 pays fondateurs, et 27 pays membres d (après le départ du Royaume-Uni avec le Brexit). Rien n'est éternel, la démocratie est une réalité mouvante et le sentiment d'appartenance peut aussi changer.

Dans une troisième partie, les trois pays du Think Diverse détailleront l'institution chargée de renforcer la diversité et de lutter contre la discrimination avec des questions plus sensibles abordées ces trois dernières années. Ces institutions ont été créées en 2008 lorsque les directives européennes contre la discrimination adoptées en 2000 ont été transposées en droit national. L'institution s'intitule « Défenseure des droits » en France, d'autres organisations équivalentes existent en Italie et en Espagne.

Dans un dernier point, nous insisterons sur la politique éducative, au cœur du programme Erasmus+. Les jeunes sont un public sensible car ils sont à la fois la première cible et parfois les auteurs de comportements discriminatoires avec de nombreux exemples d'intimidation à l'école qui peuvent avoir une fin dramatique avec des suicides de jeunes, et toute forme de harcèlement notamment contre les femmes ou la communauté LGBT+ sur les réseaux sociaux (avec la même menace). Certains contenus pédagogiques ont décidé de renforcer la diversité ou au moins d'expliquer aux jeunes comment identifier et éviter une attitude discriminatoire ou la dénoncer lorsqu'ils sont victimes de discriminations. Nous donnerons quelques exemples pour la France, l'Italie et l'Espagne.

## 1- Une présentation générale sur la diversité – une composante de la démocratie

Il est utile de rappeler une définition générale mais aussi quelques spécificités de la diversité. Une définition générale est proposée par un dictionnaire français (Larousse) : Toutes les personnes qui diffèrent les unes des autres par leur origine géographique, socioculturelle ou religieuse, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, etc., et qui constituent la communauté nationale à laquelle elles appartiennent "

Le terme a des significations plus spécifiques selon l'adjectif ou la périphrase qui lui est associée. Ainsi, la diversité politique est devenue un enjeu majeur avec le dernier

élargissement de l'Union européenne en 2004 avec l'entrée de 10 nouveaux pays principalement venus de l'Europe Centrale et Orientale et la nécessité d'une identité européenne commune autour d'un ensemble de valeurs. Nous sommes passés du concept d'« intégration » à celui d'« identité ». Un consensus politique et économique est nécessaire pour assurer la cohésion sociale par des moyens culturels, dans un contexte de crise de l'Etat providence. La devise de l'Union européenne "Unis dans la diversité" et l'idée de "forger un destin commun" impliquent une interaction et un dialogue entre différentes cultures et traditions politiques <sup>1</sup>

La diversité des genres évoque l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Elle est mentionnée dans de nombreux textes de référence depuis le Traité de Rome et a fait l'objet d'une Année européenne en 1999 (Lutte contre la violence à l'égard des femmes). Ce thème a été choisi par l'équipe italienne du projet Think Diverse ! . . Une Année européenne y a été consacrée en 1999. La diversité sexuelle désigne le respect des orientations et des identités sexuelles. La Charte des droits fondamentaux est le texte de référence dans ce domaine comme mécanisme européen de lutte contre la discrimination avec une Année européenne de l'égalité des chances en 2007. La diversité ethnique est rappelée dans la directive de 2000 contre la discrimination liée à l'origine raciale ou ethnique sur le marché du travail; elle a également fait l'objet d'une année européenne en 1997, Année européenne contre le racisme et la xénophobie. Elle est fortement liée à la diversité de la culture et de la religion, car certains partis peuvent instrumentaliser la religion ou la culture des migrants pour refuser leur intégration. La diversité religieuse, dans des sociétés européennes de plus en plus laïques où la pratique religieuse est devenue minoritaire, fait davantage référence à l'appartenance culturelle qu'aux croyances ou pratiques religieuses. Elle est souvent abordée dans une perspective de dialogue interreligieux ou interculturel. L'équipe française du Think Diverse a choisi cette thématique.

Lorsque nous parlons de diversité sur le marché du travail, nous évoquons la discrimination à laquelle certaines personnes sont confrontées en raison de leur appartenance réelle ou supposée à une origine ethnique, religieuse, sexuelle, , etc. Elle fait l'objet d'une attention particulière depuis 2004 en France avec le lancement de la Charte de la Diversité. Depuis 2007, l'Année européenne de l'égalité des chances s'est étendue à toute l'Europe. Ce sujet a été abordé dans un projet européen MigrAID (2016-2019) destiné à encourager la diversité auprès des partenaires sociaux et des petites et moyennes entreprises (PME) en insistant sur la nécessité d'une gestion de la diversité ethnique et de l'intégration des migrants dans la population active comme un défi majeur pour l'UE. Les inégalités ethniques persistent au sein de la population active et de nombreux employeurs et employés n'en sont pas conscients. L'approche est la même pour la diversité dans les services publics - les agents des administrations doivent avoir des profils qui reflètent ceux de leurs publics- divers dans les sociétés multiculturelles modernes. Les profils des organisations qui ont signé la Charte de la diversité sont divers.

La diversité des territoires est une caractéristique essentielle à prendre en compte pour que les politiques publiques de promotion et de gestion de la diversité soient

---

<sup>1</sup> Blokker, 2006

pertinentes, compte tenu de la spécificité de chaque territoire. L'opposition rurale/urbaine n'est pas appropriée car il y a eu une évolution complexe des territoires urbains, périurbains, périurbains ou ruraux. La géographie physique est aussi importante que la géographie humaine. Une spécificité des sociétés modernes est de voir cohabiter dans des territoires urbains hyperconnectés, une très forte densité de population (villes-monde) qui a accès à tous les services publics ou privés et des habitants des territoires périphériques (banlieues ou campagnes) qui en sont privés. Il y a d'énormes inégalités spatiales. Le sentiment d'isolement ou même de ségrégation qui peut être ressenti par les « périurbains », « périurbains » ou « ruraux » (le nom lui-même étant une source implicite d'exclusion ou d'ostracisme) a un effet préjudiciable sur la cohésion sociale et la « cohabitation ». Nous ne partageons pas le même territoire, tout en vivant dans le même pays.

La réalité quotidienne est très différente. Une conséquence négative est l'abstentionnisme croissant à tous les niveaux électoraux, à la fois dans les élections les plus « lointaines » (européennes) mais aussi aux élections « nationales » (députés) et même locales (maires et conseillers municipaux) qui, pendant un certain temps, ont échappé au « désenchantement démocratique ». Une Année européenne a été consacrée en 1998 à la démocratie locale et régionale, complétée en 2010 par l'Année européenne de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. Les collectivités locales ont un rôle important à jouer dans la cohésion sociale et une meilleure répartition des richesses sur le territoire ainsi que l'accès aux services publics pour tous afin d'éviter l'exclusion sociale et culturelle. Un projet européen a été consacré à la reconnaissance du rôle joué par les conseillers locaux pour améliorer la démocratie locale- VA2EL (2008-2010)<sup>2</sup>.

Une diversité particulière n'a pas encore fait l'objet d'un manuel, mais elle est implicitement abordée dans tous les projets Erasmus + la diversité de l'apprentissage - à l'école (éducation initiale) et tout au long de la vie (formation continue). Ces deux thèmes sont en effet au cœur du programme phare de la Commission européenne depuis le Conseil européen de Lisbonne en 2000. Plusieurs années européennes ont été consacrées à la diversité dans l'apprentissage, comme l'Année européenne de l'éducation par le sport (2004) ou l'Année européenne de la citoyenneté par l'éducation (2005) ou l'Année européenne de la citoyenneté en 2013. L'idée de ce programme éducatif emblématique est de suggérer une stratégie efficace pour lutter contre l'échec scolaire et ainsi éviter l'inclusion sociale.

La diversité culturelle est associée à l'apprentissage tout au long de la vie et la compétence interculturelle. Il a fait l'objet de nombreux travaux du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO, deux organismes pionniers dans ce domaine. La Commission européenne a créé un organisme spécial, le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP), qui a édité de nombreux documents stratégiques ainsi qu'un glossaire. Dans cet esprit, un cadre européen a été adopté en 2006 et mis à jour en 2018-

---

<sup>2</sup> initié par l'iriv et dirigé par l'Institut national du développement local (INDL) - <https://www.iriv-vadb.net/projet.php?id=15>

les huit compétences clés, dont la huitième est consacrée à la compétence culturelle (au sens large). L'approche par la compétence est abordée au point 3 (éducation à la créativité).

L'approche interculturelle est au cœur du projet Think Diverse. Il y a eu une Année européenne du dialogue interculturel en 2008 et une Année européenne de la créativité et de l'innovation en 2009. La diversité culturelle et l'éducation interculturelle mettent l'accent sur la compétence interculturelle, indispensable à nos sociétés contemporaines, qui sont par nature diverses. La diversité est un atout et une richesse. Elle peut aussi être une source majeure de malentendus et de conflits. Dans un monde multi-connecté, la communication est très sensible. Pour bien comprendre mais aussi pour être compris et éviter des mauvais comportements, par exemple le harcèlement sur les réseaux sociaux et parfois des actes dramatiques (comme les suicides), il faut être capable de comprendre ce qui est en jeu et ne pas heurter les sensibilités sans se censurer. Personne ne peut revendiquer une exclusivité « culturelle » ou décider qui est légitime pour défendre ou parler d'un groupe ou d'une communauté. La culture est partagée et n'est pas la „chasse gardée” d'un expert ou groupe d'experts « exclusif ». Une tension identitaire avec une fermeture aux autres, avec à la clé un procès en « appropriation culturelle » ou l'accusation de « communautarisme » se sont multipliées qui sont autant de symptômes d'extrême sensibilité qui expriment une angoisse existentielle. Nous ne voulons pas ouvrir une question polémique, mais simplement insister sur la prudence à observer sur ce sujet.

Nous pouvons être en désaccord sur la définition de la diversité ou avoir des stratégies différentes pour lutter contre la discrimination, mais personne ne peut prétendre donner de leçon, surtout avec une attitude déloyale, des attaques personnelles et des mots offensants (ou insultants). Dans le Guide édité pour soutenir les ensembles créatifs de Think Diverse, quelques exercices pratiques ont été proposés – stéréotypes et clichés sur les cultures et les nationalités (inspirés par les trois pays France, Italie et Espagne) et sur les religions (avec des clichés équilibrés sur les 3 principales religions en Europe- le catholicisme, l'islam et le judaïsme). Nous avons ajouté quelques suggestions de différences culturelles qui peuvent être transversales aux 3 pays – la culture populaire » (avec une sélection de chansons célèbres dans les 3 pays et des chanteurs populaires s'adressant à un large public) s'oppose à une autre forme de culture hip hop » (avec une sélection de chansons de rap, s'adressant aux jeunes depuis 40 ans...).

Enfin, la diversité liée à la santé mentale a été sélectionnée par l'équipe espagnole du Think Diverse. Une Année européenne a été consacrée au handicap (2003) ce qui est un peu différent, mais similaire pour les nombreux obstacles rencontrés à l'école, dans la famille ou sur le marché du travail lorsqu'une personne souffre de dépression ou de toute autre maladie mentale qui peut également être très stigmatisante. Cette différence (santé mentale) semble la mieux acceptée, car n'importe qui, quel que soit son sexe, son âge, sa culture, sa religion, peut être confronté à une telle maladie (de façon temporaire ou plus longue). Cette facette est abordée dans la définition donnée par le chercheur américain Steven Vertorec (2007) <sup>3</sup> : Plusieurs caractéristiques physiques (handicap ou âge par

---

<sup>3</sup> Vertorec (Steven), 2007 « Super-diversity and its implications », in *Ethnic and Racial Studies*, 30:6, pp 1024-1054

exemple), psychologiques (maladie mentale ou tempérament par exemple) et sociales (sexe et statuts socioéconomiques par exemple) sont utilisés pour différencier les personnes lorsque plusieurs différences convergent simultanément.

D'autres auteurs parlent de diversité à plusieurs niveaux - certaines diversités font partie de l'individu lui-même et ne peuvent pas être changées (innées), et d'autres sont liées à des éléments acquis au fil du temps. Un modèle graphique de ces diversités à plusieurs niveaux a été conçu par Lee Gardenswartz et Anita Rowe (1998) dans leur guide „Managing Diversity »<sup>4</sup>, sur la base du nœud de l'expérience amérindienne dans le but de résoudre les défis de la diversité en milieu de travail. Les auteurs proposent des façons de recruter, de maintenir en poste, d'encadrer et de promouvoir des employés aux profils divers afin d'éliminer des taux de roulement élevés et de créer des équipes de travail cohérentes, productives et interculturelles.

Le fair-play, inspiré par le sport est le respect des règles, l'esprit du jeu qui considère qu'un adversaire n'est pas un ennemi personnel. Cette règle de base est rappelée dans l'approche française proposée dans le Creative Set français inspiré de l'Improvisation théâtrale. Il est aussi indiqué dans le Guide - jouer avec et non contre ses adversaires ; jouer efficacement et surtout admettre ses erreurs ou échecs. Le pardon est plus facile à accorder aux gens qui ont été insultants quand ils ont reconnu leurs erreurs et se sont excusés. Sans quoi un rapport de force stérile s'installe et finit sur une impasse.

La citoyenneté correspond au droit et la responsabilité de participer avec d'autres à la vie économique et culturelle et aux affaires publiques de la communauté (Convention sur la protection nationale des minorités, 1995). D'autres définitions sont proposées dans un contexte national , par exemple en France avec un portail public <sup>5</sup>. Le concept de citoyenneté est transversal avec le droit et la responsabilité de participer à la vie économique et culturelle et aux affaires publiques de la communauté; un concept qui lui est lié, celui de la compétence citoyenne.

L'universalisme est l'unité de la race humaine au-delà de la diversité culturelle de l'humanité avec une application française- l'universalisme républicain. L'approche universaliste est la base de l'Etat de droit qui est le fondement d'un État démocratique, pour tous les citoyens, qui prend en compte la défense des minorités, avec la notion de pluralisme et ses différentes formes (juridique, culturelle, politique et médiatique ).

L'égalité des chances concerne en particulier l'égalité entre les femmes et les hommes et l'approche intégrée de l'égalité, la lutte contre le racisme, l'intégration des personnes d'origine immigrée, l'inclusion des personnes handicapées et des personnes âgées. Les principes de non-discrimination et d'égalité de traitement font partie des valeurs

---

<sup>4</sup> Lee Gardenswartz, Anita Rowe (1998), „Managing Diversity: A Complete Desk Reference and Planning Guide „, New York: McGraw-Hill, 538 pages

<sup>5</sup> Portail de Vie publique - <https://www.vie-publique.fr/>



fondamentales du Conseil de l'Europe<sup>6</sup>. La notion de justice sociale est également étroitement liée à celle d'État de droit.

Des notions ne sont pas développées, mais doivent être prises en compte lorsqu'on aborde la question de la diversité, dans un contexte européen ou national. Des définitions sont suggérées sur une plateforme spéciale dédiée à la Superdiversité<sup>7</sup>.

## 2- Défendre la diversité sur le terrain – le modèle européen pour combattre la discrimination

Pour bien comprendre les notions positives de diversité, il faut aussi définir leur contraire : une discrimination qui peut être directe ou indirecte, mais aussi positive. Elle prend de nombreuses formes, allant de l'amalgame à l'étiquetage, en passant par les préjugés, les stéréotypes ou la stigmatisation, qui peuvent aussi avoir de multiples facettes. Chaque époque crée de nouvelles variantes, selon les circonstances, par exemple pour contourner la loi et échapper à une sanction pénale. Les théories conspirationnistes sont un autre exemple d'excès puisqu'elles véhiculent tous les amalgames, stéréotypes et clichés les plus usés et savent s'adapter à l'air du temps.

L'universalisme républicain proclamé par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789 actualisée en 1948) est la base du mécanisme européen de promotion de la diversité et de lutte contre la discrimination. Le respect de la diversité a des références théoriques communes en Europe; les deux directives européennes de 2000 ont été transposées dans les législations nationales de tous les États membres. Des cadres juridiques de non-discrimination, se référant aux droits fondamentaux, existent dans tous les pays européens. Le mécanisme anti-discrimination a été unifié en 2010 avec l'adoption du Traité de Lisbonne qui a rendu la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne juridiquement applicable. A cette occasion, la Cour européenne des droits de l'homme et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne ont décidé de collaborer à l'élaboration d'un manuel de jurisprudence européenne sur la non-discrimination<sup>8</sup>.

Dans la préface, ils rappellent qu'avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne est devenue juridiquement contraignante. En outre, le Traité de Lisbonne prévoit l'adhésion à l'UE de la Convention européenne des droits de l'homme. L'objectif principal était d'établir les normes anti-discrimination au niveau européen. L'année 2010 célèbre aussi le 60e anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette Convention énonce, dans son article introductif, une «interdiction générale de discrimination». 2010 marque également le dixième anniversaire de l'adoption des critères fondamentaux dans la lutte contre la discrimination au niveau de l'Union Européenne avec l'adoption des directives sur l'égalité raciale et l'emploi.

<sup>6</sup> Conseil de l'Europe (2004) - article 14 et Protocole 12 de la Convention européenne des droits de l'homme – CED ; article V paragraphe E de la Charte sociale européenne  
[https://publicsearch.coe.int/Pages/result\\_details.aspx?ObjectID=0900001680781ec0](https://publicsearch.coe.int/Pages/result_details.aspx?ObjectID=0900001680781ec0)

<sup>7</sup> Portail de la diversité développé par l'iriv- <https://www.superdiversite.net/>

<sup>8</sup> Manuel accessible sur on [https://www.dl.it/ressources/Handbook\\_non\\_discri\\_law\\_ENG\\_01%202010.pdf](https://www.dl.it/ressources/Handbook_non_discri_law_ENG_01%202010.pdf)

Si le terme "droit européen de non-discrimination" suggère qu'il n'existe qu'un seul système européen de règles de non-discrimination, il englobe en fait une variété de contextes. Il existe deux organisations de référence : le Conseil de l'Europe (CoE) et l'Union européenne (UE). Il existe également deux documents de référence clés : d'une part, la Charte européenne des droits fondamentaux; d'autre part, les traités des Nations unies sur les droits de l'homme, qui contiennent tous une interdiction de discrimination.

**Council of Europe (CoE)-** Le Conseil de l'Europe (CoE) est une organisation intergouvernementale (OIG) dont le but est de promouvoir entre autres «l'État de droit, la démocratie, les droits de l'homme et le développement social» (Article 1 du Statut du CoE). Les États membres du CoE ont adopté la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) pour atteindre ces objectifs. Il est considéré comme le premier traité moderne sur les droits de l'homme inspiré de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen (proclamée par la Révolution française en 1789). En particulier, la CEDH établit une «obligation juridiquement contraignante pour ses membres de garantir une liste des droits de l'homme pour tous (pas seulement les citoyens) sous leur juridiction». Il a été enrichi depuis sa création en 1950 par des «protocoles». Le plus important est le Protocole 11 (1994) qui a fait de la CEDH un organe permanent et à temps plein avec la multiplication des cas signalés par les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui a rejoint le Conseil de l'Europe après la chute du mur de Berlin en 1989 et l'éclatement de l'ex-Union soviétique en 1991.

L'interdiction de discrimination est prévue à l'article 14 de la CEDH, qui garantit l'égalité de traitement dans la jouissance de l'autre droit prévu par la convention. Le protocole 12 (adopté en 2000), qui n'a pas encore été ratifié par tous les États membres de l'Union européenne, "élargit la portée de l'interdiction de discrimination en garantissant l'égalité de traitement dans la jouissance de tous les droits (y compris les droits découlant du droit national)". Le principe de non-discrimination est un principe directeur dans de nombreux documents publiés par le CoE. La Charte sociale européenne (1996) "comprend à la fois le droit à l'égalité des chances et l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, la protection contre la discrimination fondée sur le sexe". Une protection supplémentaire contre la discrimination est également incluse dans une « Convention-cadre pour la protection des minorités nationales » (art. 4, 6 et 9). Elle est considérée comme une liberté fondamentale.

Différents organes ont été créés au sein du Conseil de l'Europe pour défendre les droits de l'homme et la diversité. Nous aimerions souligner deux comités directeurs pertinents. Le premier est le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH), créé par le Comité des Ministres fin 1976. Elle conduit les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme à la lumière, notamment, des normes juridiques du Conseil de l'Europe et de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle donne son avis et son expertise juridique au Comité des Ministres sur toutes les questions relevant de sa compétence. Sous la supervision du CDDH, le Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC) mène les travaux intergouvernementaux destinés à renforcer la protection des droits de l'homme en améliorant l'efficacité du mécanisme de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme et la mise en œuvre de cette dernière au niveau national. Le deuxième organe au sein du CoE a été créé en 2019 et s'appelle le

<sup>9</sup>CDDH (1976)- <https://www.coe.int/en/web/human-rights-intergovernmental-cooperation/>

Comité directeur sur la lutte contre la discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) <sup>10</sup>.. Il oriente le travail intergouvernemental du Conseil de l'Europe pour promouvoir l'égalité pour tous et construire des sociétés plus inclusives qui offrent une protection adéquate contre la discrimination et la haine et où la diversité est respectée. » <sup>11</sup>.

**Union européenne (UE)** – Elle est composée de 27 États membres (avec le départ du Royaume-Uni en janvier 2020). Elle est passée de trois organisations intergouvernementales distinctes (OIG) à une personnalité juridique distincte. L'objectif principal des Communautés européennes est "le développement économique par la libre circulation des marchandises, des capitaux, des personnes et des services". Afin de «permettre des règles du jeu équitables entre les États membres, le traité original instituant la Communauté économique européenne» (traité de Rome, 1957) contient une disposition interdisant la discrimination fondée sur le sexe. En 2000, deux directives ont été adoptées : la directive sur l'égalité raciale interdit la discrimination fondée sur la race ou l'ethnicité dans le contexte de l'emploi, mais aussi dans l'accès au système de protection sociale et de sécurité sociale, ainsi qu'aux biens et services ; la même chose pour l'égalité entre femmes et hommes La loi de l'UE sur la non-discrimination reconnaît que "pour permettre aux individus de réaliser leur plein potentiel sur le marché du travail, il est également essentiel de garantir l'égalité d'accès à des domaines tels que la santé, l'éducation et le logement".

**Textes de référence-** L'Union européenne (UE) et ses États membres ont reconnu que leurs politiques pouvaient avoir un impact sur les droits de l'homme et, dans un effort pour que les citoyens se sentent «plus proches» de l'UE, ils ont proclamé la Charte des droits fondamentaux (CDF) en 2000. Elle contient « une liste des droits de l'homme, inspirée des droits contenus dans les constitutions des États membres, la CEDH et les traités universels relatifs aux droits de l'homme tels que la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant ». En tant que "Charte", la CDF n'était initialement pas juridiquement contraignante, bien que la Commission européenne ait déclaré que toutes ses directives seraient conformes à celle-ci. Lorsque le traité de Lisbonne est entré en vigueur en 2010, la Charte est devenue un document juridiquement contraignant. En conséquence, Les institutions de l'UE et les États membres sont tenus de s'y conformer, mais uniquement lors de la mise en œuvre du droit de l'UE. L'article 21 de la Charte contient une interdiction de discrimination pour divers motifs. Les particuliers peuvent se plaindre de la législation de l'UE ou de la législation nationale qui met en œuvre le droit de l'UE s'ils estiment que la Charte n'a pas été respectée. Les mécanismes relatifs aux droits de l'homme ne se limitent pas à l'Europe. Par l'intermédiaire des Nations Unies (ONU), tous les États membres de l'UE sont parties aux traités suivants des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui contiennent tous une interdiction de discrimination : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDESC), la Convention contre la torture et la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). Le dernier traité des Nations Unies sur les droits de l'homme est la Convention de 2006 sur les droits des personnes handicapées (CNUDPH), que l'UE a ratifiée comme IGI en 2010.

**Catégories de discrimination et leur défense-** L'objectif du mécanisme de non-discrimination est de "veiller à ce que tous les individus aient des chances égales et équitables d'accéder aux opportunités offertes dans la société". « tout en exprimant nos

<sup>10</sup>CDADI (2019)- <https://www.coe.int/en/web/committee-antidiscrimination-diversity-inclusion>

<sup>11</sup>CDADI (2019)- <https://www.coe.int/en/web/committee-antidiscrimination-diversity-inclusion>

préférences subjectives, ce qui est courant et normal, nous pouvons parfois exercer des fonctions qui nous placent en position d'autorité ou nous permettent de prendre des décisions qui peuvent avoir un impact direct sur la vie d'autrui. » La discrimination intervient dans les choix que nous faisons, dans des contextes non personnels, de deux façons : la discrimination « directe » ou « indirecte ».

Premièrement, la loi affirme que « les personnes qui se trouvent dans des situations semblables doivent recevoir un traitement semblable et ne pas être traitées moins favorablement simplement en raison d'une caractéristique particulière ou « protégée » qu'elles possèderaient ». Il s'agit d'une « discrimination directe » qui fait l'objet d'une justification objective générale. Deuxièmement, la disposition sur la non-discrimination stipule que « les personnes se trouvant dans des situations différentes devraient être traitées différemment dans la mesure où il est nécessaire de leur permettre de bénéficier de possibilités particulières sur les mêmes bases que les autres ». Il s'agit d'une "discrimination indirecte" qui fait l'objet d'une défense fondée sur une justification objective, que la demande soit fondée sur la CEDH ou le droit de l'UE.

À l'article 2 de la directive sur l'égalité raciale (2000), il y a discrimination directe « lorsqu'une personne est traitée moins favorablement qu'une autre, qu'elle ait été ou serait traitée dans une situation comparable en raison de son origine raciale ou ethnique ». Le cœur de la discrimination est la «différence de traitement à laquelle un individu est soumis». Le traitement défavorable est pertinent pour établir la discrimination lorsqu'il est défavorable à une personne dans une situation semblable. Un «comparateur» est donc nécessaire. La discrimination indirecte « est considérée comme se produisant lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre placerait les personnes d'origine raciale ou ethnique dans une position particulièrement désavantageuse par rapport à d'autres personnes « peut prendre la forme d'effets négatifs disproportionnés d'une politique ou d'une mesure générale qui, bien que formulée en termes neutres, discrimine un groupe ». La première exigence identifiable est une règle, un critère ou une pratique apparemment neutre. La deuxième exigence identifiable est que la règle, le test ou la pratique place un « groupe protégé » dans une situation particulièrement défavorable. L'accent est mis sur les effets différentiels ainsi que sur le traitement différentiel des discriminations directes.

L'interdiction du harcèlement et de l'incitation à la discrimination constitue une nouvelle avancée dans le cadre communautaire de non-discrimination pour une protection plus complète. Selon elle, le harcèlement est considéré comme une discrimination lorsque « des comportements indésirables liés à un motif protégé ont lieu, dans le but ou l'effet de violer la dignité d'une personne et/ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant ».

Le droit de l'UE prévoit des défenses spécifiques contre la discrimination directe, «qui soient adaptées au contexte de l'emploi». La discrimination indirecte en vertu de la CEDH et des directives de l'UE est «soumise à une défense générale de justification objective». Un traitement différentiel peut être justifié « lorsqu'ils poursuivent un but légitime et que les moyens de le faire sont appropriés et nécessaires ». Il existe également des moyens de défense plus précis. « à savoir (i) les exigences professionnelles authentiques ; (ii) les exceptions aux institutions religieuses ; et (iii) les exceptions spéciales à la discrimination

fondée sur l'âge ». La discrimination fondée sur l'âge est le « seul motif protégé par l'UE où la discrimination directe peut être objectivement justifiée »

### 3- Éduquer à la créativité- la perspective de l'éducation et la formation tout au long de la vie

Le contexte théorique du projet Think Diverse a été énoncé dans le Guide destiné à soutenir les ensembles créatifs (Creative sets). Le projet a été conçu pour aborder la question de la diversité dans l'éducation en améliorant une approche créative, en utilisant des méthodes d'enseignement innovantes. Le premier public étant des professionnels travaillant avec des jeunes ou des jeunes adultes, ils ont besoin de développer des qualités créatives pour surmonter les nombreux problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne, surtout s'ils sont confrontés à des situations discriminatoires. Ils doivent aussi savoir développer un esprit positif en améliorant leurs compétences créatives.

L'adversité peut faire partie d'une expérience d'apprentissage, et parfois être une source d'inspiration significative dans certaines conditions : le respect d'une attitude de fair-play (sans offense, sans violence, sans attaque personnelle). Le respect de toutes les différences signifie avant tout être conscient des clichés et des stéréotypes que nous pouvons avoir sur les autres, et réciproquement ceux que les gens peuvent avoir sur nous-mêmes. La reconnaissance doit être mutuelle, avec des choses à admettre et respecter des deux côtés. Le principe de réciprocité doit prévaloir non seulement entre les organisations ou les entreprises (commerce) ou les pays (diplomatie) mais sur un plan très personnel (communication ou éducation).

La créativité a une structure multidimensionnelle et développementale. Les changements sociaux, économiques et technologiques qui ont commencé dans les années 1990 avec l'accès massif et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (Internet, smartphone, ...) ont augmenté l'attention portée au développement de la créativité (Craft, 2001). Avec l'émergence des réseaux sociaux au cours des vingt dernières années (Facebook a été créé en 2004), la créativité est même considérée comme une compétence de survie pour réussir dans la vie (NACCCE, 1999). Ce n'est plus un luxe pour „quelques heureux (happy few)», mais une nécessité pour tous. „Être connecté ou mourir » pourrait être une expression provocante car toute action dans la vie quotidienne est liée à une approche numérique- compte bancaire, paiements en magasin en ligne, processus administratif (déclaration fiscale...), réservation en ligne (vols et hôtels...).

Si le XXIème siècle est un siècle numérique, les enjeux qui y sont liés sont très nombreux : les fausses nouvelles se propagent très rapidement et les gens doivent être très bien éduqués et informés sur les nombreux dommages qu'ils peuvent causer avec des discours haineux, qui débouchent souvent sur une attitude violente sur le terrain (combats physiques après des „batailles » (battles) en ligne). Certaines organisations extrémistes sont devenues expertes pour désinformer les gens à grande échelle (réseaux de hackers). Malheureusement, la créativité peut aussi être mal utilisée et très dangereuse lorsqu'elle tombe entre des mains malveillantes. La guerre en Ukraine (depuis février 2022) est une preuve éclatante des dommages causés par la malveillance.

## L'impact de l'approche technologique et la question de la désinformation - la créativité peut être mal utilisée

– Il est intéressant de constater que le monde est facilement compris ou abordé de manière binaire – 0/1 pour reprendre le codage informatique. Cette manière était autrefois appelée manichéenne (noir et blanc), qui est devenue „vieux jeu ». Nous devons adopter une terminologie d'experts en nouvelles technologies appelés « geeks ».

En économie, la créativité dans la Silicon Valley , lieu emblématique de l'excellence numérique, est devenue un moyen de sélectionner les candidats dans un contexte de concurrence intense. Les „booms & busts » (hauts et bas) qui sont une approche classique de l'économie capitaliste sont plus rapides et plus brutaux que dans l'économie traditionnelle. L'effondrement récent (fin 2022) de l'entreprise FTX spécialisée dans les Bitcoins a eu des répercussions sur la communauté cryptographique internationale avec des milliards de dollars qui ont disparu rapidement et d'une manière spectaculaire. Les attitudes de « Wailing & calling » (accusations & louanges) sont nombreuses et violentes avec la figure emblématique d'Elon Musk et sa gestion et communication brutales qui utilise Twitter pour imposer ses opinions et prendre à témoin l'opinion internationale.

En politique, on connaît aussi la créativité et l'abus de l'ancien président américain sur Twitter avec des attaques personnelles et répétées contre ses opposants, des médias informant l'opinion publique, et même en janvier 2020 sa responsabilité dans les émeutes au Capitole. Il a été soutenu par un réseau, Qanon, créé en 2017, pour propager les théories du complot - le suprémacisme et son cortège de sexisme, l'homophobie, le racisme, l'antisémitisme et tout type de discours haineux qui a toujours existé, mais qui est massivement et constamment documenté de la façon la plus agressive.

Ces exemples de « mauvaises pratiques » ont eu un impact sur les gens ordinaires, en particulier les jeunes qui peuvent utiliser les réseaux sociaux comme porte-voix de leurs instincts les plus primaires (haine, colère, ...) avec la plus grande violence car ils sont anonymes contre certaines « cibles » - des personnes vulnérables qu'elles soient handicapées, ou des femmes qui ont „osé” publier leurs idées sur les réseaux sociaux (il faut leur imposer le silence), ou toute autre personne appartenant à une minorité (religieuse, culturelle, ethnique ou sexuelle...) Ce discours de haine est généralement la première étape avant les attaques sur le terrain. Certains „leaders » d'opinions qui se définissent par le nombre de leur communauté d'abonnés (ou „followers” sur Tik Tok, Twitter ou toute plateforme numérique) encouragent parfois ce discours haineux (avec des lignes de frappe „punclines” insultantes).

Il est important de rappeler que les technologies d'information et de communication (TIC) ont eu un impact très positif sur la communication (qui a pu se développer entre les individus et organisations) et même sur le processus d'apprentissage, mais elles peuvent aussi être le lieu d'un monde sauvage , sans foi ni loi, où les personnes les plus agressives maîtrisant bien la technologie entendent imposer leurs vues de manière peu intelligente, la plupart du temps sans aucune éducation ou qualification , et dont la „compétence principale » est une rare violence combinée à la rapidité d'attaque, habituellement en groupe (en „bande”) ou en prenant à témoin leur communauté de „followers”.

**L'approche par la compétence** – la seule façon de lutter contre les propos haineux est d'accroître la compétence. L'objectif principal du projet Think Diverse ! est de défendre la diversité et l'égalité des chances dans la formation initiale (école), la formation continue (pour les professionnels) et dans une approche transversale de la compétence interculturelle. Ce sont les meilleurs moyens de lutter contre les inégalités et les discriminations.

L'Union européenne a lancé depuis 2000 un programme solide d'éducation et de formation tout au long de la vie. Il s'est concrètement exprimé sur les compétences par exemple avec le « Cadre des huit compétences clés » lancé par la Commission européenne et le Parlement européen en 2006, mis à jour en 2018. Il regroupe 4 « compétences de base » – la première compétence clé (KC1) est la compétence d'alphabétisation et est définie comme « la compétence de langue maternelle » ; la deuxième compétence clé (KC2) est la « compétence multilingue » ou « communication en langues étrangères », la troisième compétence (KC3) est la « compétence mathématique et en science, technologie et ingénierie » et la quatrième compétence (KC4) est la compétence numérique » impliquant « l'utilisation confiante et critique des technologies de la société de l'information (TSI). Ces compétences de base sont complétées par quatre « compétences complexes » – « compétences personnelles, sociales et d'apprentissage à l'apprentissage » (KC5), les « compétences de citoyenneté (KC6) ; et les compétences d'entrepreneuriat (KC7) ; enfin la « conscience et expression culturelles » (KC8). En outre, l'accent est mis de manière transversale sur « la pensée critique, la créativité, l'initiative, la résolution de problèmes, l'évaluation des risques, la prise de décisions et la gestion constructive des sentiments » (Commission européenne, 2006). Ces qualités sont la base même de toute approche créative. L'imagination ou l'inspiration ne suffisent pas, elles doivent être encadrées pour éviter toute attitude excessive et déloyale et prévenir tout dérapage.

La pensée créative a également été soutenue par l'OCDE. Elle a créé un « Groupe d'experts consultatif stratégique sur la pensée créative ». Leur hypothèse de travail est qu'« il existe un consensus général parmi les psychologues et les éducateurs que la pensée créative, comprise comme l'engagement dans les processus de pensée associés au travail créatif, peut améliorer une foule d'autres capacités individuelles, y compris les capacités métacognitives, compétences interpersonnelles et intrapersonnelles et la capacité de résolution de problèmes, ainsi que la promotion du développement de l'identité, du rendement scolaire, de la réussite professionnelle future et de l'engagement social ». Par conséquent, la pensée créative peut être considérée comme une « compétence tangible, fondée sur les connaissances et la pratique, qui aide les individus à obtenir de meilleurs résultats, souvent dans des environnements limités et difficiles » (OCDE, 2019). Dans le cadre du programme international d'évaluation PISA 2021, l'évaluation de la pensée créative a fourni aux décideurs des outils de mesure valides, fiables et réalisables qui doivent les aider à prendre des décisions fondées sur des données probantes.

Par conséquent, la créativité est à l'ordre du jour des politiques éducatives. Cette dernière amélioration est un pas de plus après avoir considéré l'état d'esprit de croissance et de leadership, ainsi que les compétences émotionnelles et sociales. L'idée générale est d'améliorer les compétences des éducateurs au sens large : enseignants à l'école, parents (en famille), professionnels travaillant avec les jeunes dans des activités parascolaires.

L'éducation est un continuum et les jeunes peuvent trouver des « modèles » partout (sport, culture, littérature...) ; ils doivent aussi connaître des « mauvais exemples » et les raisons pour lesquelles ils doivent être considérés comme toxiques. Ce n'est pas un discours, il y a des raisons réelles et documentées de s'inquiéter de dérapages. Il est trop facile de se moquer de cet avertissement en prétendant qu'il s'agit d'une « morale démodée », surtout quand on peut voir les dommages à l'école où l'intimidation et tout type de harcèlement ont pu mener au pire (homicides, suicides de jeunes...). Les professionnels spécialisés dans le cyberharcèlement savent comment les jeunes sont piégés par les prédateurs. – ils sont des cibles faciles pour l'extrémisme (terrorisme), les abus sexuel (pornographie) ou l'intimidation par d'autres jeunes (appartenant à leurs proches, l'école étant le premier endroit où commence la « lutte pour la vie »)

**Approche de gestion des ressources humaines** - Une typologie utilisée en ressources humaines combine les « compétences spécialisées » traditionnelles (« hard skills ») qui sont directement liées à l'éducation reçue et/ou acquise grâce à une expérience professionnelle, les « compétences générales » ou les compétences transversales (« soft skills ») qui sont liées à un comportement personnel ou social (elles impliquent également l'autonomie, la créativité, la capacité à socialiser...) et plus récemment les compétences folles (« mad skills ») qui sont également liées à la personnalité et acquises grâce à une expérience extraordinaire ou éprouvante (construire une école en Inde, être un sportif de haut niveau, une expérience volontaire à l'étranger...). La créativité est transversale aux compétences dures, douces et folles, mais il y a évidemment plus d'occasions d'être créatif dans des circonstances imprévues ou exceptionnelles. Les « compétences folles » viennent une fois de plus de la Silicon Valley où la différence personnelle ou émotionnelle est la plus forte car la concurrence est élevée et donc les moyens de sélection sont plus axés sur la singularité de chacun. Il y a une fois de plus une limite à l'« approche technologique », car l'originalité peut aussi être un obstacle majeur à l'adaptation au milieu professionnel si un candidat est trop personnel et ne correspond pas à ce qui est attendu de l'« employé moyen ». On peut, et on doit, être créatif mais avec des limites.

Le glossaire du Cedefop<sup>12</sup> propose différentes définitions de l'apprentissage. La formation formelle est liée à l'éducation acquise à l'école ou dans un organisme officiel de formation ou d'éducation ; le processus de Bologne (lancé en 2000 par les ministères de l'éducation) aborde cette partie. L'apprentissage non formel et informel s'acquiert en dehors de l'école/de la formation - le lieu de travail, dans le cadre d'un engagement politique ou bénévole, au sein de la famille, dans le cadre d'activités parascolaires pour les jeunes. Il s'agit du processus de Copenhague lancé en 2002 par les ministres des affaires sociales, du travail et de l'emploi. En complément de cette typologie, le Cedefop a proposé une approche prospective sur l'intelligence des compétences, à la fois une analyse actuelle et prospective des compétences nécessaires sur les marchés européens du travail au XXI<sup>ème</sup> siècle. L'idée est d'anticiper les besoins d'éducation et de formation, de mieux répondre à l'offre et à la demande sur le lieu de travail, comme dans de nombreux pays européens, il y a une proportion énorme d'emplois non pourvus, et, par conséquent, proposer des stratégies de formation pour accroître les compétences des professionnels afin de répondre aux

<sup>12</sup> Cedefop - <https://www.cedefop.europa.eu/en>



demandes des employeurs. Le projet Think Diverse contribue à cette approche- la compétence interculturelle ou artistique est cruciale.

**De la créativité à la diversité** –Le projet Think Diverse vise à améliorer la pensée créative pour lutter contre la discrimination. La compétence interculturelle ou artistique est indispensable à nos sociétés contemporaines, diverses par nature. La plupart des Européens vivent dans des villes ou des zones urbaines. La diversité est à la fois un atout et une richesse. Elle peut aussi être une source de malentendus et de conflits. Dans un monde multi-connecté, la communication est sensible. Comprendre et être compris sont essentiels pour éviter toute conséquence négative, par exemple le harcèlement sur les réseaux sociaux. Nous devons éviter à la fois de heurter des sensibilités mais aussi de nous censurer. Personne ne peut revendiquer une exclusivité « culturelle » ou décider qui est légitime pour défendre ou parler d'un groupe ou d'une communauté. La dénonciation de « l'appropriation culturelle » peut être une nouvelle forme de censure avec des dérives et dérapages par exemple sur des campus universitaires. En Europe et dans le monde, cette tension identitaire et cette fermeture aux autres, avec une augmentation du «communautarisme» ont engendré des conflits avec la persécution de groupes ethniques ou religieux minoritaires (par exemple en Chine, en Inde ou en Birmanie), ou la montée en puissance de groupes religieux prosélytes (comme les Evangéliques aux Etats-Unis mais aussi en Amérique latine, en Afrique ou en Asie avec la Corée du Sud)..

Le Conseil de l'Europe (depuis 1949) et l'UNESCO (depuis 1945) ont défini et théorisé des notions liées à la culture de la diversité. La diversité culturelle concerne plusieurs notions - la communication interculturelle, la rencontre ou la permutation (entre les personnes et au sein des organisations), la responsabilité interculturelle (au sein des entreprises), l'apprentissage et l'éducation interculturels (tout au long de la vie). C'est « un mécanisme pour organiser le dialogue le plus productif possible entre le passé pertinent et l'avenir souhaitable » (UNESCO, 2002). Il y a une grande variété de cultures dans le monde. La diversité culturelle permet - et les compétences interculturelles exigent - « la compréhension de chaque culture comme une option parmi de nombreuses possibilités ; la capacité de transmettre à l'autre, en communiquant avec lui, des informations sur sa propre culture et d'interpréter des informations sur l'« autre » et sa culture » (Unesco, 2020). En effet, « la communication interculturelle : la culture est le produit d'une négociation constante avec les membres du groupe auquel on appartient ; la communication est le moyen par lequel cette négociation se déroule. Les interactions interculturelles sont le produit de négociations comparables avec des membres d'autres groupes; la communication interculturelle est le moyen par lequel ces négociations ont lieu (Unesco, 2020). L'approche interculturelle implique forcément une médiation interculturelle pour identifier et régler les malentendus<sup>13</sup>.

#### 4- Les trois thématiques spécifiques abordées par le Think Diverse

L'équipe européenne a choisi 3 thèmes principaux à souligner : genre et orientation sexuelle ; culture et religion ; santé mentale. Ils sont en effet sensibles surtout chez un public plus jeune. Sur ce point, nous avons donné une perspective mondiale en nous concentrant sur des

<sup>13</sup> une définition de ces notions est proposée sur le portail de l'iriv- <https://www.superdiversite.net/>

exemples de « mauvaises pratiques » en Europe en insistant sur la nécessité de lutter contre la discrimination comme priorité principale pour défendre nos valeurs européennes

#### 4.1 – genre & orientation sexuelle

Premièrement, la question du genre peut être abordée de différentes manières. En premier lieu, il est crucial de rappeler à quel point le droit des femmes doit être respecté (célébré chaque 8 mars comme Journée internationale des femmes). Le droit à l'avortement peut être considéré comme un indicateur majeur ou la violence faite aux femmes, mesurée par exemple par le taux de féminicide dans le pays. En second lieu, la stratégie politique mise en œuvre pour améliorer l'égalité des sexes doit être abordée, l'Union européenne étant un leader dans ce domaine. Nous avons choisi une approche en 3 étapes.

**Violence contre les femmes - une perspective mondiale-** Plusieurs indicateurs ou phénomènes mesurent la violence faite aux femmes. Le plus décisif est le taux de féminicide auquel les organisations internationales, en particulier ONU femmes mais aussi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'intéressent depuis une dizaine d'années. Aujourd'hui, les féminicides sont principalement commis par des hommes; sur les 87 000 femmes tuées en 2017, 58 % ont été tuées par un partenaire intime ou un membre de la famille, selon le rapport de 2019 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) sur les homicides liés au genre<sup>14</sup>. À l'échelle mondiale, les hommes sont les principales victimes d'homicide : 81 % des hommes tués contre 19 % des femmes. Mais les femmes sont les premières victimes de leur partenaire intime ou d'un membre de leur famille (64 % de femmes contre 36 % d'hommes). « De nombreuses victimes de féminicides sont tuées par leurs partenaires actuels et passés, mais aussi par leurs pères, frères, mères, sœurs et autres membres de leur famille en raison de leur rôle et de leur statut de femmes. » dit l'étude de l'ONUDC. Les féminicides affectent les femmes sur tous les continents. Si on compare le nombre absolu par région du monde, l'Asie arrive en tête avec 20 000 femmes assassinées en 2017, devant l'Afrique avec 19 000, le continent américain avec 8 000, l'Europe avec 3 000 et l'Océanie avec 300. En termes relatifs, avec un taux d'homicides conjugaux/familiaux de 3,1 pour 100 000 femmes, l'Afrique est la région où les femmes sont les plus susceptibles d'être tuées par un partenaire intime ou un membre de leur famille. L'Europe est le continent présentant le risque le plus faible (0,7 pour 100 000 femmes), après le continent américain (1,6), l'Océanie (1,3) ou l'Asie (0,9).

Un autre indicateur est l'existence et le respect du droit à l'avortement qui a été attaqué par plusieurs partis conservateurs au pouvoir dans de nombreux pays, y compris en Europe (en particulier en Pologne). Aux États-Unis, sous la pression des courants religieux les plus traditionnels (catholiques ou protestants comme les Évangéliques), la Cour suprême a supprimé en mai 2022 le droit constitutionnel à l'avortement, rayant 49 années qui ont commencé avec l'arrêt *Roe v. Wade*<sup>15</sup>. La décision du juge conservateur Samuel Alito a déclenché un changement radical dans les droits reproductifs aux États-Unis. Il permet aux États d'interdire l'avortement, et les experts s'attendent à ce que la moitié des États

<sup>14</sup>l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime - [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/Booklet\\_5.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/Booklet_5.pdf)

<sup>15</sup> Amy Howe "Supreme Court overturns constitutional right to abortion", Jun 24, 2022 - <https://www.scotusblog.com/2022/06/supreme-court-overturns-constitutional-right-to-abortion/>

américains le fassent. Dans l'une des décisions les plus attendues depuis des décennies, la Cour a infirmé l'arrêt Roe, qui a déclaré un droit constitutionnel à l'avortement en 1973, confirmé en 1992 par l'arrêt Planned Parenthood c. Casey. Le retournement de la Cour Suprême est dû à la nomination de juges conservateurs sous la présidence de Donald Trump ; il s'agit d'une prérogative du président américain. La majorité des juges est à présent conservatrice. Le droit à l'avortement n'est donc pas immuable.

**Stratégie de l'Union européenne sur l'égalité des genres** - En juin 2015, le Parlement européen a adopté une résolution sur la stratégie de l'Union pour l'égalité des sexes. Elle appelle la Commission européenne et les États membres à mettre en œuvre ou à renforcer leurs initiatives dans cinq domaines critiques.

Le premier concerne la violence faite aux femmes et aux filles et la violence fondée sur le sexe. L'année 2016 a été l'Année européenne de la lutte contre ce type de violence, avec une attention particulière portée aux nouvelles formes qu'elle a prises - cyberharcèlement, cyberharcèlement furtif et cyberintimidation. En France, l'association Osez le féminisme s'est à plusieurs reprises rebellée contre l'image dégradante des femmes véhiculée par les médias ou les réseaux sociaux pour contrer cette violence avec les mêmes armes .

Un deuxième point est l'équilibre entre le travail et la vie privée. Les femmes et les hommes sont également concernés. Les formes de travail flexibles, le congé de paternité d'au moins dix jours et le respect des directives européennes pertinentes sont encouragés. La Coordination française pour le Lobby européen des femmes (CLEF) œuvre pour la reconnaissance et la reconnaissance de l'égalité des femmes et des hommes afin qu'ensemble ils construisent une société responsable et solidaire. Elle développe des actions nationales sur l'emploi, la vie familiale, la parité dans la vie politique, économique et sociale, la violence contre les femmes, l'extrémisme religieux ou le système de prostitution .

Un troisième élément est la participation des femmes à la prise de décision et à l'entrepreneuriat. Les États européens doivent assurer une représentation et une participation égales des femmes dans la vie politique et économique, notamment en instaurant des quotas et en promouvant l'esprit d'entreprise parmi eux.

Un quatrième domaine est la santé. Il s'agit de garantir les droits sexuels et reproductifs - en particulier la capacité de prendre des décisions pour soi-même. Un rapport européen publié en 2013 a rappelé que la santé est un droit indispensable à l'exercice de tous les autres droits fondamentaux<sup>16</sup>. Les violations des droits sexuels affectent la vie des femmes et des filles - leur indépendance économique, leur accès aux services sociaux, leur participation à la prise de décisions et à la vie publique, leur vulnérabilité à la violence masculine, leur accès à l'éducation et leur vie privée. Une politique nationale de santé sexuelle et reproductive doit être élaborée en coopération avec la société civile.

Enfin, un dernier point concerne la culture, l'éducation et les médias. En particulier, la place des femmes dans les médias doit être mieux représentée d'un point de vue qualitatif et quantitatif à travers la participation équitable des femmes expertes aux débats.

---

<sup>16</sup>Rapport du Parlement européen du 3 décembre 2013-sur la santé et les droits sexuels et génésiques (2013/2040(INI)), Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, Rapporteuse: Edite Estrela - <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT%20REPORT%20A7-2013-0426%200%20DOC%20XML%20V0//FR>

**Homophobie & défense des droits de la communauté LGBTQI+** – Des comportements discriminatoires existent en Europe. Il existe différentes façons de lutter contre l'homophobie sur le plan personnel, mais aussi grâce à des associations clés ayant une perspective internationale

En Europe, dans deux pays, tous les signaux d'alerte sont au rouge sur les droits des homosexuels avec une combinaison de propagande homophobe officielle et une crise démographique en Hongrie et en Pologne. Un livre pour enfants « Tales for all » (Contes pour tous) avec des héros homosexuels, transgenres et roms a provoqué de violentes réactions en Hongrie<sup>17</sup>. . Ce sont 17 histoires écrites par différents auteurs pour l'association lesbienne Labrisz . Le député et vice-président d'un mouvement hongrois d'extrême droite a passé le livre au pilon devant les caméras lors d'une conférence de presse. Son parti avait déjà publiquement brûlé les drapeaux arc-en-ciel du mouvement LGBTQI.. La société hongroise était traditionnellement plus tolérante à l'égard des questions de genre que la Pologne très catholique où des campagnes anti-LGBT ont été lancées par le gouvernement polonais en juin 2020<sup>18</sup>. Certaines villes et régions ont proclamé zones LGBT - zones franches » ou zones LGBT sans idéologie. Ils se sont déclarés hostiles à ce qu'ils ont décrit comme "l'idéologie LGBT" afin d'interdire les marches d'égalité (Gay Pride) et autres événements LGBT. Leurs porte-parole ont soutenu que les zones défendaient les « valeurs familiales traditionnelles », tandis que les opposants soutiennent que les zones bafouent les droits des personnes LGBT. En juin 2020, une centaine de municipalités et cinq voïvodies, englobant un tiers du pays, avaient adopté de telles résolutions. En septembre 2021, quatre des voïvodies ont retiré les mesures, après que l'Union Européenne a menacé de suspendre son financement. Le Médiateur polonais des droits de l'homme a contesté plusieurs résolutions de zone anti-LGBT. Fin juin 2022, une haute cour d'appel polonaise a confirmé les décisions des tribunaux inférieurs annulant les résolutions, et les abolissant dans quatre municipalités.

Malgré la position prise par le pape François en octobre 2020 de soutenir la création d'un pacte civil, un cadre juridique pour les familles « homoparentales » (deux parents ayant la même identité sexuelle), l'Église catholique reste profondément hostile à l'idée d'une union homosexuelle ( le mariage pour tous en France) et la possibilité pour les couples homosexuels d'avoir des enfants. De nombreux mouvements catholiques de droite alternative se sont violemment opposés au mariage pour tous en France en 2013 par de violentes campagnes homophobes, dans la rue et sur les réseaux sociaux. Le site Web catholique paneuropéen ultra-conservateur CitizenGo a lancé une pétition en octobre 2020 appelant tous les parents à « boycotter les librairies qui vendent des livres qui mettent en danger l'innocence des enfants ». En Hongrie, en octobre 2020, 90.000 personnes l'ont signée, nouvelle preuve d'intolérance en Europe.

Le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel a souligné que « l'homophobie est un choix. L'homosexualité n'est pas un choix ». Il a ajouté que « le taux de suicide chez les jeunes homosexuels est énorme parce qu'ils ont de la difficulté à s'accepter ». Cette figure

<sup>17</sup> Le livre pour enfants 'Meseorszag mindenkie', non traduit, publié en septembre 2020 édité par Boldizsar Nagy, Jean-Baptiste Chastang, « Il était une fois des contes inclusifs qui déchaînaient l'extrême droite hongroise », M le Magazine du Monde, samedi 17 octobre 2020.

<sup>18</sup> ["European Parliament slams 'LGBTI-free' zones in Poland". Deutsche Welle. 18 December 2019.](#)

politique en Europe a décidé de faire son « coming out » (révélation sur son orientation sexuelle) après Bertrand Delanöe, maire de Paris vingt ans auparavant. Il est en effet important pour les jeunes d'avoir des figures de référence qui ont parlé de leur homosexualité, de manière naturelle au moment qu'ils ont choisi ou de témoigner de leur parcours et des difficultés qu'ils ont pu rencontrer à des moments clés (mariage, lutte contre le sida, etc.) ou parce qu'ils ont mis leur expérience personnelle ou leur notoriété au service de la cause. Plusieurs exemples peuvent être trouvés dans le monde artistique, intellectuel, politique ou économique, mais aussi des champions sportifs dans des environnements souvent sexistes, homophobes et réfractaires à la différence.

Depuis 2010, la licorne est devenue avec le drapeau arc-en-ciel, l'emblème de la communauté LGBTQI; « Simplement parce que nous sommes des licornes », explique le porte-parole français d'Inter-LGBT. « L'animal rompt avec le sexe binaire et puis, pour beaucoup de gens, il n'existe pas, il est invisible. Tout comme nous, beaucoup de gens refusent de nous voir »<sup>19</sup>. La diversité sexuelle permet d'évoquer la discrimination liée à l'orientation sexuelle mais aussi à l'identité sexuelle ou de genre. L'éducation sexuelle est obligatoire au collège, l'hétérosexualité et l'homosexualité n'ont pas le même traitement qui est une des explications pour induire des attitudes embarrassées ou la méfiance des jeunes et des adultes.

Une association, ILGA Europe, est la partie européenne d'un réseau international (ILGA) créé en 1978<sup>20</sup>. Il réunit les militants et alliés – et met les acteurs institutionnels en contact avec les questions qui leur tiennent à cœur et le mouvement dans son ensemble. Ils établissent des partenariats stratégiques avec des alliés de la cause LGBTQI dans la société, comme le secteur privé ; mais dans l'ensemble, ils nourrissent de plus grandes alliances entre les LGBTQI et d'autres mouvements pour l'égalité et la justice sociale. Ils créent des récits nuancés pour éviter la polarisation. Dans le monde entier- la lutte pionnière pour les droits des homosexuels vient des États-Unis, dans les années 1970s et la « diversité arc-en-ciel ». Le Mouvement de « fierté homosexuelle » (Gay Pride) y est né. Le Coming Out Day (COD) a lieu chaque année le 11 octobre en Amérique du Nord et dans certains pays européens. A cette occasion, les lesbiennes, gays, bis, trans et queer sont appelés à se montrer publiquement. La tradition du « Coming Out Day » remonte à la deuxième « Marche pour les droits des gais et des gais » qui s'est tenue le 11 octobre 1987 où 500 000 personnes ont manifesté à Washington pour l'égalité des droits des homosexuels et la reconnaissance de l'homosexualité. L'année suivante, lors du premier « Coming Out Day », des milliers de gays et de lesbiennes ont publié leur nom dans les journaux.

## 4.2 – culture et religion

Il est important de faire une distinction entre les deux même si culture et religion sont souvent étroitement liées. On peut ne pas être croyant ni pratiquant mais avoir un sentiment d'appartenance à une tradition (juive, chrétienne, musulmane...).

**Diversité religieuse** – le taux de diversité religieuse est certainement un indicateur important de la démocratie avec la liberté de religion ou de croyance. Ce n'est pas un hasard

<sup>19</sup> Clémence Zamora-Cruz, citée par Marie-Béatrice Baudet « La licorne de l'autre côté du miroir », L'été en séries, Le Monde, jeudi 20 août 2020.

<sup>20</sup> ILGA Europe- <https://www.ilga-europe.org/>

s'il n'y a qu'une seule religion officielle » dans tous les pays autoritaires et si les minorités religieuses sont persécutées. La liberté de religion est inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 18) et réaffirmée dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé par plus de 160 États. Cette liberté comprend, en plus de la liberté de culte, la liberté de revendiquer une religion ou une croyance, de ne pas en avoir une, d'en changer une ou d'y renoncer.

L'Union européenne défend et promeut au sein des Nations unies les principes de « liberté de religion ou de conviction » et de « liberté d'opinion et d'expression », des principes intrinsèquement liés et complémentaires fondés sur l'universalité, indivisibles et inséparables de tous les droits de l'homme. La liberté de religion ou de croyance, comme la liberté d'opinion et d'expression, sont des droits de la personne conçus pour protéger les individus et non des systèmes de pensée comme les religions et leurs symboles, qui ne sont pas assujettis à la loi.

La discrimination religieuse est l'arme la plus facile et la plus largement utilisée au monde pour persécuter les groupes minoritaires. Les Ouïghours, une minorité musulmane en Chine, subissent une persécution systématique et institutionnelle de la part des autorités chinoises. Les Rohingyas (un groupe majoritairement musulman vivant dans le nord de la Birmanie) sont également persécutés (discrimination systémique, violence contre les hommes, viol de femmes, etc.) par la junte birmane au pouvoir, cette répression a conduit à l'exil de 150 000 réfugiés en 2017 <sup>21</sup>. Les yézidis, une communauté kurde monothéiste de 100 000 à 600 000 personnes en Irak, comptent parmi les plus anciennes populations de la Mésopotamie. Ils ont été persécutés par l'islam ou le christianisme qui ont une interprétation erronée de leur culte, récemment par ISIS (État islamique) « Le problème des yézidis n'est pas un problème religieux, c'est une question de domination totalitaire (...) Une fois que l'ISIS aura fini avec les yézidis, il s'en prendra à une autre minorité. » <sup>22</sup> En Europe, la politique de « nettoyage ethnique » contre la communauté musulmane était le but de la guerre en Bosnie, pendant la guerre des Balkans lancée par la Serbie (1991-1995). La Bosnie n'est plus le pays multiethnique d'avant-guerre avec Sarajevo, ville emblématique de diversité et de dialogue interreligieux.

Surtout, l'Europe a été marquée par une discrimination religieuse sans précédent qui a conduit au meurtre de six millions d'Européens juifs pendant la Seconde Guerre mondiale (Shoah), apogée d'un antisémitisme virulent qui s'est accéléré au XIXe siècle (pogroms en Russie, en Europe centrale et orientale) et s'est déchaîné après la Première Guerre mondiale. L'antisémitisme, comme toute discrimination contre les minorités religieuses non chrétiennes ou « hérétiques » au sein du christianisme, existe en Europe depuis le premier millénaire. La Shoah est un cas unique - pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'exclusion de la vie sociale et économique, suivie par la persécution physique et

---

<sup>21</sup>Amnesty international - <https://www.amnesty.fr/dossiers/le-sort-des-rohingyas-au-myanmar>

<sup>22</sup> Jean-Pierre Filiu, professeur des universités à Sciences Po cité par Sophie Gillig, « Qui sont les yézidis, cible des djihadistes en Irak ? », 12 août 2014 mis à jour le 13 août 2014 à 07h20, [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/08/12/la-communaute-kurdophone-yezidie-cible-des-djihadistes-de-l-etat-islamique\\_4470471\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/08/12/la-communaute-kurdophone-yezidie-cible-des-djihadistes-de-l-etat-islamique_4470471_3218.html)

psychologique, s'est terminée par la déportation systématique et l'exécution par le régime nazi de 6 millions d'Européens en raison de leur religion. Cette tragédie a permis, après la guerre, de définir précisément l'antisémitisme, ses nouvelles formes, par exemple l'antisionisme, et d'autres concepts associés aux discours haineux qui perpétuent la discrimination religieuse – conspiration, négationnisme, révisionnisme. Les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, les exécutions extrajudiciaires sont différentes d'un génocide.

Selon la définition "non contraignante" proposée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, l'antisémitisme est « une certaine perception des juifs, qui peut s'exprimer sous forme de haine des juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent les personnes juives ou non juives ou leurs biens, les institutions juives et les édifices religieux. » Les manifestations de cet antisémitisme "peuvent inclure le ciblage de l'État d'Israël, conçu comme une communauté juive. Cependant, les critiques d'Israël à un niveau similaire à celle d'un autre pays ne peuvent pas être considérées comme antisémites." Une liste d'exemples "contemporains" d'antisémitisme est donnée, y compris : "demander, aider ou justifier le meurtre des Juifs au nom d'une idéologie radicale ou d'une vision extrémiste de la religion"; "faire des allégations fausses, déshumanisantes, diaboliques ou stéréotypées sur les Juifs en tant que tels ou sur le pouvoir des Juifs, par exemple, mais pas exclusivement, le mythe d'un complot juif mondial ou des Juifs qui contrôlent les médias, l'économie, le gouvernement ou d'autres institutions de la société, ou « accusent les Juifs en tant que peuple, ou Israël en tant qu'État, d'avoir inventé ou d'avoir exagéré l'Holocauste »<sup>23</sup> peut comprendre le ciblage de l'État d'Israël, conçu comme une communauté juive. Cependant, les critiques d'Israël à un niveau semblable à celles d'un autre pays ne peuvent pas être considérées comme antisémites. »

Dans le monde entier, la mémoire de la Shoah est célébrée le 27 janvier. Yad Vashem créé à Jérusalem (Israël) après la Seconde Guerre mondiale et ses nombreuses délégations dans le monde (en particulier en Amérique avec des exemples très convaincants de témoignages) est la principale institution de référence pour documenter l'antisémitisme présent et passé avec toute discrimination pour un religieux, but culturel ou ethnique. L'idée est d'améliorer le dialogue interreligieux et interculturel pour lutter contre les discours haineux et les discriminations

**Diversité culturelle et lutte contre le racisme** – La diversité liée à l'origine ethnique ou culturelle, pour lutter contre le racisme et la xénophobie, est particulièrement sensible en Europe avec la montée des nationalismes et les tentations de repli identitaire. Elle est associée à des concepts d'intégration, de coopération ou de codéveloppement qui sont des notions positives ou négatives d'assimilation, d'ethnocentrisme, de racisme ou de xénophobie, clairement discriminatoires. Le passé colonial de plusieurs pays européens (France, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni mais aussi Belgique), le lien entre impérialisme et colonialisme, l'histoire de l'asservissement et la question noire aux États-Unis. sont des questions très sensibles. L'expérience du Trumpisme et du retour du suprémacisme, un racisme désinhibé

<sup>23</sup> Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA, acronyme anglais), définition adoptée en plénière le 26 mai 2016 citée par FranceTv Info

- [https://www.francetvinfo.fr/societe/religion/diner-du-crif/on-vous-explique-la-future-definition-de-lantisemitisme-elargie-a-l-antisionisme-que-la-france-veut-adopter\\_3200607.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/religion/diner-du-crif/on-vous-explique-la-future-definition-de-lantisemitisme-elargie-a-l-antisionisme-que-la-france-veut-adopter_3200607.html)

qui défie les réalisations de la lutte pour les droits civiques des années 1960 (avec le Ku Klux Klan) est très révélatrice. „ Le mouvement „ Black lives matter », qui s’est développé après le meurtre de George Floyd, un Afro-Américain, par des policiers et son impact en Europe en 2020, était révélateur d’identité et de sensibilité à cette mémoire.

Pour combattre le racisme et la xénophobie, il faut évoquer l’altérité et les différentes facettes d’une identité. En Europe, la défense de la diversité et le dialogue interculturel sont des thèmes internes à l’Union européenne (depuis l’élargissement de 2004 avec une diversité interculturelle accrue) mais aussi externe avec la politique migratoire qui est devenue une compétence communautaire depuis le traité d’Amsterdam (1997).

Après la crise sanitaire de 2020-2021, le thème de la migration est revenu sur l’agenda de l’Union européenne (UE), avec la discussion d’un nouveau pacte européen sur l’Asile et la migration. Ce thème est souvent instrumentalisé en Europe lors des grandes élections nationales ou européennes. En tant que compétence communautaire, la politique migratoire oblige les pays de l’Union européenne à adopter une stratégie commune vis-à-vis des pays tiers (non membres de l’Union européenne), à définir les relations extérieures de l’UE, et sa politique migratoire. Un tournant s’est produit en Europe avec la grave crise migratoire de l’été 2015 liée aux conséquences des Printemps arabes (en 2011) avec en particulier la guerre en Syrie, où les pays européens ont accueilli un million de réfugiés. La première réaction fut la solidarité et l’ouverture, le chancelier allemand ouvrant la voie avec un engagement généreux « *Wir schaffen das!* »<sup>24</sup>. Mais des réserves ont été exprimées très rapidement par les pays d’Europe centrale et orientale qui ont fermé la route des Balkans (Hongrie, Croatie, etc.). Dans le même temps, la Commission européenne, à travers ses appels à projets, a permis aux projets d’accompagner l’accueil des réfugiés en Europe<sup>25</sup>.

Au sens intracommunautaire, la diversité est davantage culturelle et linguistique (avec la diversité des langues régionales dans plusieurs pays européens). Le système européen de lutte contre la discrimination avec ses deux directives adoptées en 2000 (contre le racisme et pour l’égalité des chances entre femmes et hommes) a permis à de nombreux pays de l’UE d’harmoniser leurs politiques contre les inégalités et les discriminations liées à l’origine ethnique. « Unis dans la diversité » est la devise de l’Union européenne. Cela signifie que, à travers l’Union, les Européens travaillent ensemble pour la paix et la prospérité, et que les nombreuses cultures, traditions et langues différentes de l’Europe sont un atout pour le continent. Les questions d’ethnicité, de culture et de religion sont au cœur du respect des différences. Dans le monde entier; la Journée internationale contre la discrimination raciale est célébrée le 10 mars<sup>26</sup>; plusieurs Années européennes sont consacrées depuis 1997 à cette question sensible

### 4.3 – la santé mentale des jeunes

Selon l’Organisation mondiale de la santé (OMS, 2022), les problèmes de santé mentale devraient devenir une cause principale d’incapacité en 2030, dépassant toutes les

<sup>24</sup> « Nous y arriverons ! » - phrase prononcée par la chancelière allemande Angela Merkel le 31 août 2015 durant la crise migratoire en Europe, comme slogan de sa politique d’accueil des réfugiés.

<sup>25</sup> notamment par le biais du Fonds pour l’Asile, la Migration et l’Intégration mieux doté à partir de 2016 ou par le programme Erasmus +

<sup>26</sup> Site des Nations Unies - <https://www.un.org/en/observances/end-racism-day>



autres pathologies ; une personne sur quatre souffrira d'un trouble mental au cours de sa vie. Plus de 12% des problèmes de santé sont directement liés aux pathologies mentales, dépassant les problèmes de cancer et de santé cardiovasculaire. Actuellement, plus de 450 millions de personnes souffrent d'un problème de santé mentale. Dans ces données, le fait que plus de 50% des problèmes commencent avant l'âge de 14 ans et 75% avant l'âge de 18 ans est particulièrement frappant. Chaque année, quelque 800000 personnes se suicident, ce qui est la principale cause de décès chez les jeunes de 15 à 29 ans.

À l'échelle mondiale, un enfant de 10 à 19 ans sur sept souffre de troubles mentaux, ce qui représente 13 % du fardeau mondial de la maladie dans ce groupe d'âge<sup>27</sup>. La dépression, l'anxiété et les troubles du comportement sont parmi les principales causes de maladie et d'invalidité chez les adolescents. Le suicide est la quatrième cause de décès chez les 15-29 ans. La non prise en compte des problèmes de santé mentale des adolescents s'aggrave à l'âge adulte, nuisant à la santé physique et mentale et limitant les possibilités de mener une vie épanouissante.

Les experts de l'OMS soulignent que dans le monde, une personne sur six est âgée de 10 à 19 ans. L'adolescence est une période unique et formatrice. Les changements physiques, émotionnels et sociaux, y compris l'exposition à la pauvreté, aux mauvais traitements ou à la violence, peuvent rendre les adolescents vulnérables aux problèmes de santé mentale. Protéger les adolescents de l'adversité, promouvoir l'apprentissage socio-émotionnel et le bien-être psychologique, et assurer l'accès aux soins de santé mentale sont essentiels pour leur santé et leur bien-être à l'adolescence et à l'âge adulte.

À l'échelle mondiale, on estime qu'un enfant de 10 à 19 ans sur sept (14 %) éprouve des problèmes de santé mentale (1), mais ces problèmes demeurent largement méconnus et non traités. Les adolescents ayant des problèmes de santé mentale sont particulièrement vulnérables à l'exclusion sociale, à la discrimination, à la stigmatisation (qui affecte la volonté de demander de l'aide), aux difficultés d'éducation, aux comportements à risque, aux problèmes de santé physique et aux violations des droits de la personne.

Selon la Commission européenne (UE, 2023), être en bonne santé mentale signifie être capable de se réaliser, être à l'aise dans les relations avec les autres, contribuer à la vie communautaire et être productif au travail. L'incidence d'une mauvaise santé mentale peut toucher les gens tout au long de leur vie. En septembre 2022, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé l'intention de la Commission de présenter une nouvelle approche globale de la santé mentale en 2023, après une conférence sur l'avenir de l'Europe dont les conclusions ont appelé à des initiatives visant à améliorer la compréhension des problèmes de santé mentale et les façons de les régler.

Élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en coopération avec la Commission européenne, la série de rapports Panorama de la santé en Europe évalue les progrès de l'UE vers des systèmes de santé efficaces, accessibles et résilients<sup>28</sup>. L'étude est réalisée et un rapport est publié tous les deux ans avec une évaluation descriptive équilibrée de tous les pays de l'UE sur la base de données et d'indicateurs accessibles au public. En 2018 (avant la pandémie de COVID), un rapport a

<sup>27</sup> OMS – santé mentale des adolescents- <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health> téléchargé en avril 2023

<sup>28</sup> Commission Européenne –« Health at a glance »- étude téléchargée en avril 2023- [https://health.ec.europa.eu/state-health-eu/health-glance-europe\\_en](https://health.ec.europa.eu/state-health-eu/health-glance-europe_en)

souligné que les problèmes de santé mentale touchent environ 84 millions de personnes dans l'UE. En plus des souffrances personnelles, les problèmes de santé mentale ont des répercussions financières sur notre société. Le coût total des problèmes de santé mentale est estimé à plus de 4 % du PIB (plus de 600 milliards d'euros) dans les 27 pays de l'UE et au Royaume-Uni.

Dans la dernière édition de 2022 de Panorama de la santé, l'Europe a examiné les principaux défis auxquels les pays européens doivent faire face pour développer des systèmes de santé plus solides et résilients après la pandémie de COVID-19. Elle insiste sur les répercussions de la pandémie sur la santé mentale et physique des jeunes affectée lors de leurs années de formation avec des perturbations dans leur éducation et leurs activités sociales qui ont suscité des inquiétudes particulières<sup>29</sup>. Dans plusieurs pays européens tels que la Belgique, l'Estonie, la France, la Suède et la Norvège, la proportion de jeunes présentant des symptômes de dépression a plus que doublé pendant la pandémie, (niveaux de prévalence deux fois plus élevés que dans les groupes plus âgés). De nombreux enfants et jeunes passaient également beaucoup moins de temps à faire de l'activité physique et avaient des habitudes alimentaires mauvaises, avec une augmentation du surpoids et de l'obésité chez les enfants dans certains pays.

La demande croissante de soutien en santé mentale, combinée aux perturbations des soins pendant la pandémie, a mis à mal les services de santé mentale mis à rude épreuve. Environ 50 % des jeunes Européens ont déclaré des besoins non satisfaits en soins de santé mentale (printemps 2021 et 2022). De nombreux pays ont mis en œuvre des mesures pour protéger et soigner la santé mentale des jeunes, mais d'autres mesures doivent être prises pour que la pandémie ne laisse pas de cicatrices permanentes à cette génération.. Un jeune Européen sur deux fait état de besoins non satisfaits en matière de soins de santé mentale, et la proportion de jeunes signalant des symptômes de dépression dans plusieurs pays de l'UE a plus que doublé pendant la pandémie.

Une priorité doit être accordée à la prévention : s'attaquer aux facteurs de risque comportementaux et environnementaux et mener des actions plus ambitieuses en matière de promotion de la santé et de prévention des maladies. La santé mentale est influencée par de nombreux facteurs, y compris la prédisposition génétique, les antécédents socioéconomiques, les expériences négatives de l'enfance, les problèmes de santé chroniques ou l'abus d'alcool ou de drogues. Les politiques dans des domaines comme l'éducation, l'emploi ou la protection sociale peuvent avoir une incidence positive sur la santé mentale et le bien-être et soutenir la résilience en matière de santé mentale, surtout lorsqu'elles sont mises en œuvre tôt dans la vie. Cette complexité doit être prise en compte lors de l'élaboration d'une approche globale de santé mentale pour mettre en œuvre des interventions efficaces pour atténuer les problèmes.

Les experts de l'OMS<sup>30</sup> insistent pour que l'adolescence soit une période cruciale pour développer des habitudes sociales et émotionnelles décisives pour le bien-être mental. Il s'agit notamment d'adopter des habitudes de sommeil saines, de faire de l'exercice régulièrement, de développer des capacités d'adaptation, de résolution de problèmes et de relations interpersonnelles, et d'apprendre à gérer ses émotions. Les environnements de protection et de soutien dans la famille, à l'école et dans la collectivité

<sup>29</sup> OCDE/ Union Européenne (2022) "Health at a Glance: Europe, executive summary"

<sup>30</sup> OMS – santé mentale des adolescents - <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health> téléchargé en avril 2023

en général sont importants. De multiples facteurs influent sur la santé mentale. Plus les adolescents sont exposés à des facteurs de risque, plus l'impact potentiel sur leur santé mentale est grand. Les facteurs qui peuvent contribuer au stress à l'adolescence comprennent l'exposition à l'adversité, la pression de se conformer aux pairs et l'exploration de l'identité. L'influence des médias et les normes de genre peuvent exacerber la disparité entre la réalité vécue par un adolescent et ses perceptions ou ses aspirations pour l'avenir. D'autres déterminants comprennent la qualité de leur vie à la maison et les relations avec leurs pairs. La violence (en particulier sexuelle et le harcèlement), la sévérité parentale extrême et les problèmes socioéconomiques graves sont des risques reconnus pour la santé mentale. Certains adolescents sont plus à risque de souffrir de problèmes en raison de leurs conditions de vie, de la stigmatisation, de la discrimination ou de l'exclusion, ou du manque d'accès à un soutien et à des services de qualité. Il s'agit notamment des adolescents qui vivent dans des contextes humanitaires fragiles ; qui ont une maladie chronique, un trouble du spectre autistique, une déficience intellectuelle ou un autre trouble neurologique ; mais également des adolescents enceintes, des parents adolescents ou qui sont dans des mariages précoces ou forcés; des orphelins; enfin des adolescents issus de minorités ethniques ou sexuelles ou d'autres groupes discriminés.

Les principaux troubles identifiés par l'OMS sont d'abord des troubles émotionnels avec l'anxiété pour 3,6% des 10-14 ans et 4,6% des 15-19 ans souffrant d'un trouble anxieux. On estime que la dépression touche 1,1 % des adolescents de 10 à 14 ans et 2,8 % des 15 à 19 ans. Deuxièmement, les troubles du comportement avec hyperactivité avec déficit de l'attention (TDAH), caractérisés par une difficulté à prêter attention, une activité excessive et agir sans penser aux conséquences (3,1 % des 10-14 ans et 2,4 % des 15-19 ans) ; ou des troubles du comportement comportant un comportement destructeur ou addictif (3,6 % des 10 à 14 ans et 2,4 % des 15 à 19 ans) qui peuvent entraîner un comportement criminel. Troisièmement, les troubles de l'alimentation, comme l'anorexie mentale et la boulimie mentale, peuvent entraîner une mort prématurée, souvent due à des complications médicales ou au suicide, et une mortalité plus élevée. Quatrièmement, la psychose, y compris les hallucinations ou les illusions, qui peuvent nuire à la capacité d'un adolescent de participer à la vie quotidienne et à l'éducation et mener souvent à la stigmatisation ou à des violations des droits de la personne. Cinquièmement, le suicide est la quatrième cause de décès chez les adolescents plus âgés (15 à 19 ans) liée à des facteurs multiples (consommation d'alcool, abus dans l'enfance, stigmatisation contre la recherche d'aide, accès difficile aux médias ou réseaux sociaux, en particulier l'intimidation sur les médias sociaux et à l'école). Enfin, de nombreux comportements à risque sont liés à la consommation de substances ou la prise de risques sexuels. Ils commencent à l'adolescence et peuvent être une stratégie pour faire face aux difficultés émotionnelles et peuvent gravement affecter le bien-être mental et physique d'un adolescent.

L'OMS dans le monde, la Commission européenne et l'OCDE en Europe et dans les pays appartenant aux pays les plus privilégiés ont insisté sur la nécessité de la prévention dès que possible afin de fournir un soutien significatif. Le rapport a souligné l'importance cruciale de expériences en matière de santé et de bien-être. Les interventions de prévention et de promotion de la santé mentale visent à renforcer la capacité d'une personne à réguler ses émotions, à améliorer les solutions de rechange aux comportements à risque, à renforcer sa résilience pour gérer les situations difficiles et l'adversité. et promouvoir des environnements et des réseaux sociaux favorables.

## II Partie nationale – Diversité en général et 3 facettes de la diversité abordées par le projet



(c) iriv, street art à Valence (Espagne) par un artiste inconnu, Février 2023

Les présentations des trois pays incluent un contexte général et l'explication du choix s'une facette de la diversité – culture et religion pour la France ; genre et orientation sexuelle pour l'Italie et santé mentale pour l'Espagne.

## 1, diversité en France

Le respect de la diversité, l'équité des chances et l'universalisme sont la base même des valeurs républicaines défendues par la France depuis la Révolution française (1789) et l'entrée dans les temps modernes. Ce fut la fin de l'« Ancien Régime » avec la monarchie définie par un système hiérarchique fondé sur des droits hérités et le plus grand nombre (Tiers Etat) privé de tout droit ; l'ordre politique, social et économique était fondamentalement inégalitaire et injuste. Les Temps Modernes sont parfaitement exprimés dans la devise républicaine « Liberté, équité et fraternité » et la proclamation de la première République. La Déclaration des droits de l'homme et des citoyens est l'expression la plus célèbre de l'esprit français. Elle est aussi la référence des valeurs européennes depuis sa création (Traité de Rome en 1957) qui a été plus formalisée depuis 2000 avec un cadre plus précis des droits fondamentaux<sup>31</sup>. Cette déclaration a également ouvert la voie à de nombreux changements politiques dans le monde – la démocratie était possible sur la base de la liberté, de l'équité et du respect de tous dans leur diversité. Elle était aussi un héritage des « Lumières » du XVIIIe siècle avec une effervescence intellectuelle dans toutes les domaines sociaux, politiques et économiques.

**Diversité religieuse** - L'équipe française a choisi la diversité culturelle et religieuse car la France a certainement élaboré le modèle le plus original avec la laïcité – une loi a été adoptée en 1905 qui était le résultat d'une lutte violente entre républicains (défenseurs de l'héritage de la Révolution française) et les conservateurs (désireux de restaurer la monarchie). La religion a été instrumentalisée par les partis conservateurs, car l'Église catholique était très liée à l'Ancien Régime fondé sur trois ordres : le clergé, la noblesse et le Tiers État. Dans l'organisation de la société d'Ancien Régime, l'« ordre clérical » était, avec l'armée, les deux piliers de la monarchie. Dans toute famille privilégiée le premier fils héritait du patrimoine (château et sa terre avec les revenus attachés à celle-ci), le deuxième fils s'engageait dans l'armée (et grâce à ses appuis familiaux pouvait facilement monter rapidement en grade) et le troisième fils devenait prêtre (avec la même carrière dans l'Église tout aussi hiérarchique que l'armée). Les filles avaient juste le choix de se marier; leur mari dépendait du montant de leur dot.. Le manque de liberté était total à la fois dans la partie privilégiée de la société et encore plus dans le Tiers État (le peuple), avec peu de droits et la menace permanente d'être maltraité ou injustement traité à tout moment par des personnes appartenant à une famille plus privilégiée.

La laïcité garantit la liberté de conscience dont découle la liberté d'exprimer ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public. Elle implique la neutralité de l'État et impose l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion ou de conviction religieuse. Elle garantit aux croyants et aux non-croyants le même droit à la liberté d'expression de leurs croyances ou convictions. Elle permet également d'avoir ou de ne pas avoir une religion, d'en changer ou de ne pas en avoir du tout. Elle garantit le libre exercice du culte et la liberté de religion et de conscience: personne ne peut être forcé de respecter des dogmes religieux ou des prescriptions. Elle implique la séparation de l'État et des

<sup>31</sup> rappelé dans la première partie de ce manuel en présentant le Conseil de l'Europe et l'Union européenne

organisations religieuses. L'ordre politique est fondé uniquement sur la souveraineté du peuple des citoyens, et l'État — qui ne reconnaît et ne pratique aucun culte — ne régit pas le fonctionnement interne des organisations religieuses.

La laïcité correspond au fait que plusieurs religions coexistent dans le cadre de la laïcité républicaine. Elle n'échappe pas aux tensions ; certains courants religieux (au sein de toute religion) portent des revendications identitaires. Ils peuvent être liés aux difficultés d'intégration de leurs fidèles, qui peuvent être réelles (absence ou insuffisance de lieux de culte). Ils peuvent également s'expliquer par une hiérarchie établie par certains courants entre les religions, ce qui est contraire à l'esprit républicain - toutes les religions doivent être traitées équitablement (quel que soit le nombre de leurs adeptes). Une enquête récente<sup>32</sup> indique que 35% des Français se déclarent croyants (38% de femmes et 32% d'hommes); 29% se déclarent non-croyants ou athées; 17% affirment être agnostiques (sceptiques sur l'existence de Dieu); 12% sont indifférents et 7% ne souhaitent pas répondre. Dans ce contexte, 47 % des répondants ont déclaré qu'ils étaient liés au Catholicisme, 3 % à l'Islam, 3 % au Protestantisme, 2 % au Bouddhisme, 1 % au Christianisme orthodoxe, 1 % au Judaïsme et 1 % à une autre religion, mais 34 % ne se sentent pas liés à une religion et 8 % ne souhaitent pas répondre. (les résultats doivent donc être interprétés avec prudence) . Le nombre de lieux de culte fournit une autre indication de la diversité religieuse, dans un sens plus historique ou patrimonial – en France, on compte 45 000 lieux de culte catholiques (86 % du total), 4 000 protestants (7,6 %), 2 450 musulmans (4,6 %), 420 juifs (0,8 %), 380 bouddhistes (0,7 %) et 150 orthodoxes (0,3 %)

Le dialogue interreligieux a été promu par l'Eglise catholique, en particulier à l'occasion du Concile Vatican II entre les chrétiens et les autres religions. Il s'inscrit dans le respect de la liberté, de l'ouverture et de l'écoute pour apprendre à se connaître, à apprécier à la fois nos différences et les valeurs communes qui nous lient les uns aux autres. Cette liberté religieuse est mentionnée dans la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État qui étend l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 sur la liberté d'opinion, à la liberté religieuse. L'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) prévoit également que « la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut être soumise à des restrictions autres que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique pour la sécurité publique et la protection de l'ordre, de la santé publique ou de la moralité, ou la protection des droits et libertés d'autrui ». Cela garantit la liberté de conscience et la liberté de manifester son appartenance religieuse. La liberté religieuse suppose la liberté de chacun d'exprimer sa religion, de la pratiquer et de l'abandonner, dans le respect de l'ordre public. Pour l'État et les services publics, cela implique la neutralité face à toutes les religions et croyances. L'État doit rendre possible la pratique du culte.

La liberté de religion ou de croyance est inscrite dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 18) et réaffirmée dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (article 18), signé par plus de 160 États. Cette liberté comprend, en plus de la liberté de culte, la liberté de revendiquer une religion ou une croyance, de ne pas en avoir une, d'en changer ou d'y renoncer. La France et l'Union européenne défendent et promeuvent au sein des Nations unies les principes de « liberté de religion ou de conviction » et de « liberté d'opinion et d'expression », deux principes intrinsèquement liés et complémentaires fondés sur l'universalité, indivisible et inséparable de tous les droits de l'homme. Des

<sup>32</sup> Viaoice pour l'Observatoire de la laïcité, Paris, 2020

résolutions sont présentées chaque année au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'une par l'Union européenne et l'autre par l'Organisation de coopération islamique, toutes deux doivent être adoptées par consensus.

Au niveau international, la France défend la portée universelle de la liberté de religion ou de conviction et de la liberté d'opinion et d'expression. Elle rappelle que les droits de l'homme visent à protéger les individus et non les systèmes de pensée tels que les religions et leurs symboles, qui ne sont pas soumis à la loi. La France s'oppose à l'inclusion dans les textes de résolutions du concept de « respect des religions », qui ferait des religions des sujets de droit et légitimerait une condamnation au nom de « la diffamation des religions ». Cela ouvrirait la porte à la censure et à de dangereuses restrictions à la liberté d'expression, en particulier contre les minorités religieuses, les défenseurs des droits et les journalistes. Tant en droit français qu'en droit international, la notion de blasphème n'est pas reconnue et seuls les appels caractérisés à la haine, à la discrimination ou à la violence pour des motifs religieux, raciaux, ethniques ou nationaux peuvent être condamnés<sup>33</sup>. En outre, la « loi Gayssot »<sup>34</sup>, a posé le principe de « répression de tout acte raciste, antisémite ou xénophobe » en modifiant en conséquence la loi sur la liberté de la presse<sup>35</sup>.

Selon Anastasia Colosimo<sup>36</sup>, il n'existe pas de "droit au blasphème" en droit français. La liberté d'expression est l'une des libertés fondamentales en France prévue aux articles 10 et 11 de la Déclaration des droits de 1789 qui laissent au législateur le soin d'en fixer les limites. Avec la loi du 21 juillet 1881 sur la liberté de la presse, qui s'applique à toutes les formes d'expression, la IIIème République impose une législation libérale dont les limites, toutes strictement définies, sont des exceptions qui doivent être justifiées, la règle générale restant celle de la liberté. La loi de 1881 a aboli l'infraction de blasphème, même dans sa forme sécularisée d'attaque à la morale religieuse. Ce régime élargi de liberté a été plus restrictif depuis la Pleven Act de 1972, qui a créé l'infraction d'insulte, de diffamation et de provocation à la haine, à la violence ou à la discrimination fondée sur l'appartenance réelle ou supposée à une „race”, une ethnicité, une nation ou une religion. En France, il est possible d'insulter une religion, ses figures et ses symboles, mais il est interdit d'insulter les croyants (ou les adeptes d'une religion).

Ces nouvelles infractions ont entraîné des difficultés d'interprétation. Les décisions judiciaires ont semé le doute et une intense réflexion juridique a permis de clarifier le sens d'une insulte, d'une diffamation et d'une provocation en raison de l'appartenance ou non à une religion. La question est de savoir si insulter une religion en soi, ou les figures et les symboles d'une religion, équivaut à offenser les croyants ou les adeptes de cette religion. Un exemple est l'affaire du journal satyrique Charlie Hebdo en 2007 qui a décidé de publier des caricatures de Mahomet (déjà publiées dans un journal danois). Cette affaire a clarifié la position des juges.

---

<sup>33</sup> loi du 1er juillet 1972

<sup>34</sup> la loi du 13 juillet 1990,

<sup>35</sup> loi du 21 juillet 1881 sur la liberté de la presse grande loi de la IIIème République au XIXème siècle, a connu des modifications- <https://www.vie-publique.fr/eclairage/19351-liberte-de-la-presse-en-france-quel-cadre-legal>

<sup>36</sup> politologue française, spécialisée en théologie politique à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po Paris)

La position française peut sembler ambiguë (ou mal comprise par d'autres pays)<sup>37</sup> mais elle est compatible avec la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle ne devrait pas évoluer, un excès de zèle législatif porterait préjudice à cette loi protectrice de la liberté d'expression pour laquelle, comme pour la liberté religieuse, la Cour européenne des droits de l'homme laisse une marge d'appréciation aux Etats. Au niveau européen, les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur la liberté de religion et de conviction, adoptées en novembre 2009, reflètent les valeurs de la laïcité. Elles affirment la nécessité de fournir des garanties suffisantes et efficaces de liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction et mentionnent en particulier le droit de critiquer la religion. En juin 2013, le Conseil des affaires étrangères a adopté les premières lignes directrices de l'Union Européenne sur la liberté de religion ou de conviction. En France, la "préservation de la paix religieuse" ne concerne pas l'Etat, tenu à une neutralité totale vis-à-vis des différentes religions présentes sur le territoire national. La loi Pleven de 1972 est plus restrictive - la raison invoquée pour "préserver la paix religieuse" peut être utilisée dans les décisions judiciaires futures. Ce serait une régression par rapport à la tradition française d'irrévérence qui fait partie de notre patrimoine national<sup>38</sup>

**Diversité culturelle.** - La politique migratoire de la France depuis 1945 comprend trois grandes périodes : un besoin de main d'oeuvre pour reconstruire l'économie française après la guerre (1945-1973, période appelée les „ 30 Glorieuses années „ par le géographe français Jean Fourastié ; une période de fermeture progressive des frontières (1973-1997); aux non ressortissants de l'UE après les chocs pétroliers jusqu'à la politique communautaire commune avec le traité d'Amsterdam ; enfin une série de lois réduisant le nombre de migrants (1997-2023) ou les orientant en fonction des besoins exprimés sur le marché du travail (secteurs en tension dont les besoins ne sont pas satisfaits par les travailleurs nationaux)<sup>39</sup>

Le thème de la diversité ethnique liée à l'immigration est instrumentalisé par des partis d'extrême droite depuis les années 1980<sup>40</sup>. Ils ont eu des députés élus au Parlement en 1986 et un candidat au second tour des élections présidentielles pour la première fois en 2002<sup>41</sup>. Le nombre de ses électeurs a beaucoup augmenté depuis 2012, ce qui traduit une colère contre les partis traditionnels et non une véritable adhésion à ses thèses. L'héritière<sup>42</sup> a été sélectionnée au second tour des élections présidentielles de 2022, cette fois dans une totale indifférence ; un nombre de députés beaucoup plus élevé est entré à l'Assemblée nationale lors des élections législatives de 2022.<sup>43</sup> Sous leur influence, les théories conspirationnistes s'épanouissent en présentant la diversité culturelle comme une menace majeure pour l'identité française avec la théorie du grand remplacement qui prétend que le „vrai français » serait remplacé par les migrants. D'abord défendu par un idéologue français<sup>44</sup>, cette thèse est devenue célèbre aux Etats-Unis dans les milieux suprémacistes

<sup>37</sup> Anastasia Colisimo, « Le blasphème en France et en Europe : droit ou délit ? », Professeure de théologie politique à Sciences Po, Paris, entretien à Institut Montaigne, du 13 Novembre 2018, <https://www.institutmontaigne.org/blog/le-blaspheme-en-france-et-en-europe-droit-ou-delit>

<sup>38</sup> ibidem

<sup>39</sup> Une nouvelle loi sur la migration est débattue à l'automne 2023 en France

<sup>40</sup> Front national principalement

<sup>41</sup> Jean Marie Le Pen, président fondateur du Front national

<sup>42</sup> Marine Le Pen, fille de Jean Marie Le Pen qui a rebaptisé le parti dont elle a hérité Rassemblement national depuis 2018

<sup>43</sup> 89 députés

<sup>44</sup> Renaud Camus en 2010



avant de revenir en France et utilisé par les candidats de partis extrêmes et conservateurs pour susciter une crainte irrationnelle même sur des territoires en France (ruraux) où il n'y a pas d'immigration.

En 2021, 7,0 millions d'immigrés vivent en France, soit 10,3 % de la population totale<sup>45</sup>. 2,5 millions d'immigrants, soit 36 % d'entre eux, ont acquis la nationalité française. La population étrangère vivant en France est de 5,2 millions, soit 7,7% de la population totale. Elle se compose de 4,5 millions d'immigrants qui n'ont pas acquis la nationalité française et près de 0,8 million de personnes nées en France de nationalité étrangère. De plus, 1,7 million de personnes sont nées à l'étranger de nationalité française. Au total, 8,7 millions de personnes vivant en France sont nées à l'étranger, soit 12,8% de la population. Les comparaisons internationales, menées par l'ONU, Eurostat ou l'OCDE, reposent sur deux critères : la part des personnes nées à l'étranger et celle des étrangers résidant habituellement dans le pays. La spécificité de la définition française d'immigré provient de son histoire coloniale : de nombreuses personnes sont nées françaises à l'étranger (par exemple les rapatriés d'Algérie) et leur profil est plus proche de celui des personnes nées en France que celui des immigrants. En 2021, sur les 447,3 millions de personnes dans les 27 pays de l'Union européenne (UE-27), 37,5 millions étaient des étrangers et 55,4 millions étaient nés dans un pays étranger, représentant respectivement 8,4% et 12,4% de la population européenne. La France est donc au milieu.

Nés en France, les descendants d'immigrés sont beaucoup plus jeunes que le reste de la population<sup>46</sup>. En 2020, 37 % sont des mineurs et seulement 13 % sont âgés de 65 ans ou plus. Leur profil reflète le retard des flux d'immigration. La part des mineurs est particulièrement élevée parmi les descendants du Maghreb (46%) et d'autres pays africains (65%). Inversement, les personnes de 65 ans et plus sont surreprésentées parmi les Européens (28%) et surtout en Espagne et en Italie (35%).

Pendant longtemps, la population immigrée est demeurée majoritairement masculine, principalement pour répondre aux besoins de main-d'œuvre<sup>47</sup>. Depuis les années 1970, elle s'est féminisée, initialement par le regroupement familial, puis les femmes ont migré de plus en plus souvent pour d'autres raisons (étudier, trouver un emploi avec leur diplôme, etc.). Depuis 2010, les femmes immigrées sont légèrement plus nombreuses que les hommes : elles représentent 52 % de la population immigrée en 2021, contre seulement 44 % en 1968 et 48 % en 1990. Parmi les immigrés arrivés en France en 2019, les femmes sont également majoritaires (52 %), notamment celles d'Asie du Sud-Est (64 %), de Chine (61 %), d'Amérique et d'Océanie (56 %) et du Maghreb (54 %).

Depuis 1945 (et même avant), l'immigration est à la fois un enrichissement pour la population française qui avait grandement besoin d'un soutien pour reconstruire le pays après la Seconde Guerre mondiale mais aussi pour remercier de nombreux soldats venus de tous les anciens pays appartenant à l'ancien Empire Colonial français<sup>48</sup> - Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc), Afrique Sub-saharienne (Sénégal, Côte d'Ivoire...) mais aussi en Asie (ancien pays appartenant à l'Indochine française- Vietnam, Cambodge, Laos) en leur

<sup>45</sup> INSEE, 2023 - « Immigrés et descendants d'immigrés en France »

<sup>46</sup> INSEE, 2023 - « Immigrés et descendants d'immigrés en France »

<sup>47</sup> Ibidem

<sup>48</sup> les « tirailleurs sénégalais » étaient un corps de militaires appartenant aux troupes coloniales constitué au sein de l'Empire colonial français en 1857, pas seulement venus du Sénégal-  
<https://www.musee-armee.fr/magazine/tirailleurs-senegalais-quelques-objets-du-musee.html>

offrant un emploi après la guerre si leurs pays ne pouvaient pas leur en offrir. L'accord n'était pas équitable à bien des égards, car les travailleurs immigrés (principalement d'Algérie depuis les années 1960, mais aussi des autres pays africains) étaient considérés comme des travailleurs temporaires. S'ils rentraient dans leur pays, leurs revenus (retraite) étaient amputés. De plus, de nombreux travailleurs immigrés avaient perdu le contact avec leur famille. Ils sont donc restés en France. En 2023, le syndicat français des employeurs (Medef) et le gouvernement ont insisté sur le besoin urgent d'une main-d'œuvre migrante face à un très grand nombre d'emplois non pourvus <sup>49</sup>.

### **Lutte contre les discriminations liées à la culture, l'origine ethnique et la religion -**

L'impact de l'image négative donnée par les partis extrémistes sur l'immigration et les immigrés, ainsi que les discours haineux, ont augmenté avec les réseaux sociaux – suprématisme, théories du complot... Ils répandent des clichés et des stéréotypes qui renforcent les attitudes racistes et xénophobes, mais pas seulement à l'égard des immigrés. Les mêmes discours haineux attaquent aussi les femmes, les minorités sexuelles et les minorités religieuses. La France a lancé en 2019, la Plateforme internationale contre le racisme et l'antisémitisme en collaboration avec les Ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la recherche (PIRA)<sup>50</sup>. Elle est placée sous la responsabilité de l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE) et de la Fondation des Maisons des Sciences de l'Homme (FMSH). Elle doit accueillir des projets de recherche internationaux et nationaux, développer des liens étroits avec le système éducatif et la communauté - ONG, associations, syndicats, mutuelles, fondations, ainsi qu'avec les autorités publiques. La PIRA souligne l'importance de travailler à la fois sur les formes actuelles de racisme et d'antisémitisme dans le monde<sup>51</sup>. Après la décolonisation et l'indépendance des pays (Afrique, Asie, etc.), on pensait que les phénomènes de racisme et d'inégalité des échanges entre les pays ou entre les individus cesseraient. Ils se sont « métamorphosés ». Le racisme „classique „ a persisté mais aussi de manière « institutionnelle et systémique », sous forme de variantes dites « culturelles » ou « différentialistes »<sup>52</sup>, avec l'idée « qu'une différence de culture entraînerait une incapacité à s'adapter aux valeurs et aux principes des sociétés occidentales. »

En plus des formes classiques (actes ou mots), la haine et le rejet de l'autre se déchaînent sur les réseaux sociaux et dans les algorithmes (mis en place par les moteurs de recherche Internet) avec une « poussée identitaire » et une « compétition entre victimes » où propos racistes et antisémites se développent dans les groupes de défense de minorités. Les vecteurs de l'antisémitisme, comme ceux du racisme, ont changé : les sites de conspiration, avec des allusions antisémites, se sont développés avec une explosion lors des manifestations hebdomadaires des Gilets jaunes<sup>53</sup> - ce qui a conduit à une manifestation républicaine en février 2019, place de la République, pour dénoncer ces comportements.. L'antisémitisme est beaucoup plus associé à la haine de l'État d'Israël en Europe occidentale,

<sup>49</sup> dans les secteurs dits « en tension » - restauration, nettoyage, sécurité, transport, soins aux enfants ou aux personnes âgées...

<sup>50</sup> PIRA - <https://www.fmsch.fr/projets/plateforme-internationale-sur-le-racisme-et-lantisemitisme>

<sup>51</sup> dans son introduction à « Les métamorphoses contemporaines du racisme, de l'antisémitisme et de l'antiracisme », op. cit.

<sup>52</sup> Différentialisme- <https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/differentialisme>

<sup>53</sup> prise à parti de personnalités de confession juive comme le philosophe Alain Finkielkraut ou des tags sur la photo de Simone Veil, femme politique plusieurs fois ministres sous les mandats de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac, première présidente du Parlement européen en 1979 , entrée au Panthéon en 2017

et surtout en France, que dans d'autres pays où l'on peut à la fois haïr les Juifs, et être en faveur de l'État hébreu. L'antisionisme est une nouvelle forme d'antisémitisme<sup>54</sup>.

La PIRA souligne que la question raciale n'est pas la même en Europe, avec les processus de colonisation et de décolonisation qui ont été sanglants, où les migrants d'aujourd'hui sont souvent les «enfants des colonisés d'hier». L'action et les acteurs de l'antiracisme, en particulier, permettent d'examiner les conditions les plus favorables à la diversité, l'équité et l'inclusion sociale et culturelle. Un rapprochement de mouvements antiracistes a eu lieu de manière inédite entre les deux rives de l'Atlantique, en juin 2020, après la mort de George Floyd, un Afro-Américain brutalement arrêté par un policier blanc qui a entraîné sa mort<sup>55</sup>. Pour une fois, la mondialisation a eu pour effet positif de mobiliser les citoyens de toutes origines (sociales, culturelles, géographiques, etc.), dans les sociétés occidentales où le problème du racisme existe sous diverses formes, avec les mêmes phénomènes de stigmatisation et d'exclusion de certains groupes sociaux. La société civile est directement concernée et un acteur majeur dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme en France. En particulier, une association lutte depuis 1927, la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme LICRA. En éduquant les jeunes à devenir des citoyens conscients des dangers du racisme et de l'antisémitisme et en les préparant à respecter les valeurs républicaines, notre société favorisera la diversité sociale et le „vivre ensemble”, les militants de la LICRA développent leur travail avec les étudiants<sup>56</sup> :

**Diversité de genre.** -Marie-Cécile Naves<sup>57</sup>, directrice de l'Observatoire Genre et Géopolitique à l'Institut français des relations internationales et stratégiques (IRIS) a démontré la pertinence d'une approche sexospécifique « en tant que concept, champ de recherche et outil d'analyse de la réalité ». Selon elle, « la réflexion en tant qu'action publique » serait bénéfique, en particulier, les études de genre permettraient d'aborder de manière nouvelle et innovante des éléments géopolitiques classiques tels que la pauvreté, les inégalités sociales, la discrimination liée à l'origine, la religion, le développement, la santé, la migration, le travail, l'économie, l'éducation, l'environnement, le sport, la culture et l'armée. Elle cite l'exemple des algorithmes, des méta-données, de l'intelligence artificielle où les préjugés sexistes pourraient être déconstruits. Les sciences sociales, la biologie, la médecine ou les sciences numériques sont déjà intéressées. La diplomatie, en particulier en France, prend en compte les questions de genre pour mieux cibler les populations vulnérables dans l'aide au développement, la lutte contre les discriminations et les violences fondées sur le genre, sexuelles ou liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre, l'accès aux droits et aux ressources. Le défi est de déconstruire les stéréotypes et les inégalités entre les sexes et de lutter contre les «obsessions populistes, nationalistes et totalitaires».

Les exemples de recul dans les pays illibéraux sont de plus en plus nombreux - en Hongrie, avec la fermeture d'un département d'« études de genre », au Brésil, avec des

---

<sup>54</sup> Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste (IHRA), organisation intergouvernementale, fondée en 1998 qui regroupe gouvernements et experts dans le but de renforcer et promouvoir l'enseignement de la Shoah, la recherche et la mémoire. Elle compte 31 membres, des Etats membres de l'UE dont la France mais aussi les Etats-Unis, Israël et le Canada.

<sup>55</sup> La vidéo tournée de sa mort en direct avait suscité une émotion internationale avec une renaissance du mouvement « Black lives matter »

<sup>56</sup> LICRA - <https://www.licra.org/nos-missions>

<sup>57</sup> Marie-Cécile Naves, « Le genre demeure trop peu mobilisé en géopolitique », Le Monde, 24 août 2019- article publié à l'occasion du G7 à Biarritz (France)

insultes sexistes, en Iran, avec l'incarcération de militantes contre le port du voile<sup>58</sup>. La présidence de Donald Trump a multiplié les attaques sexistes, flattant un masculinisme américain rétrograde, qualifiée de « masculinité toxique » qui a joué un rôle important dans les fusillades de masse et le mouvement suprémaciste blanc aux États-Unis. Il y a aussi une renaissance des luttes féministes avec des manifestations en Hongrie, en Argentine, en Irlande pour le droit de disposer de son corps, pour l'émancipation économique et politique, pour des demandes de justice sociale, contre les inégalités d'accès à la santé, l'éducation

En France plusieurs approches théoriques ont été proposées pour cette source d'inégalité première, sa « matrice ». Une référence majeure est faite aux analyses de Françoise Héritier, anthropologue et ethnologue française, et sa notion de « valence différentielle des sexes ». La philosophe française Juliette Grange, professeure agrégée d'Université, propose une approche multidisciplinaire tandis que Camille Froidevaux-Metterie, philosophe et professeure en Sciences politiques<sup>59</sup>, dans une perspective phénoménologique, combine féminisme et féminité. Un point est commun à l'analyse des chercheuses : toutes leurs actions ont été inspirées par un sentiment d'injustice qu'elles ont ressenti personnellement. Certaines d'entre elles, étonnamment, ne se sont pas révoltées, car il y avait une pression sociale ou familiale majeure, un consensus très important. D'autres femmes ont exprimé violemment leur sentiment d'injustice, parfois à un âge jeune, d'autres fois à des étapes plus avancées de leur vie (correspondant par exemple à un nouveau départ). L'articulation de la vie personnelle et professionnelle est très inégale : les femmes continuent d'assumer la majorité des soins aux enfants et aux personnes à charge et des tâches domestiques. La combinaison entre emploi et famille est l'une des causes des inégalités persistantes entre hommes et femmes dans le domaine professionnel.

Selon les statistiques de l'Institut national<sup>60</sup>, au cours des 40 dernières années, la participation des femmes sur le marché du travail a augmenté de manière significative, se rapprochant de celle des hommes : en 2018, 68 % des femmes âgées de 15 à 64 ans sont actives, qu'elles aient un emploi ou sont au chômage, 8 points de moins que les hommes. L'écart était de 31 points en 1975. Il est faible au tout début de leur carrière - en 2018, après avoir quitté la formation initiale, 83 % des femmes sont actives (3 points de moins que leurs homologues masculins) ; au-delà, l'écart atteint 9 points. Ces différences reflètent des trajectoires de genre différentes au cours d'une carrière, liées en à la maternité et aux activités parentales. Pour les débutants, l'inactivité est, pour les femmes comme pour les hommes, souvent le résultat d'un retour à l'école ou d'un manque de disponibilité ou une recherche peu active de travail. Avec plus d'ancienneté, les motifs sont divers : prendre soin des enfants devient une motivation importante pour l'inactivité, presque exclusivement pour les femmes, ce qui augmente l'écart d'activité entre les femmes et les hommes.

Le taux de chômage des femmes, historiquement plus élevé que celui des hommes, s'est équilibré en 2009. Au début de leur vie active, la situation des femmes est plus favorable que celle des hommes : en 2018, 15 % des femmes actives entrant sur le marché du travail sont au chômage (4 points de moins que les jeunes hommes). Plus diplômées, les jeunes femmes sont généralement moins exposées au risque de chômage ; à niveau de diplôme donné, les écarts sont plus faibles et, dans certains cas, inversés. Au début d'une carrière, le taux de chômage des femmes est inférieur à celui des hommes depuis le début des années

<sup>58</sup> Résistance héroïque des jeunes iraniennes et iraniens qui a connu une intensité inédite après la mort d'une jeune iranienne en septembre 2022 arrêtée pour « mauvais port du voile »

<sup>59</sup> en charge de la mission égalité-diversité à l'Université de Reims Champagne Ardenne

<sup>60</sup> INSEE, 2019

2000, avec une augmentation du niveau de diplôme chez les femmes. En 1980, en France métropolitaine, près du quart des femmes actives entrant sur le marché du travail étaient au chômage, soit le double du taux masculin. L'augmentation des salaires avec l'ancienneté est plus marquée pour les hommes que pour les femmes. Le travail à temps partiel explique en partie ces différences salariales : pour les employés à temps plein seulement. Les écarts entre les sexes demeurent alors que les jeunes femmes sont plus susceptibles d'avoir fait des études menant à des niveaux de rémunération plus élevés que leurs homologues masculins. Mais d'autres facteurs influencent les gains - positions socioprofessionnelles moins favorables dans des secteurs d'activité moins rémunérateurs, effet des interruptions d'activité sur les trajectoires professionnelles, etc.

Indépendamment du secteur et des caractéristiques de production de leurs salariés, les entreprises accentuent l'inégalité des salaires entre les sexes. Elle peut en effet provenir d'une concentration de femmes dans les entreprises les moins rémunératrices (ségrégation interentreprises) ou apparaître dans la même entreprise lorsque celle-ci ne rémunère pas de la même manière ses salariés masculins et féminins à productivité identique (inégalités intra-entreprises). Une explication est liée aux mécanismes de négociation dans l'entreprise ou « effets de négociation » qui sont dus à plusieurs phénomènes. Ils peuvent correspondre à une différence de pouvoir de négociation entre les femmes et les hommes dans le partage des richesses produites au sein d'une même entreprise. Ils peuvent également refléter une plus grande présence des hommes dans les postes les mieux rémunérés de l'entreprise, ou ils peuvent être dus à des différences de temps travaillé entre les femmes et les hommes, si les heures supplémentaires sont plus payées que les heures légales. Enfin, ils peuvent correspondre aux comportements salariaux discriminatoires des entreprises à l'égard des femmes. Près de la moitié des écarts salariaux entre les cadres proviennent des inégalités internes au sein de l'entreprise ; cet effet de négociation est presque nul pour tous les salariés.

**Diversité d'orientation sexuelle** – en 2022, a été célébré en France le 40ème anniversaire de la fin de la criminalisation de l'homosexualité en France (abolition d'une loi de 1982). Il s'agit d'une étape importante dans la lutte contre les discriminations contre la communauté LGBTQIA+ avec les étapes suivantes : 1981, la France ne considère plus l'homosexualité comme une maladie mentale alors que l'OMS ne la retirera de sa liste qu'en mai 1993 ; 1982, l'homosexualité est décriminalisée en France.- La loi du 4 août 1982 met fin à l'interdiction des relations homosexuelles ; et mai 2013, la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe a été adoptée « mariage pour tous »

Le combat se poursuit face à l'augmentation des appels à la haine anti-LGBT avec une plus grande vigilance de la part des autorités publiques et une mobilisation plus forte de la société dans son ensemble. À l'occasion de la journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie, le ministère de l'intérieur a publié les statistiques 2021<sup>61</sup> des atteintes anti-LGBT+ enregistrées en France par les services de police et de gendarmerie. Au total, 3 790 actes anti-LGBT+ ont été enregistrés par les services de police et de gendarmerie en 2021, soit une hausse de 28% par rapport à 2020. Plus de la moitié des actes anti-LGBT+ sont des diffamations ou injures (34% des crimes et délits, plus de 90% des contraventions), suivies des atteintes physiques non sexuelles. Sur la période 2016-2021, le nombre de crimes ou

---

<sup>61</sup> Vie publique - <https://www.vie-publique.fr/en-bref/285166-homophobie-les-actes-anti-lgbt-en-hausse-de-28-en-2021>

délits anti-LGBT+ enregistrés par les services de police et de gendarmerie double (+104%), le nombre de contraventions progresse de 133%.

En 2019, la police et les forces de sécurité françaises avaient recensé 1870 victimes d'infractions homophobes ou transphobes (crimes et délits anti-LGBT), contre 1380 en 2018 et 1040 en 2017<sup>62</sup>. Ces chiffres reflètent une augmentation de +36% du nombre de victimes d'actes anti-LGBT, une tendance proche de celle de l'année précédente (+33%). Les victimes sont principalement des hommes (75 % en 2019) et des jeunes (62 % ont moins de 35 ans). 36% de ces infractions ont eu lieu dans des zones urbaines de plus de 200000 habitants (hors agglomération parisienne). Les insultes et les insultes représentent 33 % des infractions, tandis que la violence (physique et sexuelle) envers la personne représente 28 % en 2019. Elles s'inscrivent dans un contexte plus large d'actes de haine et d'extrémisme identitaire croissants. Cette augmentation des actes anti-LGBT appelle à une mobilisation encore plus grande de tous les acteurs publics et de la société civile pour lutter contre les préjugés, les discriminations et les actes de haine anti-LGBT. Conformément à l'engagement pris dans le cadre du Plan de mobilisation contre la haine et les discriminations anti-LGBT, le Département de la statistique de la sécurité intérieure (CSSSI) du Ministère de l'Intérieur a établi le bilan annuel 2019 des victimes de crimes ou crimes enregistrés par les forces de sécurité (police et gendarmerie) commis sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, réelle ou présumée, des victimes

.L'Institut français de sondage Ifop a publié en 2019 une enquête sur le point de vue du peuple français sur l'homosexualité, les parents de même sexe (homo-parents) et leur degré d'adhésion aux différents préjugés et opinions LGBTPHOBES. Menée auprès d'un échantillon national représentatif de 3000 personnes, cette étude met en évidence une acceptation croissante de l'homosexualité et du parentage homosexuel dans la société mais aussi la persistance de certains stéréotypes hétérosexistes, surtout dans les catégories de la population les plus influencées par la religion. Les principales conclusions de l'enquête étaient : une plus grande acceptation sociale de l'homosexualité ; une plus grande tolérance pour la visibilité de l'homosexualité dans les espaces publics ; une acceptation croissante du principe de parentage homosexuel ; la persistance des clichés homophobes et transphobes ; et les Français qui réagissent plus aux propos homophobes.

Le journal « Têtu » dans son numéro anniversaire (25 ans) de l'hiver 2020 no 225, a identifié 25 combats qui restent à mener en réponse à « un ami convaincu que la communauté LGBT+ n'a plus rien à conquérir » par Romain Burrel, son rédacteur en chef. La lutte contre l'homophobie et la transphobie se poursuit en France et en Europe (et dans le monde). Elle peut même être liée à la santé (et la santé mentale) avec une renaissance de « thérapies de conversion » pour forcer les gens à renoncer à leur orientation sexuelle ; ces théories viennent de mouvements les plus rétrogrades (souvent religieux comme les Evangéliques aux USA ou catholiques avec des exorcismes en Europe). Les victimes de ces « conversions » sont avant tout les jeunes. Selon une étude mondiale récente, quatre personnes sur cinq ayant subi de telles pratiques avaient 24 ans ou moins et, chez ces personnes, environ la moitié avaient moins de 18 ans.<sup>63</sup>

<sup>62</sup> Ministère de l'Intérieur- : <https://www.interieur.gouv.fr/Le-ministre/Communiqués/Crimes-et-délits-anti-LGBT-enregistres-par-les-forces-de-police-et-de-gendarmerie-en-2019>

<sup>63</sup> Expert indépendant des Nations Unies sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre - IESOGI-  
[https://www.ohchr.org/sites/default/files/ConversionTherapyReport\\_FR.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/ConversionTherapyReport_FR.pdf)

**Diversité de santé mentale** Alors qu'un Européen sur quatre est affecté par des troubles mentaux au cours de sa vie – troubles anxieux, troubles dépressifs, troubles bipolaires, troubles psychotiques, troubles de dépendance, risque suicidaire – et on estime que 84 000 personnes sont mortes de ces troubles en 2010, en France, 2,4 millions de personnes ont été gérées dans des établissements de santé en 2015. La ministre de la Solidarité et de la Santé, Agnès Buzyn, a présenté en 2019 sa feuille de route sur la santé mentale et la psychiatrie<sup>64</sup> en 37 mesures, basées sur trois axes d'intervention : apporter une vision positive de la santé mentale : promouvoir le bien-être mental, prévenir et détecter précocement la souffrance mentale et prévenir le suicide ; assurer des parcours de soins coordonnés soutenus par une offre psychiatrique accessible et de qualité ; améliorer les conditions de vie, l'inclusion sociale et la citoyenneté des personnes ayant une déficience mentale.

La stigmatisation des troubles mentaux est réelle en France : selon une enquête Ipsos réalisée en 2014, 74% des Français pensent que « les malades mentaux sont dangereux pour eux-mêmes ou pour les autres », et 52 % ont dit qu'ils se sentiraient gênés de vivre dans le même foyer qu'une personne souffrant de troubles mentaux<sup>65</sup>. Cette stigmatisation touche également les membres de leur famille, les professionnels et les lieux de soins et d'accompagnement. Elle a des conséquences sur la santé publique et la vie sociale, car elle retarde l'accès aux soins psychologiques et somatiques ; elle réduit les possibilités d'accès au logement, à l'emploi, aux loisirs, etc.; elle diminue l'estime de soi; elle nuit aux relations intimes et engendre des problèmes personnels en stigmatisant les comportements. Dans l'imaginaire collectif persistent des représentations sociales selon lesquelles les personnes souffrant de troubles psychiques sont violentes, dangereuses, imprévisibles et incapables de se soumettre aux contraintes et aux exigences de la vie en société, et donc irresponsables. Les personnes atteintes de troubles mentaux sont particulièrement exposées à des pratiques discriminatoires dans les domaines de l'éducation, du logement, de l'emploi, de la justice ou de la santé. Elles causent des souffrances psychologiques et affectent la santé mentale.

Le collectif national SEISM<sup>66</sup> a été créé à l'initiative de l'Association Psychiatrique Française (AFP) en 1990, puis coordonné entre 2005 et 2013 par le Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la Recherche et la Formation en Santé Mentale (CCOMS). Le SEISM a ouvert le débat public en 2020 avec plus de 1000 événements organisés en deux semaines dans toute la France pour promouvoir la santé mentale auprès du grand public en posant plusieurs questions<sup>67</sup> : Pourquoi ces discriminations existent-elles encore au XXIe siècle ? Quelles en sont les causes, les raisons et les mécanismes sociétaux, psychosociaux, individuels et collectifs ? Y a-t-il un lien ou devrions-nous faire la distinction entre la stigmatisation et la discrimination ? La stigmatisation et la discrimination ne finissent-elles pas par être plus nocives que la maladie elle-même ? Comment soutenir les personnes victimes de discrimination ? Quels sont les recours contre la discrimination ? Quels organismes devraient être invités à lutter contre la discrimination ? Le but est que chacun soit critique sur ses propres perceptions et évalue leurs impacts potentiels avec une grande diversité de professionnels. Les améliorations passent par un processus complexe.

<sup>64</sup> Comité stratégique de la santé mentale et de la psychiatrie « Feuille de route Santé mentale et psychiatrie ». Paris : Ministère des Solidarités et de la Santé ; 28 juin 2018. [Visité le 17/12/2019]. En ligne : [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/180628\\_-\\_dossier\\_de\\_presse\\_-\\_comite\\_strategie\\_sante\\_mentale.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/180628_-_dossier_de_presse_-_comite_strategie_sante_mentale.pdf)

<sup>65</sup> Ipsos. Investigation for the FondaMental et Fondation Klesia , 2014....

<sup>66</sup> dont Psycom a le Secrétariat général depuis 2014

<sup>67</sup> Plus d'informations sur le SEISM: [www.semaines-sante-mentale.fr](http://www.semaines-sante-mentale.fr)

## 2, diversité en Italie

La diversité est au centre d'un grand débat en Italie, qui a été décliné avec des degrés de priorité différents selon les caractéristiques nationales. Le projet Think Diverse est né de la décision commune des partenaires de se concentrer sur certains aspects de la diversité. Selon ce principe commun, il a été décidé d'aborder la diversité des genres, la diversité culturelle et religieuse, et la diversité mentale. L'accent mis sur la diversité physique, c'est-à-dire. l'incapacité et les capacités différentes, a été délibérément exclu, car le domaine est si vaste qu'il n'aurait pas été possible de l'inclure dans un projet ayant un objectif général que le « Think Diverse ». En fait, la diversité physique/handicap mériterait un projet qui lui soit entièrement dédié. Chaque partenaire a sélectionné un domaine sur lequel se concentrer : l'Italie a choisi la diversité de genre, car c'est sans aucun doute le sujet au centre du débat national pour de nombreuses raisons avec un bref aperçu des trois domaines de diversité abordés dans le projet.

**Diversité religieuse.** - Art. 8 de la Constitution italienne déclare la liberté de culte (« toutes les religions sont également libres devant la loi »), renforcée par un ensemble de normes et de lois allant dans la même direction. La diversité religieuse n'est pas au centre du débat en Italie, contrairement à de nombreux autres pays européens.

L'Italie a en son sein le Vatican, Etat minuscule en termes territoriaux, mais avec un impact très fort non seulement national, mais globalement, car il représente l'une des trois grandes religions monothéistes dans le monde. Cela implique une profonde appartenance de l'Italie à la culture chrétienne et surtout catholique, ce qui peut sembler contradictoire avec la diversité religieuse, ou en tout cas traduire une volonté de ne pas insister sur cette question, qui est en plus en plus éloignée des préoccupations de la population. Depuis le Concile Vatican II, les papes successifs ont décidé d'instaurer un dialogue fort avec d'autres religions monothéistes, en particulier avec la communauté juive, très présente surtout dans les villes de Rome et de Milan et dont beaucoup de familles ont été déportées et assassinées dans des camps de concentration pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>68</sup>. Un dialogue s'est aussi établi avec la communauté musulmane, qui a été durement éprouvée, confrontée à des dérives extrémistes ces dernières années, avec une 'matrice islamique' du terrorisme. L'Italie a peu subi d'attaques terroristes islamiques parce que la loi antiterroriste italienne mise en place durant les années de plomb <sup>69</sup>était beaucoup plus répressive . Lorsque des prêcheurs venus d'Afghanistan se sont installés à Milan, ils ont immédiatement été expulsés (ce qui n'a pas été le cas en France ou au Royaume-Uni)<sup>70</sup>. Le dialogue interreligieux avec la communauté musulmane ne se résume heureusement pas à la lutte contre l'islamisme mais à une culture de dialogue interreligieux prôné par les papes depuis le Concile Vatican II.

**Diversité culturelle** - La diversité culturelle est un concept qui, en Italie, prend tout son sens en termes de diversité interne et externe. L'Italie, qui n'a été unifiée qu'en 1861, a développé des diversités territoriales, culturelles, économiques et sociales pendant de nombreux siècles en fonction des dominations qu'elle a subies, et différents aspects des cultures étrangères ont été absorbés dans la culture italienne de différentes manières et à différents degrés dans les différentes régions de l'Italie. L'Italie a connu seulement récemment des

<sup>68</sup> Primo Levi a témoigné dans un livre devenu une référence - Levi, Primo (1958 & 1976) « Se questo è un uomo », Turin: Giulio Einaudi

<sup>69</sup> NDLR- années 1970 avec le terrorisme d'extrême gauche des Brigades rouges

<sup>70</sup> Pierre-Alain Clément, Sciences PO, Paris, 2023



vagues migratoires. L'Italie a un indice de fractionnalité ethnique et linguistique très faible (0,114<sup>71</sup>), même inférieur à l'indice de fractionnalité religieuse (0,302), mesuré selon l'indice de Fearon<sup>72</sup>.

Les seules communautés ayant une présence plus visible sur le territoire sont les Roms, qui ont pour la plupart perdu leur caractère nomade et se sont installés en périphérie des villes. L'approche à l'égard des Roms en Italie diffère selon les territoires et les gouvernements au pouvoir : dans de nombreux endroits du centre-sud de l'Italie, les Roms sont maintenant pleinement intégrés, adoptent souvent des coutumes et des traditions locales, tout en conservant visiblement leurs propres caractéristiques culturelles. Dans la région de Rome, en revanche, il y a plusieurs cas de familles roms associées à des familles liées à la mafia, ce qui renforce un certain nombre de clichés liés aux Roms et à la criminalité<sup>73</sup>.

En ce qui concerne les citoyens non européens résidant en Italie, l'enquête ISTAT de 2022 montre qu'environ 3,5 millions de citoyens non européens résident en Italie, soit une augmentation de 6 pour cent par rapport à l'année précédente, la quasi-totalité d'entre eux résidant dans le centre-nord de l'Italie, où il est plus facile de trouver du travail. L'Italie du Nord est également le lieu où est né et a grandi le parti de la Ligue Lega, caractérisé par des éléments de nationalisme et de xénophobie. La xénophobie déborde spécifiquement sur les migrants d'origine africaine, qui depuis vingt ans débarquent dans les ports de Sicile pour échapper à la misère ou la guerre de leurs pays d'origine.

La victoire de la droite (2016) a conduit à avoir le président de la Ligue du Nord<sup>74</sup> comme ministre de l'Intérieur et vice-premier ministre : les années 2016-2018 ont été marquées par une forte répression contre les migrants en provenance d'Afrique. Cette politique a atteint des sommets extrêmes en fermant des ports italiens aux navires des ONG. Elle a conduit à une polarisation de l'opinion publique et à des moments de tension face à la violation flagrante par le gouvernement italien de son obligation de sauvetage en mer en droit international, ainsi que la violation des droits humains des migrants, qui arrivent en Italie après de très longs et terribles voyages, pour être abandonnés en mer à quelques milles de la côte italienne.

Il est nécessaire de souligner que les racines de ces tensions ne doivent pas être entièrement attribuées aux gouvernements de droite xénophobes, mais aussi à certaines réglementations de l'Union européenne, qui ont fortement défavorisé les États du sud de l'Union, et en particulier la Convention de Dublin<sup>75</sup>. La situation géographique de l'Italie en

<sup>71</sup> Le fractionnement est la probabilité que deux individus tirés au hasard dans des groupes du pays ne soient pas du même groupe (ethnique, religieux, ou quel que soit le critère).

<sup>72</sup> James Fearon (2003). "Ethnic and Cultural Diversity by Country". *Journal of Economic Growth*. 8: 195-222.

<sup>73</sup> Les conditions sociales et économiques très difficiles des familles Rom expliquent qu'elles soient des proies faciles pour des associations mafieuses, la mafia sicilienne et calabraise étant très présente dans la région de Rome

<sup>74</sup> Parti d'extrême droite ouvertement anti-migration

<sup>75</sup> Convention de Dublin : «Convention déterminant l'État responsable de l'examen des demandes d'asile déposées dans l'un des États membres de la Communauté européenne», 1990 (entrée en vigueur en 1997) suivie du règlement de Dublin ( UE no. 604/2013), dans le cadre de la convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Le texte stipule que l'état de première arrivée du migrant doit s'occuper du système d'accueil, y compris la demande d'asile, empêchant ainsi les demandeurs de demander l'asile dans plus d'un État membre. Le texte stipule également d'éviter, dans la mesure du possible, que des demandeurs d'asile dits en orbite soient transportés d'un État membre à un autre.

fait l'un des pays européens les plus proches d'Afrique<sup>76</sup>, les flux migratoires en provenance d'Afrique ont considérablement augmenté au cours des 10 dernières années. La Convention de Dublin, née à une époque où les flux migratoires étaient plus faibles et mieux répartis en Europe, a connu des tentatives de révision et des périodes de suspension. Elle doit être repensée en profondeur pour éviter de polariser les sentiments des Italiens non seulement sur les migrants mais aussi sur le rôle « fautif » de l'Europe.

**Diversité liée à la santé mentale.**- La diversité mentale est au centre du débat italien depuis les années 1960, lorsque le psychiatre Franco Basaglia et son équipe ont abordé pour la première fois la question des droits humains des malades mentaux en Italie, pris en charge par l'institution et enfermés dans des asiles, souvent à vie. La lutte de Basaglia et de son équipe<sup>77</sup> a été fondamentale pour redonner forme et substance aux droits des personnes souffrant de troubles mentaux, jusqu'alors tous recueillis selon une définition archaïque de la folie. La fameuse « loi 180 »<sup>78</sup> qui a aboli les hôpitaux psychiatriques n'est restée que partiellement appliquée, à certaines régions d'Italie, sans résoudre les problèmes liés à la gestion de la santé mentale<sup>79</sup>.

Ces dernières années, le stigmate de la folie a perdu son caractère médiéval d'inévitabilité et de peur. Il subsiste de nombreuses formes, moins ouvertes, de non-acceptation de la diversité mentale : blagues sur les troubles mentaux pour stigmatiser les gens qui ne répondent pas à nos propres normes d'interaction sociale, ou tout simplement à l'égard des personnes victimes de harcèlement. Ce sont les symptômes d'une réserve culturelle et sociale envers tous ceux qui ne sont pas assez forts pour résister à un monde contemporain, en évolution rapide et en changement constant. Les épisodes de harcèlement de plus en plus fréquents dans les écoles et au travail (mobbing<sup>80</sup> vertical et horizontal) sont amplifiés par l'extension endémique de la cyberintimidation. Les médias sociaux sont l'endroit idéal pour frapper des victimes de plus en plus nombreuses, laissant très peu de possibilités de défense. Au-delà des troubles mentaux, on a assisté à une explosion des phénomènes de détresse psychologique en Italie, tels que l'anxiété et la dépression, en raison de l'importance excessive accordée aux médias sociaux, en particulier chez les plus jeunes.

Les écoles tentent de freiner le phénomène de cyberintimidation par des projets précis, mais elles ne réussissent pas par manque de législation et de réglementation précise sur l'utilisation des médias sociaux. De tels projets ne font pas partie du programme scolaire, les enseignants ou les écoles doivent chercher seuls des solutions. En dehors du secteur scolaire, il est très difficile de trouver des plans de prévention de la cyberintimidation. Les adultes ont des mécanismes de défense plus développés et une plus grande capacité de pensée critique, et donc seraient mieux protégés, mais il y a de nombreux cas dans l'actualité où des adultes ont également été victimes de chantage par des cyberharceleurs.

Ces dernières années, avec la COVID-19, la santé mentale a été moins stigmatisée. Un état anormal de fatigue mentale, d'anxiété, de peur et de dépression en raison de la pandémie

<sup>76</sup> en particulier l'île de Lampedusa au sud d'Agrigente en Sicile, entre l'île de Malte et la Tunisie

<sup>77</sup> Franco Basaglia, "L'istituzione negata", 1968.

<sup>78</sup> La loi 180 de 1978, connue sous le nom de loi de Basaglia, est la loi-cadre qui a imposé la fermeture des asiles et le traitement obligatoire réglementé de santé, établissant des services publics de santé mentale. L'Italie a été le premier pays dans le monde (et en 2019, toujours le seul selon Wikipedia) à abolir les hôpitaux psychiatriques.

<sup>79</sup> Agostino Pirella, "Il problema psichiatrico", 1999.

<sup>80</sup> relation conflictuelle sur le lieu de travail, aussi bien entre collègues qu'entre supérieurs et subordonnés

ont été reconnus. L'État italien a apporté un soutien à la santé mentale avec le fameux *'Bonus psicologo'* (bonus psychologue) c'est -à-dire une contribution aux coûts des séances de psychothérapie pour les personnes dans un état d'anxiété, de stress, de dépression et de fragilité psychologique, en raison de l'urgence pandémique et de la crise socioéconomique. . L'évaluation finale du niveau de santé mentale en Italie est la suivante



L'étude Headway 2023<sup>81</sup> indique des données mitigées pour l'Italie sur les problèmes de santé mentale. Les données positives sont : des soins de santé pour les personnes souffrant de troubles mentaux sont parmi les meilleurs en Europe (troisième place, juste derrière les Pays-Bas et l'Irlande). Les données négatives : le nombre de professionnels de la santé mentale disponibles dans le secteur public est au bas du classement européen, le pourcentage des dépenses de santé allouées à la maladie mentale est le troisième plus bas d'Europe, elle est 7ème en Europe pour les cas signalés d'abus sexuels et au deuxième rang en Europe pour les cas signalés d'intimidation , le pourcentage de jeunes adultes qui consomment régulièrement des drogues est supérieur à la moyenne européenne (y compris le Royaume-Uni), le nombre d'ergothérapeutes<sup>82</sup> est parmi les plus bas en Europe (troisième plus bas). Les données neutres : un classement au 4ième rang en Europe pour les taux de suicide, l'Italie est au milieu du classement européen des coûts directs et indirects dus aux troubles mentaux, du taux d'emploi des personnes souffrant de dépression, du taux d'utilisation des congés de maladie payés ou des allocations de chômage publiques dues aux troubles mentaux:

**Gdiversité de genre**- La diversité des genres est particulièrement emblématique d'une situation d'inégalité entre les sexes en Italie et la difficulté d'affirmer les droits non seulement des femmes, mais de toutes les personnes dont l'identité personnelle et/ou sexuelle ne correspond pas exactement au modèle binaire exprimé par une majorité catholique conservatrice.

Les questions de genre ont un impact qui nous échappe souvent. L'identité de genre est associée à une série de désavantages ou de privilèges auxquels la personne sera confrontée tout au long de sa vie. Les termes tels que féminicide, qui diffèrent d'un simple homicide en raison du facteur aggravant lié au genre (avec les problèmes sociaux associés) sont utilisés dans les milieux journalistiques et juridiques. En 2021, en Italie, sur 116 femmes assassinées, 103 ont été tuées par leurs partenaires (ou ex-partenaires). Ce sont des féminicide, c'est-à-dire tuées parce qu'elles étaient des femmes et considérées par leurs partenaires comme des « biens » à aliéner, et tués si la femme choisit de partir. Ce chiffre représente 40% de tous les meurtres commis en Italie. Le chiffre de 2021 est très similaire

<sup>81</sup> "Headway 2023 – A new roadmap in Mental health: Mental Health Index" – Bruxelles 07/10/2021, (European House – Ambrosetti, avec Angelini Pharma)

<sup>82</sup> L'ergothérapeute est une figure qualifiée avec un diplôme spécifique qui travaille dans le domaine de la prévention et de la réadaptation des personnes souffrant de maladies physiques ou mentales et des troubles, soit avec des incapacités temporaires ou permanentes, en utilisant le manuel, et les activités de la vie quotidienne. (Wikipedia)

à une tendance identifiée au cours des 10 dernières années : le phénomène est bien établi. En moyenne, tous les 3 jours, une Italienne est tuée juste parce qu'elle a essayé d'échapper à une vie domestique violente ou insatisfaisante.

Dans la société actuelle, on observe une utilisation précoce des médias et en particulier des médias sociaux. Les jeunes n'ont souvent aucune supervision adulte lorsqu'ils accèdent à un contenu sur le Web. Les formes de cyberharcèlement fondées sur le genre et la perception d'une diversité sont devenues endémiques. Dans un sondage mené en Italie entre octobre et décembre 2021 auprès de 1 700 garçons et filles âgés de 14 à 26 ans, un répondant sur deux a déclaré avoir été victime de harcèlement. 70 % des répondants craignaient d'être victimes de cyberharcèlement, 60 % craignaient d'être victimes de pornographie vengeresse (« *sex revenge* ») ou de chantage lié à des vidéos intimes publiées sans leur consentement sur Internet (« *sextortion* »). Le cas des groupes porno-vengeance de Telegram a ébranlé l'opinion publique italienne, et a souligné une logique intrinsèque de cette plateforme qui, grâce à l'anonymat de ses utilisateurs, a fourni un terrain fertile pour des phénomènes tels qu'humiliation, blâme et violence verbale (insultes). Sans cyberpolice pour punir ces crimes immédiatement, la violence sexiste doit être combattue à la racine, par l'éducation à la sensibilité et à l'attention.

Cette situation est la même pour les personnes qui ne s'identifient pas au binarisme de genre et aux membres de la communauté LGBTQIA+. En Italie, depuis 2012, environ 856 agressions homophobes ont été enregistrées, avec un total de 1116 victimes, suivies souvent par des actes extrêmes, tels que des tentatives de suicide. Les données présentées ne sont pas très différentes de celles d'autres pays, mais elles rendent nécessaire de repenser les modèles à proposer. L'éducation à la diversité doit

se traduire par des cours, des ateliers et des projets. Elle peut représenter, à long terme, un moyen d'éradiquer le phénomène de la violence sexiste et de la discrimination à l'égard des personnes différentes.

**Diversité sexuelle** - La diversité des orientations sexuelles est un sujet très sensible dans un pays qui abrite l'État du Vatican. L'histoire des droits des personnes LGBTQIA+ au cours des 50 dernières années en Italie est faite de contradictions constantes et d'hésitations (pas en avant et en arrière).

Les questions liées à la diversité de l'orientation sexuelle et du genre ont commencé à émerger en Italie dans les années 1970. Les premières associations de défense des droits des citoyens LGBTQ+ ont été créées. La première était l'Association FUORI, fondée à Turin en 1971. L'année suivante, l'une des fondatrices de FUORI, Mariasilvia Spolato, la première lesbienne déclarée en Italie, a été licenciée par le ministère italien de l'Éducation comme 'indigne' de son métier à cause de son homosexualité déclarée<sup>83</sup>.

Un autre fondateur de FUORI a écrit le premier essai important sur l'homosexualité en Italie en 1977<sup>84</sup>, devenu la base d'études de genre. Mario Mieli est un personnage très important dans le développement de la culture LGBTQ+ en Italie. Homosexuel et transsexuel, il s'est suicidé à 30 ans. Après sa mort en 1983, le « Mario Mieli Homosexual Culture Circle »

<sup>83</sup> En Italie, les emplois publics, comme les enseignants employés par le ministère de l'éducation, sont permanents et protégés par la loi. Les cas de personnes licenciées par l'État pour indignité sont exceptionnels comme celui cité en 1972, concernant Mariasilvia Spolato.

<sup>84</sup> Mario Mieli, *Elementi di critica omosessuale*, Torino 1977, publié en anglais sous le titre "Homosexuality and liberation: elements of a gay critique" by Gay Men's Press in 1980.

a été fondé, encore actif et très important aujourd'hui. En 1985, Arcigay, la plus grande et la plus importante association gay italienne, créée à Bologne, compte le plus grand nombre de membres dans le monde.

Grâce au travail de ces associations et cercles de culture homosexuelle, des droits ont été obtenus, mais beaucoup sont encore à gagner. En 2016, une loi a été adoptée en Italie autorisant les unions civiles entre personnes de même sexe, une union similaire au mariage civil<sup>85</sup>, mais sans possibilité d'adopter des enfants. En 2022, la Cour constitutionnelle a sanctionné le droit des personnes de même sexe de se marier. Même aujourd'hui, en Italie, les personnes de même sexe ne peuvent pas adopter d'enfants, mais seulement des « beaux-enfants », c'est-à-dire les enfants naturels de l'un des deux partenaires. Les couples de même sexe n'ont pas accès à la FIV<sup>86</sup>.

En dehors de la loi, les personnes LGBTQIA+ font face à de nombreux autres obstacles dans leur vie quotidienne en raison de leur orientation sexuelle. Un rapport récent de l'Institut national de statistique (ISTAT), intitulé "*LGBT+ Diversity and the working environment: an overview*", indique : "26% des personnes qui se déclarent homosexuelles ou bisexuelles affirment que leur orientation sexuelle a été un désavantage au cours de leur vie professionnelle dans au moins un des trois domaines considérés (rémunération, avancement professionnel, reconnaissance des compétences professionnelles). 12,6 % n'ont pas postulé à un entretien d'embauche ou parce qu'ils pensaient que l'environnement de travail serait hostile à leur orientation sexuelle. Ces chiffres ne concernent qu'une petite partie de la population LGBTQ+ (personnes en union civile ou déjà en union), c.-à-d. le segment le plus susceptible de connaître leur orientation sexuelle dans une dimension publique." D'autres données concernent la vie quotidienne : la majorité (61,8%) des travailleurs homosexuels déclarent avoir subi au moins une micro-agression, comme l'utilisation d'un langage vulgaire ou insultant, des questions sur la vie sexuelle, des avances indésirables. Un pourcentage élevé (46,9%) de personnes homosexuelles dans un partenariat civil déclarent avoir vécu au moins un événement discriminatoire à l'école ou à l'université. La majorité des agressions verbales sont concentrées sur les médias sociaux.

Les données disponibles proviennent de personnes plus disposées à déclarer leur appartenance à la communauté LGBTQ+. Il existe un vaste monde clandestin de personnes qui ne déclarent pas et/ou n'essaient pas de cacher leur homosexualité, qui sont en dehors de ces statistiques précisément en raison de leur refus d'être reconnues comme LGBTQ+, afin d'éviter toute discrimination ou stigmatisation. Beaucoup a été accompli, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer l'égalité des droits et le respect des personnes, quelle que soit leur orientation sexuelle.

**Conclusions.** - Le débat sur la diversité en Italie reflète les mêmes préoccupations que dans d'autres pays de l'UE : les principales préoccupations sont l'inclusion des migrants et des réfugiés, la lutte contre le cyberharcèlement et la prévention de la violence à l'égard des femmes. Il est particulièrement intéressant de constater que, tant au niveau italien qu'au niveau européen, les diversités combinées augmentent de façon exponentielle les facteurs

<sup>85</sup> Loi 76 of 20/05/2016, sous le nom de 'Cirinnà Law' du nom de son promoteur.

<sup>86</sup> Selon la loi actuelle no. 40 du 19/02/2004, la FIV n'est possible que pour les couples de sexes différents, mariés ou vivant ensemble, d'âge potentiellement fertile. La procréation médicalement assistée est donc interdite aux couples qui n'ont pas de problèmes de fertilité, mais aussi aux couples homosexuels, lorsque l'un des partenaires est mineur, lorsque le couple ne cohabite pas ou lorsqu'ils sont trop vieux (femme atteinte de la ménopause et homme d'andropause) ou quand l'un des deux est mort.

de risque. En particulier, le sexe des personnes devient particulièrement pertinent lorsqu'il est combiné à d'autres types de diversité.

**Religion/culture et genre.** - Toutes les religions monothéistes<sup>87</sup> présentent des caractéristiques de misogynie, plus ou moins exagérées selon les contextes culturels dans lesquels elles sont appliquées.

La religion chrétienne a essayé au cours du siècle dernier de lutter contre une forme de misogynie, mais il subsiste de larges courants de pensée qui considèrent les femmes seulement comme des mères dans un mariage traditionnel. La rhétorique de « l'ange du foyer » et du « rôle protecteur de l'homme » permet à la femme de ne pas avoir à travailler à cause de son engagement domestique. Des courants de pensée toujours plus forts tentent actuellement de retirer aux femmes le droit fondamental d'avoir la maîtrise de leur propre corps, de permettre aux dirigeants politiques et religieux (pour la plupart des hommes) de prendre des décisions radicales sur la santé et le corps des femmes

La religion catholique, dont les prélats appartiennent à des groupes ethniques les plus divers, non seulement n'admet pas les célébrants féminins, mais n'a pas de femmes dans les rangs élevés de la hiérarchie de l'Eglise<sup>88</sup>. Les femmes appartenant à un ordre monastique ont un rôle subordonné par rapport à leurs homologues masculins. Il existe une hiérarchie féminine, à la tête de chaque monastère avec une mère supérieure ou une abbesse, mais sous l'autorité d'un évêque. Les autres religions sont moins pertinentes en Italie, mais les vêtements des femmes appartenant à la religion musulmane ont pu susciter des débats - vêtements cachant complètement les formes du corps...ou la tête ou tout le visage<sup>89</sup>. La couverture du visage des femmes peut sembler un effacement partiel de leur identité ; il est impossible de reconnaître les traits et d'observer les expressions faciales. Le débat sur le port du voile<sup>90</sup> a été vif et a pu pour certains susciter des interrogations sur la diversité (de la pensée et d'une culture différente). Une attitude jugée discriminatoire à l'égard des femmes a pu peser sur notre capacité à inclure différentes religions et cultures et créer des clichés et stéréotypes sur ces religions.

La relation à l'homosexualité et toutes les formes de sexualité non binaire sont soumises à une censure totale. En Italie, pays largement catholique, une partie de l'Église comme institution politique, condamne toutes les formes de relations homosexuelles, et d'autre part l'Église sur le terrain, où l'approche est ouverte, accueillante pour tous. Il y a de grandes contradictions dans une Eglise qui, d'une part, est accueillante et tolérante et, d'autre part, prend des positions extrêmement conservatrices. Elle mène également ses propres batailles internes avec les scandales sexuels dus aux prêtres pédophiles.

**Santé mentale et genre**- Si la stigmatisation de la folie a toujours été une source de discrimination et de mépris, lorsqu'elle est combinée avec le sexe féminin, elle devient plus forte, depuis l'époque des chasses aux sorcières. Aujourd'hui encore, les femmes sont considérées comme plus instables mentalement que les hommes et plus facilement la « proie » de leurs émotions, avec de graves répercussions sur le lieu de travail.

<sup>87</sup> Ndlr : cette affirmation n'engage qu'Antonia Castellani qui se prononce à titre personnel

<sup>88</sup> NDLR : le pape François a nommé des femmes à des postes importants au Vatican comme l'a indiqué Vatican News en mars 2023- <https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2023-03/journee-femmes-vatican-statistiques-plus-de-femmes.html>

<sup>89</sup> NDLR : dans la religion catholique, les ordres monastiques prévoient aussi des voiles pour les religieuses.

<sup>90</sup> , le cheveu est signe de luxure dans les trois religions monothéistes

En élargissant le discours à la politique de santé publique, depuis des années, le Département de médecine du genre<sup>91</sup> de l'OMS a fait remarquer que, jusqu'à récemment, on n'accordait pas suffisamment d'attention à la diversité des genres dans les essais de drogues ou l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes.

En Italie, il existe un Département de la santé des femmes, qui s'occupe également de la santé mentale, mais qui se limite à un Observatoire des pratiques mises en œuvre. La publication *Headway 2023*, présente une série de données qui montrent clairement comment les femmes, surtout dans la phase postpandémique, ont été plus fortement touchées par le stress découlant de la gestion de la COVID, par des phénomènes d'anxiété, de fatigue, de dépression plus prononcée que chez les hommes.

Un pourcentage plus élevé de femmes que d'hommes meurent de maladies mentales dans toute l'Europe (l'Italie est au bas de la liste), malgré le fait que certains comportements à risque (forte consommation d'alcool, de tabac, de drogues) sont plus masculins. Il n'a pas encore été étudié systématiquement pourquoi les femmes souffrent plus de troubles mentaux ; cette étude devrait être une priorité de la médecine de genre. La relation entre les troubles mentaux et l'homosexualité n'ont commencé à être étudiés que récemment pour leurs causes externes (anxiété, dépression et troubles mentaux causés par la relation avec autrui). Jusqu'en 1990, l'homosexualité était elle-même considérée comme une maladie mentale par l'OMS.

En Italie, d'importantes études ont récemment été menées par des psychiatres et des psychanalystes, dont le plus connu est Vittorio Lingiardi<sup>92</sup>, sur le traitement psychologiques et psychiatriques de patients homosexuels avec des connaissances et méthodes appropriées. Selon Lingiardi, les profondes transformations sociales, culturelles et scientifiques des dernières décennies, comme la manière de considérer les sexualités et les identités de genre, ont rendu nécessaire un réexamen approfondi de la psychanalyse, Ce point de vue est nouveau, mais il est plein d'espoir pour un avenir meilleur.

**Religion/culture, santé mentale et genre**- Si l'on croise les trois variables examinées, le constat est alarmant.

Partant de l'intersection entre la diversité culturelle et la santé mentale, la relation entre le 'traumatisme' et les matrices sociales et politiques du deuil<sup>93</sup>, la mémoire et le deuil a également été étudiée en Italie, pour surmonter l'ancien concept d'ethnopsychiatrie. Une nouvelle approche cherche à combiner les connaissances psychiatriques du monde occidental avec les cultures locales, essayer de comprendre ces cultures afin de proposer des diagnostics précis et des traitements acceptables pour des personnes d'origines différentes des nôtres<sup>94</sup>.

<sup>91</sup> Département créé par l'OMS en 2009 à partir de la Equity Act de 1998 - le principe d'équité devait être appliqué à l'accès et à la pertinence des soins, en considérant la personne dans sa spécificité et comme appartenant à un sexe avec des caractéristiques définies).

<sup>92</sup> -Vittorio Lingiardi e Paola Capozzi, "Psychoanalytic attitudes towards homosexuality: an empirical research", *International Journal of Psychoanalysis*, vol. 85, n. 1, 2004.

-Vittorio Lingiardi e Nicola Nardelli, "Linee guida per la consulenza psicologica con persone lesbiche, gay, bisessuali", Milano 2014.

-Vittorio Lingiardi, "Citizen gay. Affetti e diritti", Milano 2016.

<sup>93</sup> Roberto Beneduce, "Archeologia del trauma", Torino 2010.

<sup>94</sup> Roberto Beneduce, "Etnopsichiatria", Torino, 2019

En ajoutant la variante du genre, les femmes de cultures ou de religions autres que les nôtres représentent l'une des catégories les plus fragiles en matière de problèmes de santé mentale. Isolées pour des raisons religieuses, culturelles ou simplement linguistiques, elles n'ont accès à aucun soutien pour leur santé mentale, malgré le fardeau d'une structure sociale qui les voit lourdement pénalisés, souvent ségrégués, exploités, maltraités.

Si nous prenons aussi en compte les homosexuels ou les personnes de genre non binaire, nous abordons la couche la plus cachée, la plus « invisible », de groupes humains qui, en raison de leur sexe, se retrouvent souvent dans la souffrance causée par leur culture ou religion d'origine, et manifestent une détresse mentale, avec la possibilité d'être entendus et compris seulement lorsque la culture est plus inclusive et accueillante.

### 3, diversité en Espagne

L'Espagne est un pays de grande diversité culturelle et ethnique. L'histoire du pays a été influencée par une variété de peuples et de cultures au cours des siècles, qui se reflète dans la diversité des langues, des coutumes, de la nourriture, de la musique, de l'art et de l'architecture. En termes de diversité ethnique, l'Espagne a une population d'origine gitane et celtique, et au cours des dernières décennies a reçu un grand nombre d'immigrants d'autres parties du monde (Afrique, Asie, Amérique latine). La population est très diverse en termes de composition ethnique et culturelle. En outre, l'Espagne a une diversité de langues, le catalan, le basque et le galicien étant parlés en plus du castillan, qui est la langue officielle. D'autres langues minoritaires comme l'aranais, l'asturien et l'aragonais sont également parlées dans certaines régions. En termes de diversité sociale, l'Espagne a une grande variété de niveaux socio-économiques, et il y a des inégalités dans la répartition des richesses et des possibilités d'éducation et d'emploi.

L'Espagne est donc un pays avec une grande diversité culturelle, ethnique et linguistique, mais comme dans tout autre pays il y a aussi des inégalités et des défis en termes d'inclusion et d'équilibre des chances pour tous. Plusieurs associations et institutions espagnoles luttent contre la discrimination fondée sur le sexe, la religion, la „race” ou la culture. Certains des plus importants sont

1. *Movimiento contra la Intolerancia* : cette organisation lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, le sexe, la race, la religion, etc.
1. Amnesty International Espagne : cette organisation œuvre pour défendre les droits de l'homme et lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion, etc.
2. *Instituto de la Mujer* (Institut des femmes) : il s'agit d'une entité relevant du ministère de l'Égalité qui vise à promouvoir l'égalité effective entre les femmes et les hommes et à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe.
3. Institut pour la diversité : Il s'agit d'une entité dépendant du ministère de la politique territoriale et de la fonction publique dont l'objectif est de promouvoir l'égalité effective entre les personnes ayant des caractéristiques différentes et de lutter contre la discrimination fondée sur la race, la religion, la culture, etc.
4. *Asociación Pro Derechos Humanos de España* (APDHE) : est une organisation non gouvernementale qui œuvre pour défendre les droits de l'homme et lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion, etc.
5. *Federación Española de Asociaciones de Personas con Discapacidad Física y Orgánica* (FEDER) : actions de promotion de l'égalité des chances et de lutte contre la discrimination fondée sur le handicap.



**Diversité religieuse** - En Espagne, la majorité de la population s'identifie comme catholique, mais il y a une grande variété d'autres religions présentes dans le pays. La diversité religieuse en Espagne se reflète dans une variété de communautés et de groupes religieux-protestants, juifs, musulmans, bouddhistes et hindous, entre autres.

Le catholicisme est la religion prédominante en Espagne depuis des siècles, et son influence se reflète dans l'architecture, la culture et les traditions du pays. Cependant, au cours des dernières décennies, la diversité religieuse a augmenté en raison de l'immigration et de la liberté de religion. En outre, la présence des musulmans en Espagne remonte à l'époque de la conquête musulmane au VIII<sup>ème</sup> siècle<sup>95</sup>, mais a augmenté de manière significative au cours des dernières décennies avec l'immigration en provenance des pays à majorité musulmane. La communauté juive a augmenté en Espagne, dont les racines remontent au Moyen Âge, qui s'est élargi au cours des dernières décennies<sup>96</sup>.

L'Espagne a donc une grande diversité religieuse, bien que le catholicisme reste la religion prédominante. La diversité religieuse s'est accrue au cours des dernières décennies en raison de l'immigration et de la liberté religieuse. Elle présente plusieurs défis dont:

- Favoriser la coexistence interreligieuse : la diversité religieuse peut engendrer méfiance et préjugés entre les différentes communautés, et conduire à l'exclusion et à la discrimination. Il est important de favoriser une coexistence pacifique entre les différentes communautés religieuses pour une société plus inclusive.
- Combattre la discrimination religieuse : souvent fondée sur des préjugés et des stéréotypes, il est important de prendre des mesures pour combattre la discrimination religieuse et promouvoir l'égalité des chances pour tous, quelle que soit leur religion.
- Garantir le droit à la liberté de religion : il est protégé par la Constitution. Toutefois, dans certains cas, ce droit peut être restreint. Il est important de veiller à son respect et sa protection, dans le cadre de la loi.
- Saisir les opportunités de la diversité religieuse - elle peut être une occasion d'apprentissage mutuel et d'enrichissement, à travers les échanges culturels et le dialogue interreligieux, pour renforcer la société.
- Protéger les droits des minorités religieuses - toutes les minorités religieuses doivent jouir des mêmes droits et des mêmes possibilités que les autres religions, et être protégées contre la discrimination et l'intolérance, dans le respect de la loi.
- Garantir le droit à l'éducation et au travail - toutes les personnes doivent avoir accès à l'éducation et au travail, quelle que soit leur religion, et à ce qu'elles soient protégées contre la discrimination dans ces domaines, dans le respect de la loi.

La tolérance culturelle et religieuse est chahutée à l'échelle mondiale, même si la diversité culturelle est considérée comme synonyme de croissance et d'évolution pour tout

---

<sup>95</sup> NDLR- Al Andalus désigne tous les territoires de la péninsule ibérique avec quelques territoires dans le sud de la France sous la domination des États arabes et musulmans entre 711 et 1492 en Europe du Sud.. Elle a correspondu à une période de cohabitation entre juifs, chrétiens et musulmans à l'époque, qui a constitué un exemple de relation pacifique et amicale entre les trois religions monothéistes les plus importantes en Europe

<sup>96</sup> NDLR- Le Congrès espagnol a adopté à l'unanimité une loi permettant aux descendants des juifs expulsés d'Espagne par les rois catholiques en 1492 d'obtenir facilement la nationalité, pour réparer "une erreur historique", cinq siècles plus tard-Tribune juive, 12 juin 2015-  
<https://www.tribunejuive.info/2015/06/12/cinq-siecles-apres-linquisition-la-loi-du-retour-en-espagne/>

pays. De plus, avec l'immigration est de plus en plus répandue et, le respect de la diversité culturelle religieuse est encore plus importante et doit conduire à un dialogue interculturel par exemple par l'introduction de nouveaux plats, traditions, artisanat, coutumes, etc.

Sans diversité culturelle religieuse, la société serait un visage unique, une pensée unique, une idéologie unique. Lorsque la diversité existe dans la population, le niveau d'acceptation et de respect de l'environnement envers les autres individus devient réel et pertinent. Par conséquent, il est nécessaire de créer des espaces sûrs pour que les individus puissent s'exprimer librement, ce qui favorise l'acceptation ainsi que la tolérance d'autres coutumes, idées et croyances différentes des leurs.

Prenons l'exemple du dialogue religieux, qui existe lorsqu'il y a liberté religieuse, qui fait référence à la possibilité d'avoir des croyances, des pratiques ou des rites différents. Etre tolérant face à la possibilité de changer de religion fait partie du principe de liberté.

La diversité culturelle et religieuse permet des rencontres et un dialogue où cohabitent interculturalité et respect des individus, pour susciter de nouvelles expériences qui peuvent transformer la société en acceptant la diversité ethnique et l'identité culturelle. Par conséquent, sensibiliser la société à l'importance de la diversité culturelle est la tâche de tous, mais il faut passer de la théorie à la pratique par des actions de respect mutuel.

Dans un contexte globalisé qui conditionne la vie de chacun, il convient d'encourager l'apparition d'une culture de la paix, fondée sur le dialogue interculturel et la tolérance. En fait, les affrontements les plus sanglants et prolongés qui ont empêché la paix sur la planète sont fondés sur l'intolérance de groupes religieux en conflit. Nous devons encourager la consolidation de la paix comme mode de vie.

Le développement d'une culture de la paix est dans l'intérêt de tous et la tâche de tous. Chaque habitant de la planète a la responsabilité de favoriser la génération d'espaces de dialogue qui contribuent au développement et à la consolidation de stratégies qui stimulent l'interculturalité et le dialogue interreligieux, les fondements d'une saine coexistence. Certaines organisations ont déterminé les actions qui devraient sous-tendre la gestion des organisations dédiées à la gestion de l'interculturalité. Selon ces organisations, avant d'entreprendre toute action en faveur de l'interculturalité, les groupes ethnoculturels vivant dans la région doivent être identifiés, ce qui permet de caractériser le niveau dominant de diversité culturelle religieuse. Par la suite, les éléments culturels et les manifestations qui régulent les relations sociales dans la localité doivent être étudiés. Ces éléments comprennent la vision du monde du „groupe dominant”, son langage , mais aussi les croyances au sujet de la santé et du bien-être, le développement économique et les moyens de fournir les ressources nécessaires à la survie, les relations avec l'environnement. En plus, on doit ajouter les institutions qui unissent les traditions et leur communication, le contexte historique de la population et les conditions géographiques qui façonnent la vie communautaire. Les croyances religieuses et les facteurs socio-économiques locaux, les dynamiques culturelles, les relations des habitants avec les organisations ou institutions publiques ou privées nationales ou internationales font partie de ces éléments.

**Diversité liée à la santé mentale** - L'état de santé mentale en Espagne est actuellement préoccupant. Malgré les efforts déployés pour améliorer l'accès aux services de santé mentale et leur qualité, des défis importants demeurent. Parmi les défis les plus importants figurent le manque de ressources, la pénurie de professionnels formés et la stigmatisation et la discrimination auxquelles sont confrontées les personnes souffrant de problèmes de

santé mentale. De plus, l'accès aux traitements et aux services varie considérablement selon la région et les ressources économiques.

Ces dernières années, des efforts ont été faits pour améliorer la santé mentale en Espagne, y compris la promotion de programmes de prévention et de traitement, ainsi que la formation de professionnels de la santé mentale. Des efforts ont également été déployés pour éliminer la stigmatisation et la discrimination liées à la santé mentale, et pour promouvoir une culture de soutien et de compréhension.

Récemment, des mouvements pour les droits en matière de santé mentale ont vu le jour : Mad Pride est un mouvement d'utilisateurs, d'anciens utilisateurs et de rescapés de services de santé mentale et d'alliés, prenant l'exemple des personnes LGBT et de leur travail contre la stigmatisation et les préjugés, revendiquer l'inclusion sociale et l'égalité des droits pour les personnes atteintes de troubles mentaux ou de maladies mentales à travers une nouvelle identité "folle" qui soit différente et positive.

La première manifestation de protestation organisée par des utilisateurs auto-identifiés, des anciens utilisateurs et des rescapés de la psychiatrie et connue sous ce nom a eu lieu le 18 septembre 1993 dans la ville canadienne de Toronto sous le nom de *Psychiatric Survivor Pride Day*. La manifestation était motivée par la discrimination contre les personnes ayant des antécédents psychiatriques dans des établissements de la région de Parkdale à Toronto, au Canada. À l'exception de 1996, une manifestation de protestation a eu lieu à Toronto chaque année. Un mouvement similaire est apparu au Royaume-Uni à la fin des années 1990, sous le nom de "Mad Pride" apparu dans le monde entier, dont l'Australie, l'Irlande, le Portugal, le Brésil, Madagascar, l'Afrique du Sud et les États-Unis. Ces rassemblements et manifestations attirent des milliers de participants, selon MindFreedom International, une organisation internationale de groupes locaux de défense des droits de la santé mentale dans 14 pays qui promeut, enregistre et fait connaître les actions du mouvement.

L'activisme Crazy Pride cherche à réapproprier des termes et des expressions sensationnalistes courants dans la presse et des termes familiers qui ont des connotations négatives, comme "fou" et "malade mental", cherchant à éliminer les connotations négatives et fausses entourant le collectif. À travers des campagnes sur les réseaux sociaux, les médias, les événements de rue et les interventions dans d'autres espaces, les problèmes et les enjeux touchant la collectivité sont exposés au débat public : les causes des troubles mentaux et des handicaps psychosociaux, la violence subie dans le système de soins, le taux élevé de suicide ou des réformes juridiques pour l'égalité des droits.

Le 20 mai 2018, la première Crazy Pride Day (*Orgull Boig* en Catalogne) a eu lieu dans plusieurs villes avec de nombreux médias se faisant l'écho de l'événement au niveau national et local dans les Asturies, Euskadi, Canaries, Andalousie, Castille-La Manche, León, Albacete. Le slogan choisi pour cette première édition était "La folie guérit". Les événements se sont poursuivis et étendus en 2019, dans des endroits où elles n'avaient pas eu lieu auparavant. La date a été changée au 1 juin ; le slogan aussi "Droit d'être libre, droit d'être moi". En 2021, elle est célébrée le 29 mai après une année 2020 limitée aux démonstrations de réseaux numériques avec la pandémie de COVID-19. En janvier 2021, Orgullo Loco Madrid fait écho aux protestations d'un groupe de mineurs psychiatriques de Ciudad Real. Ce groupe a dénoncé via Twitter avoir subi des "traitements inhumains et dégradants" lors de leurs admissions à la section pédopsychiatrie juvénile de l'Hôpital Universitaire Général de Ciudad Real. La plainte a été transmise à certains médias où ils ont évoqué des mauvais traitements dans

l'établissement et dans le cadre du scénario post-pandémie de santé mentale des mineurs. Sur la base des témoignages de Ciudad Real et de beaucoup d'autres, Orgullo Loco Madrid a créé un site web où les plaintes ont pu être collectées systématiquement.

**Diversité sexuelle** - en Espagne, elle reste un problème majeur. Malgré des changements importants dans la société en termes d'acceptation et de soutien pour la diversité sexuelle, il y a encore des défis importants. En 1985, l'Espagne a été l'un des premiers pays d'Europe à décriminaliser l'homosexualité et, en 2005, l'un des premiers pays à légaliser le mariage homosexuel. Une discrimination et une violence persistent contre les personnes LGBT+ en Espagne. Depuis 2007, l'éducation affective et sexuelle est incluse dans le programme scolaire, pour promouvoir la tolérance et le respect de la diversité sexuelle. Il existe en Espagne plusieurs méthodes de lutte contre la discrimination fondée sur le sexe, la religion, la race ou la culture, parmi lesquelles:

1. Sensibilisation et éducation : promouvoir l'égalité et la diversité par des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs visant à prévenir la discrimination
2. Normes et lois : l'Espagne dispose d'un cadre juridique pour lutter contre la discrimination, comme la Constitution, la Loi organique 3/2007 pour l'égalité effective des femmes et des hommes, et le décret royal 1/2013 pour la protection des personnes handicapées
3. Action institutionnelle : les institutions publiques doivent favoriser l'égalité et prendre des mesures pour prévenir et combattre la discrimination
4. Ressources et services : un besoin de services et de ressources pour les personnes qui ont été victimes de discrimination, y compris des services de conseil et de représentation juridique
5. Implication de la société civile : impliquer la société civile dans la lutte contre la discrimination, à travers les organisations non gouvernementales, les syndicats et les groupes de défense des droits de l'homme
6. Médias : un rôle important à jouer dans la construction d'une société égalitaire en respectant les droits de l'homme et évitant de diffuser des contenus discriminatoires

En Espagne, les droits des femmes ont considérablement évolué depuis les années 1970. Des lois garantissant l'égalité des sexes et la protection contre la violence sexiste ont été mises en œuvre. Les femmes ont désormais accès à l'éducation et à la participation à la vie politique et professionnelle. Cependant, il y a encore des inégalités économiques, dans la représentation aux postes de pouvoir et un certain nombre d'inégalités entre les hommes et les femmes en Espagne:

1. Écart salarial : les femmes gagnent toujours moins que les hommes dans des conditions de travail égales.
2. Représentation politique : la participation des femmes à la vie politique et aux postes de pouvoir est encore limitée.
3. Violence fondée sur le sexe : la violence faite aux femmes demeure un grave problème en Espagne.

Des efforts sont déployés pour faire face aux défis et pour atteindre une plus grande égalité des sexes en Espagne. Pour l'avortement, la légalisation en Espagne a été un processus évolutif sur plusieurs décennies. Voici un résumé de l'évolution :

1. jusqu'en 1985, avortement illégal sauf en cas de risque pour la vie de la mère ;

2. 1985-2010 , avortement autorisé dans certaines circonstances, comme le viol ou le risque pour la santé mentale de la mère ;
3. 2010 , avortement légalisé jusqu'à 14 semaines de gestation en toutes circonstances.
4. 2014 , une réforme a été adoptée pour limiter la légalité de l'avortement aux cas de risque pour la vie ou la santé de la femme, de malformation fœtale grave ou de viol.

L'avortement reste une question controversée en Espagne et il existe des opinions contradictoires sur sa légalisation et sa réglementation. Certains groupes préconisent une libéralisation plus poussée de la loi sur l'avortement, tandis que d'autres préconisent une position plus restrictive. Les opinions sont contradictoires avec des interprétations différentes, selon la perspective politique, éthique et religieuse de chaque personne. Certaines personnes considèrent l'avortement comme un meurtre, car il implique la fin d'une vie en développement. D'autres considèrent l'avortement comme un droit de la femme, car il lui permet de prendre des décisions concernant son corps et son avenir. Une femme a le droit de choisir quand et si elle veut avoir un enfant, et l'interdiction de l'avortement peut mener à des situations dangereuses pour sa santé et sa vie. En définitive, la légalité et la réglementation de l'avortement doivent être décidées dans un contexte politique et social et dans le respect des droits de l'homme et de la dignité de toutes les personnes concernées.

Enfin, les droits des homosexuels en Espagne ont subi des changements significatifs au cours des dernières décennies. Parmi les développements les plus importants figurent:

- ✓ 2005 : Le mariage homosexuel est légalisé en Espagne.
- ✓ 2007 : Une loi est adoptée pour protéger les personnes contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle en milieu de travail.
- ✓ 2013 : Une loi est adoptée pour permettre l'adoption par des couples de même sexe.
- ✓ 2016 : Une loi est adoptée pour reconnaître légalement l'identité de genre et faciliter le processus de réaffectation de genre.

En plus de ces droits légaux, la société espagnole a également connu une plus grande acceptation et le respect de la diversité sexuelle, mais des défis et des préjugés existent encore. La tendance générale reste à une plus grande égalité des droits et à la fin progressive de la discrimination envers la communauté LGBTQIA+.

## III Partie pratique - expérimentation et exemples de bonnes pratiques

Dans un premier point, nous présentons les expérimentations menés dans les 3 pays ; dans un second point, une sélection de „bonnes pratiques » ou d’initiatives menées au niveau national, européen ou international pour améliorer la diversité par la créativité.



(c) iriv, street art à Valence (Espagne) par un artiste inconnu, Février 2023

## A- Expérimentations réalisées

Le projet Think Diverse a été testé auprès de professionnels et de jeunes dans les trois pays- France, Italie et Espagne, voici les bilans réalisés.

### 1- Expérimentation réalisée en France

L'équipe française était composée d'iriv et du partenaire artistique, la Lirac. Ils ont mis en commun leurs réseaux pour mener une série de 4 tests. Ce travail intensif a commencé en mai 2022 dès que les ensembles créatifs (Creative Sets) ont été prêts (vidéo + guide + TDP) et qui a duré jusqu'en novembre 2022.

Un premier atelier a été mené en ligne (mai 2022) ; il s'agissait d'un test car il était évidemment trop court (une demi-journée) et les participants ne s'intéressaient qu'à l'approche créative (et non à la diversité, trop sensible pour eux). Un deuxième test s'est tenu à la Cité des Métiers (mai-juin 2022) ; il s'est composé de deux sessions, une première consacrée à l'approche créative et une seconde axée sur l'approche diversité. Un troisième test a été réalisé auprès de professionnels et de jeunes à Zup de Co (Paris) en octobre 2022 ; ils ont rassemblé 29 personnes le premier jour et 22 le deuxième jour. Un quatrième test a été réalisé à la Cité des Métiers en novembre 2022 composé du PPTS & guide mis à jour (5 personnes).

Le travail intensif fourni par l'équipe française a été couronné de succès car il a pu réunir 72 participants dans la série de 4 tests. Le réseautage est très important pour être en mesure d'offrir des séances de formation appropriées sur des questions aussi délicates - la créativité n'est pas un problème; en revanche, la diversité est plus difficile à aborder. Il s'agit de rassembler des personnes qui connaissent ou non la diversité ; il faut l'expliquer et l'illustrer par des situations concrètes et ainsi pouvoir lutter contre la discrimination. Les clichés et les stéréotypes doivent être clairement abordés, l'exercice pratique suggéré dans le guide (culture et religion) avait cette intention.

Grâce à l'association Zup de Co qui a accepté d'organiser une formation de deux jours, une analyse plus détaillée a pu être réalisée. Les résultats indiquent que 91,3 % des participants seraient disposés à utiliser les trois ensembles créatifs dans leur travail avec les jeunes. Il s'agit d'un excellent retour d'expérience qui reflète les sentiments positifs globaux recueillis dans chacun des trois ensembles créatifs. En outre, 47,8% des participants ont donné un avis positif sur les ensembles créatifs ; ils sont plus conscients de l'utilité de traiter la question de la diversité après les tests. 30,4% ont pensé à leur situation personnelle grâce aux modules créatifs (creative sets). 17,4% ont trouvé que les modules créatifs étaient une occasion de mieux comprendre les facettes de problématiques qu'ils ne connaissaient pas bien. Les modules créatifs étaient donc pertinents, appropriés et significatifs pour le public.

Pour les participants, le module créatif le plus inspirant était celui sur la santé mentale (74 %) ; le deuxième était le module créatif sur la diversité culturelle et religieuse (43,5 %) et le plus controversé était le module créatif sur la diversité des genres (17,4 %). La collaboration avec Zup de Co a été fructueuse et quelques suggestions ont été faites : Sur la partie diversité : les jeunes devraient pouvoir identifier les situations de discriminations et informer l'école des cas potentiels à résoudre avec les élèves ; la formation proposée a été utile pour prendre conscience de la situation et de la mesure dans laquelle les jeunes peuvent être à la fois victimes et auteurs de discriminations. La pensée créative a été des plus

convaincantes, et les exemples suggérés ont été adaptés aux situations auxquelles font face les volontaires civiques – dans une salle de classe lorsqu'ils travaillent avec les collégiens ; le questionnaire Epstein était pertinent pour commencer une discussion sur les profils créatifs ; les exercices proposés par la Lirac seront utilisés car ils combinent une approche physique et ludique.

## 2- Expérimentation réalisée en Italie

L'équipe italienne a organisé deux séances de test, l'une durant un atelier en ligne avec 18 enseignants de l'Istituto Omnicomprensivo d'Orte et l'autre à la Tevere Art Gallery avec 12 jeunes de 18 à 35 ans, avec un total de 30 participants.

Les résultats ont été largement positifs : dans l'ensemble, 89% des enseignants ont trouvé les Creative Sets utiles pour leur travail et ont montré la volonté de les utiliser à nouveau avec leurs élèves, car ils ont tous reconnu le besoin de sensibilisation sur la question de la diversité. La créativité a été jugée la meilleure façon d'aborder des sujets sensibles, et les modules créatifs ont été jugés très stimulants et intéressants, tant par les enseignants que par les étudiants. Plus de la moitié des participants ont indiqué que les ensembles les avaient aidés à comprendre à quel point les thèmes de la diversité mentale, culturelle et de genre étaient proches de leur réalité professionnelle (60 %), et la nécessité d'en savoir plus sur ces sujets, afin de dissiper également certains préjugés personnels.

L'ensemble créatif qui a été perçu comme le plus intéressant était celui sur la diversité des genres, probablement en partie influencé par le fait que la grande majorité des participants au projet pilote étaient des enseignantes, et donc plus près de la question. 83% d'entre eux ont donné un avis positif sur l'ensemble, 29% le considérant excellent; l'ensemble a été perçu comme particulièrement bon pour stimuler les compétences générales et la réflexion sur le thème de la diversité des genres, 62% des participants ont déclaré avoir amélioré leurs connaissances en la matière. 72% des participants le suggéreraient à un collègue, bien que seulement 44% des enseignants utiliseraient le module créatif à nouveau dans leurs classes, les principales raisons étant le sentiment que l'ensemble introduit des thèmes trop sensuels pour que les enseignants s'approchent sans un personnel qualifié présent, et la difficulté perçue d'adapter le format „Creative Set” à l'éducation traditionnelle.

L'ensemble sur la diversité culturelle a reçu des commentaires encore plus uniformes, avec 90% des enseignants exprimant leur satisfaction à l'égard du module créatif, et 32% le jugeant excellent. 68 % ont trouvé cela plutôt difficile, mais très percutant et utile pour réfléchir à la question de la diversité culturelle et développer des compétences créatives et non techniques. 79% des participants suggéreraient l'ensemble à un collègue, et plus de la moitié (54%) a déclaré qu'ils utiliseraient à nouveau l'ensemble

L'ensemble Diversité mentale a reçu des commentaires plus mitigés, avec un taux plus faible d'enseignants qui utiliseraient l'ensemble à nouveau (44 %), mais les résultats sont toujours très bons dans l'ensemble, avec une majorité d'enseignants donnant des commentaires très positifs, surtout en ce qui concerne le développement de compétences générales telles que l'empathie (77 %) et la créativité (72 %). La majorité des enseignants (61 %) proposeraient toujours l'ensemble à un collègue.



### 3- Expérimentation réalisée en Espagne

Pour la diversité des genres, 35 personnes entre les jeunes et les enseignants ont participé. Le design de l'ensemble créatif était attrayant, sauf pour une personne qui lui a donné une note de 2/5. L'évaluation générale de l'ensemble créatif était bonne avec 70% qui a donné un 4/5 ou 5/5. L'exigence de l'ensemble créatif peut avoir été mal compris comme un score élevé signifiait que l'ensemble créatif était facile et simple à comprendre. C'était stimulant pour le public cible. Seuls 2,9% ont donné une note négative (2/6), ce qui signifie qu'un objectif important a été atteint en conduisant à une réflexion plus développée. Il en va de même pour les compétences créatives et les compétences générales, car une grande majorité d'entre eux affirment qu'ils se sont améliorés avec cet ensemble créatif, les réponses négatives étant limitées à 2 à 3 % du nombre total de participants. Sur la question de savoir si davantage de connaissances ont été acquises, une majorité (10 participants sur 35) ont déclaré avoir acquis de bonnes connaissances, tandis qu'une personne n'a rien appris du tout ; le reste des répondants se situent entre les deux, plus ou moins. L'ensemble créatif a donc été utile. Enfin, la plupart disent que le module créatif a répondu à leurs attentes. Sur le fait de le partager ou de l'utiliser à l'avenir les opinions sont diverses, entre ceux qui n'ont pas l'intention de le faire, à ceux qui ne sont pas très intéressés, ou ceux qui veulent le partager et l'utiliser à l'avenir.

49 personnes ont participé au module créatif sur la santé mentale. Tout le monde a aimé, car il n'y avait pas de commentaires négatifs et 40 % ont donné la note la plus élevée. Il a beaucoup aidé dans la réflexion, comme 46,9% a donné une note très satisfaisante. Il a été réalisé avec succès, l'un des objectifs de l'ensemble étant de sensibiliser à la prise de conscience sur l'importance des problèmes de santé mentale et la nécessité de les traiter. Près de 50% pensent que l'ensemble créatif a beaucoup augmenté leurs compétences générales, seulement 2% disent le contraire, donc les autres résultats sont très satisfaisants. Enfin, 8 personnes sur 49 disent n'avoir rien appris, tandis que les 41 autres répondent avec une réponse remarquable ou excellente ; une connaissance a donc été acquise. Enfin, les participants ont trouvé le sujet intéressant, en les sensibilisant à la santé mentale, mais le matériel manquait un peu pour un sujet aussi vaste et complexe.

Pour la diversité culturelle, 21 personnes au total y ont participé. 85,7% ont trouvé le design du module créatif attrayant, et qui lui donnent une bonne ou une excellente note. Sur la connaissance du sujet, un seul participant a déclaré qu'il ne se sentait pas encouragé à réfléchir sur la diversité culturelle, alors que les 20 autres participants se sentaient incités à y réfléchir. Le résultat sur les compétences générales est très satisfaisant avec des réponses de bon à excellent. Le module est recommandé et félicité, même si certains d'entre eux ont déclaré trouver le décor créatif un peu complexe et aimeraient participer à un théâtre improvisé au lieu de le regarder comme spectateur.

Enfin, le test général sur tous les ensembles créatifs a également obtenu de bons résultats. 100% ont confirmé l'utilité des modules créatifs dans leur travail. Quant à la réflexion des participants sur les sujets abordés, une majorité d'entre eux ont déclaré qu'ils avaient élargi leurs horizons et leurs esprits à des sujets qu'ils ne connaissaient pas et qui sont importants pour leur vie personnelle. 47,8 % ont choisi la diversité mentale comme module créatif qui a suscité le plus de réflexion, contre 39,2 % qui ont choisi la diversité de genre et 13 % qui ont choisi la diversité culturelle et interreligieuse.

## B- Diversité et créativité dans l'Education- perspectives nationales

Cette partie propose des initiatives menées au niveau national, européen et international, combinant diversité et créativité dans l'esprit de l'initiative commune de la Commission européenne ou de l'OCDE pour améliorer un apprentissage créatif. Dans le domaine de la diversité et de l'approche interculturelle, nous devons aussi signaler les initiatives de l'UNESCO ainsi que l'exemple de l'Organisation de la Francophonie dans le monde francophone (OIF) qui combine une approche unique de la diversité sur la base d'une même langue- le français.

### 1- Diversité et créativité dans l'Education en France-par dr Bénédicte Halba

Au niveau national, le partenaire français de Think Diverse, iriv a suggéré une série d'exemples de bonnes pratiques : le premier est un „Parcours de la diversité à Paris <sup>97</sup>», le deuxième est le „Festival du court métrage »<sup>98</sup> abordant la question de la diversité menée depuis 2019 par l'association française Faisceau convergent et le troisième est la conférence organisée à la Cité des sciences et de l'industrie. Enfin les trois modules créatifs ont été résumés dans un court métrage pour pouvoir les diffuser largement auprès des enseignants et des éducateurs qui soutiennent les jeunes<sup>99</sup>).

**1.1 – le „parcours de la diversité à Paris<sup>100</sup>”** pour lutter contre les nombreux clichés et stéréotypes qui pourraient exister et étonnamment largement répandus même en France sur Paris, l'iriv a suggéré un exercice pratique d'apprentissage à pied » avec une sélection de 7 places au centre de Paris illustrant la diversité culturelle et religieuse . Un exercice pratique a déjà été proposé par iriv dans son guide pour soutenir les sets créatifs (juillet 2022).



NOTRE  
DAME  
DE PARIS<sup>101</sup>

- L'histoire de la Cathédrale est étroitement liée à l'Histoire de France. Construite au XIIe siècle, modifiée au XVIIIe siècle puis restaurée au XIXe siècle, elle a accompagné le culte chrétien à Paris. Au IVe siècle, avec l'avènement de Clovis, Paris devient capitale chrétienne du royaume des francs. Une première cathédrale Saint-Etienne est bâtie au VIe siècle. L'essor de la ville débute au XIIe siècle après les invasions normandes. Quatre papes y séjournent. La ville prospère comme lieu d'échanges artistiques et intellectuels, avec des collèges et une université de philosophie et théologie, début de l'histoire de Notre Dame. Les croisades vers Jérusalem et les pèlerinages vers Saint-Jacques-de-Compostelle déplacent des milliers de fidèles. L'île de la Cité est une étape incontournable pour franchir la Seine. Les fidèles affluent dans ce quartier. Ils génèrent activité commerciale et offrandes pour le culte. Maurice de Sully, évêque de Paris, entreprend

<sup>97</sup> Court métrage réalisé par Emma Royer (iriv) Un parcours de la diversité à Paris- 7 lieux sélectionnés dans la capitale française pour symboliser la diversité culturelle et religieuse

<sup>98</sup> Court métrage réalisé par Yasmine Fellag (iriv) pour la bande annonce du projet & une série de 11 courts à partir des entretiens réalisés auprès des réalisatrices/réalisateurs et des membres du jury

<sup>99</sup> Court métrage réalisé par Baptiste Silvestre (iriv) pour la conférence qui s'est tenue à Paris, Cité des Sciences et de l'Industrie (, iriv, Paris, Mars 2023)

<sup>100</sup> Court métrage réalisé par Emma Royer (iriv, Paris, 2023) -<https://youtu.be/fQNj1MPQmA8>

<sup>101</sup> Cathédrale Notre-Dame de Paris , 6 Parvis Notre-Dame – Place Jean-Paul II, F- 75004 Paris

la construction d'une nouvelle et vaste cathédrale pour accueillir tous ces fidèles. Au XIII<sup>e</sup> siècle, la population de Paris double. Saint Louis ramène de Jérusalem les reliques de la passion du Christ qu'il dépose dans la cathédrale en 1239. Elle devient ainsi un haut lieu de culte. Elle s'agrandit et devient un modèle d'architecture religieuse. Durant la Renaissance, les goûts évoluent, elle attire moins. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Louis XIII place le royaume sous sa protection. De grands aménagements ont lieu au XVIII<sup>e</sup> siècle, siècle des Lumières. Malmenée par les intempéries et par la Révolution, la cathédrale menace de s'effondrer au XIX<sup>e</sup> siècle. Victor Hugo et son roman lui donnent un regain de popularité. L'État décide de travaux de restauration au XIX<sup>e</sup> siècle confiés à Viollet-le-duc. Classée au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1991, elle est à la fois un culte chrétien mais aussi le monument le plus visité de France en 2018. Son incendie en 2019 a montré qu'elle n'appartenait pas seulement aux parisiens ou aux français, ni aux seuls catholiques, mais à tous celles et ceux qui sont touchés par ce symbole de l'histoire bouleversée et diverse de la France.

## mahJ

musée d'art  
et d'histoire  
du Judaïsme

**102** - Héritier des collections du musée d'Art juif de la rue des Saules, créé en 1948 par des survivants de la Shoah, le musée d'art et d'histoire du Judaïsme (mahJ) est installé depuis son ouverture en 1998 dans l'hôtel de Saint-Aignan (1644-1650), l'un des plus beaux hôtels particuliers du Marais, mis à disposition par la Ville de Paris. Il a bénéficié des dépôts par l'État des collections juives du musée national du Moyen Âge : la collection d'Isaac Strauss (1806-1888), offerte en 1890 par la baronne Nathaniel de Rothschild et 70 rares stèles funéraires, provenant d'un cimetière médiéval mis au jour en 1849 rue Pierre-Sarrazin, données par l'éditeur Hachette. La collection du mahJ compte aujourd'hui plus de 12 000 œuvres, et de très nombreux fonds d'archives. Le mahJ est une association loi de 1901 ; son conseil d'administration est constitué de cinq représentants du ministère de la Culture, cinq représentants de la Ville de Paris, de six représentants des institutions juives (Conseil représentatif des institutions juives de France, Alliance israélite universelle, Consistoire central, Consistoire de Paris, Fondation du judaïsme français, Fonds social juif unifié) et de quatre personnalités désignées par la fondation Pro mahJ. Le conseil d'administration est présidé par Dominique Schnapper, sociologue, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, et membre honoraire du Conseil constitutionnel. Musée public laïc, le musée d'art et d'histoire du Judaïsme bénéficie de l'appellation « Musée de France ».



**103** - A fin des années 1970, le gouvernement français est conscient de l'absence de représentation du monde arabe en France alors que qu'elle entretient des liens historiques anciens avec une grande partie des États du monde arabe. Depuis 1926, où l'État a fait construire la Grande Mosquée de Paris, il manquait un lieu laïque pour valoriser la civilisation du monde arabe, son savoir, son art, son esprit et son esthétique. La volonté de créer un pont entre l'Orient et l'Occident donne naissance le 28 février 1980 à l'idée d'un Institut du monde arabe, établissement placé sous l'autorité morale d'un Haut Conseil,

<sup>102</sup> Hôtel de Saint-Aignan, 71, rue du Temple, 75003 Paris

<sup>103</sup> 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Place Mohammed-V, 75005 Paris

composé des représentants de tous les États membres de la Ligue arabe, et financé par la France et les États arabes. Valéry Giscard d'Estaing est le premier à l'envisager pour apaiser les tensions et permettre des collaborations créatrices après la première crise pétrolière. A l'automne 1981, le président François Mitterrand donne plus d'ampleur au projet en lui attribuant un lieu en bord de Seine près de l'Université de Jussieu. Un concours est lancé pour concevoir un écrin exceptionnel au cœur du Quartier latin. Jean Nouvel, Pierre Soria, Gilbert Lezènes et Architecture Studio sont choisis ; l'architecte saoudien Ziad Zaidan est consulté. Des moucharabiehs photosensibles sont incrustés sur l'édifice de l'IMA. En 1987, l'inauguration du bâtiment a enfin lieu ; il remporte l'Équerre d'Argent en 1988, et l'Aga Khan Award en 1989. L'IMA s'inscrit dans le paysage culturel parisien et confère un rayonnement nouveau à la culture arabe en France et en Europe, un outil culturel et diplomatique d'exception au service des relations franco-arabes. L'IMA a été élu « Marque Culturelle Européenne 2014 » lors de la soirée « Awards des Marques Européennes de la Culture » (Berlin ). En 2017, l'IMA a fêté ses 30 ans. et continue de proposer des expositions patrimoniales variées qui toutes ont rencontré leur public, sur des thématiques liées à l'actualité (football en 2022).



<sup>104</sup> – Le Mémorial de la Shoah est actif dans les domaines de la recherche et de la documentation, de l'édition avec la Revue d'Histoire de la Shoah, de la pédagogie, de la formation des adultes et sur le terrain de la médiation culturelle avec le musée et les activités culturelles mais aussi la valorisation des lieux de mémoire. Il abrite un Centre de documentation divisé en trois départements : les archives, la bibliothèque et la photothèque. Ce fonds d'archives, constitué de plus d'un million documents, de photos, d'ouvrages, de films d'archives, d'affiches, de cartes postales et même d'objets est ouvert à tous, du chercheur à l'élève, qui peuvent venir consulter des archives sur place dans un espace unique d'information et de transmission du savoir sur la Shoah et, notamment, sur l'histoire des Juifs de France pendant la Seconde Guerre mondiale. Régulièrement enrichi depuis la création du Centre de Documentation Juive Contemporaine en 1943 par des donations et acquisitions de documents des témoins de la Shoah, il constitue une archive unique et un instrument de tout premier ordre pour étudier la destruction des Juifs d'Europe. Depuis janvier 2017, Mme Karen Taieb, responsable des archives du Mémorial de la Shoah, est membre du comité scientifique de la Seconde Guerre mondiale institué par les Archives nationales en février 2016 dont l'objectif scientifique est de veiller à l'application de l'arrêté du 24 décembre 2015 portant ouverture des archives de la Seconde Guerre mondiale; il réunit chercheurs et archivistes et fait le point sur la situation des différents centres d'archives. Le musée du Mémorial de la Shoah propose une exposition permanente : un parcours chronologique et thématique constitué de douze séquences qui retrace l'histoire des Juifs de France pendant la Shoah. Appuyée sur ses archives, elle propose un va-et-vient entre l'histoire individuelle et l'histoire collective. Les expositions temporaires puisent leurs thèmes dans l'histoire, l'art et la littérature. Elles sont des fenêtres ouvertes sur le sort des Juifs dans les autres pays d'Europe mais aussi sur les autres génocides du XX<sup>ème</sup> siècle. Le Mémorial de la Shoah mène des actions de sensibilisation en direction des jeunes publics depuis plusieurs années. Face à la montée inquiétante du racisme et de l'antisémitisme, le Mémorial souhaite intensifier son activité pédagogique et notamment porter cette action au-delà de ses murs

<sup>104</sup> 17, rue Geoffroy l'Asnier- 75004 Paris

<sup>105</sup> - Association loi 1901, la Cinémathèque française a été créée en 1936 par Henri Langlois, Georges Franju, Jean Mitry et Paul Auguste Harlé. Elle a pour but de collecter des films anciens, quels que soient leur origine et leur format, de les sauvegarder et de les montrer au public, afin de contribuer au développement de la culture cinématographique ; elle recueille également des objets et des documents ayant trait à l'histoire du cinéma : scénarios, affiches, photographies, documents divers, appareils, costumes ou dessins. Elle est devenue au fil des ans l'une des archives les plus célèbres dans le monde grâce à la richesse de ses collections. Longtemps installée au palais de Chaillot, la Cinémathèque française occupe depuis septembre 2005 un bâtiment construit par l'architecte Frank Gehry, au 51 rue de Bercy dans le 12ème arrondissement de Paris. La Cinémathèque française a fusionné avec la Bibliothèque du Film en janvier 2007, permettant une gestion harmonieuse des collections films et non film. La Cinémathèque s'est dotée en 2008 d'une charte du patrimoine qui définit les priorités d'enrichissement. Riche de son expérience, dotée d'espaces plus adaptés et de nouveaux moyens, la Cinémathèque a pu développer le nombre de ses projections, organiser des expositions temporaires, accueillir étudiants et chercheurs dans une médiathèque et développer ses activités éducatives et culturelles.

## { BnF

<sup>106</sup> - La BnF est un établissement public sous tutelle du ministère de la Culture. Elle a pour mission de collecter, conserver, enrichir et communiquer le patrimoine documentaire national, (décret de création n° 94-3 du 3 janvier 1994). Sa première source d'enrichissement a été mise en place par François Ier avec la Bibliothèque royale suivi par le dépôt légal, instauré en 1537, aujourd'hui régi par le Code du patrimoine qui a intégré les dispositions de la loi DADVSI du 1er août 2006 créant le dépôt légal des sites web. Le dépôt légal permet d'élaborer la Bibliographie nationale française qui recense tous les documents de ces séries (à l'exception du web) édités, imprimés ou diffusés en France. La BnF accroît aussi ses collections par des acquisitions (courantes, notamment pour constituer une collection de référence dans le domaine étranger ; prestigieuses, patrimoniales, pour lesquelles elle est parfois aidée par des mécènes). Les dons et les legs, les datations en paiement ou, plus rarement, les dépôts, permettent aussi l'enrichissement des collections. Des échanges avec d'autres bibliothèques sont un apport précieux. Agence bibliographique nationale, elle assure un catalogage de référence pour l'identification des documents édités ou diffusés en France. Les notices bibliographiques et les fichiers d'autorité, établis selon des normes, sont mis à la disposition de tous, sous licence ouverte de l'État. Au fil des siècles, la BnF a développé des techniques de conservation - curatives ou préventives (surveillance de l'état et protection des collections, conditions climatiques des magasins, restauration). Elle dispose de plusieurs ateliers spécialisés selon les types de documents et les techniques de conservation ainsi que d'un laboratoire. Elle a mis en place un système de préservation de ses données numériques. La BnF assure l'accès à ses collections et offre un cadre de travail de qualité, sur place et en ligne. Elle est ouverte 71 heures par semaine et reçoit ses

<sup>105</sup> 51 Rue de Bercy 75012 Paris

<sup>106</sup> Bibliothèque François-Mitterrand, Quai François Mauriac, 75706 Paris Cedex 13

publics du lundi au dimanche sur cinq sites ( François-Mitterrand, Richelieu, Arsenal, bibliothèque-musée de l'Opéra, Maison Jean Vilar). Une programmation culturelle et pédagogique riche, gratuite ou payante, concourt à la valorisation du patrimoine et à l'éducation artistique et culturelle. La BnF déploie une offre en ligne importante qui répond à des besoins et à des publics divers. Elle contribue par son action internationale à la politique culturelle extérieure de la France. Les collections nationales constituent le socle d'une coopération fondée sur l'idée de solidarité et de partage d'un patrimoine documentaire exceptionnel. La valorisation et l'accroissement des capacités d'expertise et d'innovation de l'établissement est le second axe autour duquel se construit une action internationale de long terme, qui s'inscrit tant dans un cadre multilatéral que dans des partenariats bilatéraux. Par sa contribution à l'élaboration de normes, par la diffusion de ses données dans les grandes bases internationales, par sa capacité à porter la voix de la France dans l'écosystème numérique mondial, la BnF contribue à la construction de la société mondiale de la connaissance et à l'Europe de la culture et de l'innovation



<sup>107</sup> Madame Anne Hidalgo, maire de Paris, et Madame Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO, ont dévoilé une plaque sur le quai bas de la Mégisserie qui rappelle que ce site exceptionnel est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1991. Six autres plaques vont être également installées le long du fleuve. Pour célébrer la beauté du site, la Ville de Paris proposait pendant les Journées européennes du patrimoine (les 15 et 16 septembre 2018) un parcours doté de 8 tableaux emblématiques. Du Louvre jusqu'à la tour Eiffel, ou de la place de la Concorde au Grand Palais et au Petit Palais, «l'évolution de Paris et son histoire se découvrent depuis la Seine» rappelle l'organisation internationale. En juillet 2017, l'UNESCO s'est exprimée sur la piétonnisation de la rive gauche et de la rive droite à l'occasion de la 41e session du comité du patrimoine mondial, à Cracovie (Pologne). L'UNESCO revient notamment sur «l'authenticité» du site - «L'intégrité urbaine et visuelle du site (grandes perspectives depuis les rives)» est notamment «vulnérable aux pressions du développement immobilier, à la circulation automobile», et «nécessite un contrôle rigoureux pour maintenir intacte sa valeur universelle exceptionnelle». L'organisation donne également un avis très clair sur la piétonnisation engagée depuis plusieurs années: «La suppression définitive de la circulation automobile sur les quais bas (...) depuis 2014 sur la rive gauche et 2016 sur la rive droite, dans le cadre de l'aménagement des berges de la Seine, contribue à préserver son authenticité et son intégrité.».

<sup>107</sup> Unesco, comité de suivi et d'évaluation, 2020

**1.2 Festival „Couleurs du court”<sup>108</sup>** - Une sélection d'interviews réalisées dans le cadre du Festival des courts métrages Les couleurs du court » tenu aux Lilas du 2 au 4 mars 2023 par l'association française Faisceau convergent a été conçue en montrant des réalisateurs expliquant leur travail et pourquoi ils ont abordé ce numéro spécial.

Le festival „Les couleurs du court » a sélectionné lors de sa 5e édition, en 2023, 45 courts métrages sur 350 qui lui ont été envoyés ; l'équipe de l'iriv a interviewé 11 des réalisateurs et réalisatrices sélectionnés.

**Fête des mères** – par Stéphanie Lorset (5 minutes, fiction) - un enseignant demande à ses élèves (adolescents) d'écrire une lettre à l'occasion de la « fête des mères ». Des déclarations mitigées combinent des reproches (mère trop occupée par leur travail ou leur réseau social) ou des remerciements (un jeune homme dont la mère est morte dans une guerre, un enfant dont la mère est très petite). Le message transmis est qu'il y a autant de mères que de jeunes; la pensée critique devrait être un processus réciproque.

**Touche pas à mes jouets** par Anaïs Peleyrol (4 minutes, fiction)- Maya une jeune fille intelligente qui voudrait devenir chimiste, elle teste le cadeau de son frère à Noël, provoquant des réactions négatives de sa mère et de son frère et le scepticisme de la société – les jeunes filles devraient jouer avec des poupées. Ce court soulève les stéréotypes de genre dans les études et les carrières professionnelles. Les carrières scientifiques ne sont pas populaires auprès des étudiantes , un défi majeur pour la science.

**Le nom des autres** par Inès Saïdi (10 minutes, fiction)- Laura discute avec son thérapeute, le Dr Taieb, des conflits qu'elle a eus avec son fiancé Karim sur les noms potentiels qu'ils pourraient donner à leurs enfants à naître ; elle est réticente à leur donner des noms musulmans car elle a peur des réactions de la société. Cela soulève la question de la diversité culturelle et de l'acculturation chez la deuxième et même la troisième génération. Les jeunes sont français, mais ne se sentent pas « aussi français » à cause de leur nom de famille. Des tests ont montré qu'une discrimination existait encore dans la vie sociale, professionnelle ou même personnelle à partir du patronyme porté (à consonance « étrangère »).

**Second souffle** par Lucas Renault (18 minutes, fiction)- Antoine, un jeune homme, est handicapé depuis sa naissance (après un accident vasculaire cérébral). Avec le soutien de sa sœur, il souhaite assister à un événement sportif, malgré l'interdiction de son médecin et de sa mère. Il s'agit d'une autre forme de handicap, pas de santé mentale mais d'une forme de handicap invisible qui crée un sentiment d'isolement.

**Gonflé à bloc** par Bondy fait son cinéma , une association de la banlieue parisienne (6 minutes, fiction) – Les jeunes jouent un jeu dangereux avec le protoxyde d'azote (aussi appelé gaz hilarant) - cette dépendance peut causer de très graves problèmes de santé. Ce court se rattache à la diversité liée à la santé mentale. Toute dépendance qui devient une addiction crée une vulnérabilité accrue des consommateurs à des comportements à risque quand le produit consommé ne provoque pas des lésions irréversibles et parfois la mort.

---

<sup>108</sup> une sélection d'interviews réalisées lors du Festival des courts métrages Les couleurs du court » par l'association française Faisceau convergent- les réalisateurs expliquent leur travail (Yasmine Fellag, ( iriv, Paris, avril 2023)

**Nono** par Nouridine Barour et Samir Benchikh (14 minutes, Fiction)- dans un quartier populaire et célèbre de Paris (Belleville, un personnage à part entière) le jeune Nono joue d'abord avec son frère dans la rue, puis à la maison avec sa mère. Un événement tragique se produit. La famille (le père et les deux fils) est totalement perdue ce qui soulève une facette très personnelle de la diversité- la possibilité ou l'impossibilité d'exprimer ses sentiments face à un événement tragique qui peut avoir un impact majeur sur nos vies. Encore une fois, cela est lié à la diversité de la santé mentale, car un événement dramatique peut avoir de forts impacts psychologiques.

**Te voir en peinture**, Thomas Coispel (3 minutes, Documentaire)- Nader, un jeune homme doit revenir dans son pays après que le non renouvellement de son visa. Il hésite à partager son orientation sexuelle avec sa famille et préfère porter un masque lorsqu'il témoigne. Ce court combine la diversité à la fois dans la culture et la religion (la famille semble religieuse et traditionnelle) et l'orientation sexuelle.

**La porte**, Pierre H. Ollier (13 minutes, fiction)- deux femmes ont une étrange profession-elles doivent ouvrir une porte aux étrangers sans poser de questions ni savoir ce qui se passe derrière la porte. Ce court peut traiter la question de la diversité culturelle et religieuse - certaines religions (ou courants traditionnels) incitent leurs fidèles à croire sans poser de questions, ce qui rappelle un régime autoritaire où la diversité est niée. Les interprétations sont diverses sur le sens de ce court.

**De façade** Julien Herrichon (8 minutes, fiction) - pendant le confinement, deux hommes qui sont amants discutent dans le cadre d'une réunion virtuelle. Une distance s'installe qui n'est pas liée à la distanciation physique mais à la distance sociale réelle, mais aussi à un tabou - le père d'un des deux amants refuse de voir l'orientation sexuelle de son fils. Le court-métrage soulève la diversité sexuelle mais aussi la diversité sociale car certaines professions restent stigmatisantes.

**Madeleine et Figaro**, Roxane Fomberteau (20 minutes, fiction) un homme jeune (Figaro) doit accompagner sa grand-mère à sa maison de retraite mais ils préfèrent choisir une autre destination. Le court-métrage aborde la diversité des âges et la liberté des personnes âgées qui devraient rester dans la société et dans leurs foyers et ne pas être placées dans des endroits spéciaux avec d'autres personnes âgées. La diversité transgénérationnelle est une question cruciale ; elle peut être culturelle (dans les cultures traditionnelles, les familles prenaient en charge les plus jeunes et les plus âgés)

**Bengué**, par Kapyten Solas et Monsieur S (16 minutes, fiction) un policier très occupé par son travail est préoccupé par la disparition d'un jeune migrant sans abri qui a défendu une jeune femme attaquée dans la rue. Les passants sont très indifférents. Le policier ne l'est pas et revient à une meilleure humeur avec sa famille. Ce court-métrage aborde également la question de la diversité culturelle - la discrimination des migrants qui deviennent sans abri parce qu'ils n'ont pas de papiers légaux pour pouvoir travailler.

Le jury a récompensé 8 courts métrages dans différentes catégories : fiction, documentaire, animation. Ces courts peuvent faire l'objet d'une discussion sur la diversité en lien avec les trois thématiques abordées par le Think Diverse.

- 1- la santé mentale - le harcèlement d'un adolescent qui vire au drame dans « La couleur du roi » par Florent Parisi ; le sentiment de solitude d'un autre jeune dans « Brin de causette » par Bradley le Jeune, Elisa Baudy et Flore Péan, un événement tragique survenu dans son enfance qui a eu un impact sur sa vie dans « Nono » par



Nouridine Barour et Samir Benchikh ; des adolescents dépendants du « gaz hilarant » dans « Gonflé à bloc » par Bondy fait son cinéma

- 2- le genre et l'orientation sexuelle – la censure exercée sur une famille homoparentale et leur bébé dans « Game over » par Philippe de Monts, la violence faite aux femmes dans « Delivre nous du mâle » par Tony le Bacq
- 3- la culture et la religion – le problème d'acculturation ressenti par une jeune femme française musulmane dans « Le nom des autres » par Inès Saïdi ; le racisme et la xénophobie contre la communauté asiatique dans « Les mots qui blessent » par Nicolas Vimenet ; les questions existentielles et métaphysiques que l'on peut se poser aujourd'hui quand le travail n'a plus de sens „La Porte „ de Pierre H. Ollier

Une bande annonce du projet<sup>109</sup>.. a été présentée par l'iriv lors d'une projection<sup>110</sup> des 8 courts primés. Chaque spectateur était libre de faire le lien entre chaque facette de la diversité abordée par le Think Diverse et les 8 courts projetés. Parfois il suffit d'évoquer, de présenter une bande annonce du projet pour susciter la surprise, puis la réflexion. Sur la base de courts métrages (3 minutes à 20 minutes), il est facile de suggérer une discussion avec les jeunes d'autant plus qu'il y a une grande variété de formes et de style (un documentaire est plus sérieux, une fiction plus imaginative, une animation à la fois universelle et poétique). Après la discussion, les jeunes peuvent à leur tour trouver d'autres illustrations du sujet sur Internet ou encore mieux concevoir leurs propres courts métrages. Il est assez facile avec un smartphone dans un premier temps, avec une caméra dans un second temps de réaliser de courtes vidéos postées sur des plateformes (Instagram, Youtube...)

### 1.3 Conférence sur la diversité- perspectives nationales et internationales

La conférence proposée par iriv pour le Think Diverse<sup>111</sup> a réuni l'équipe européenne, les acteurs français et une perspective internationale avec une chercheuse de l'EHESS

- 1- la diversité abordée dans un projet Erasmus + - présentations des partenaires européens du projet expliquant leur diversité particulière (genre et orientation sexuelle pour l'Italie, santé mentale pour l'Espagne et culture et religion pour la France). L'équipe européenne a rassemblé des experts en formation tout au long de la vie (Skill up et Eurosviluppo pour l'Italie, Neotalentway pour l'Espagne et iriv pour la France) et des partenaires artistiques (TAG pour l'Italie, CurvaPOLar pour l'Espagne et Lirac pour la France). Le défi du projet était de combiner deux profils de partenaires- la créativité est un aspect, mais doit être étroitement liée à la diversité. La variété des profils au sein de l'équipe a été un défi de taille, car l'approche est différente et peut susciter des malentendus..
- 2- Diversité sur le terrain avec des exemples de bonnes pratiques - présentations par des acteurs clés de la diversité (association Faisceau convergent, la Fresque de la diversité » par l'ESSEC). Les exemples retenus pour la France sont une manière de construire un pont avec d'autres acteurs clés qui associent créativité et diversité.

<sup>109</sup>. Bande annonce regroupant les trois étapes du projet- creative sets (partenaires artistiques), parcours de la diversité, festival du court avec membres du jury et trois femmes pionnières dans leur religion - .. <https://youtu.be/rOz5VqB9Muo>

<sup>110</sup> organisée par Faisceau Convergent à Commune Image (Saint Ouen, 26 avril 2023)

<sup>111</sup> Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris, 24 mars

Pour envisager l'avenir du Think Diverse ! , il faut l'ouvrir à un public plus large et pas seulement l'équipe européenne, ni Europe mais le monde

- 3- Diversité dans le monde- une chercheuse à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS) a suggéré une ouverture internationale en évoquant des pays en guerre ou confrontés à des temps difficiles où la diversité n'est pas respectée (Liban, guerre dans les Balkans...).

Cette présentation était évidemment un moyen d'insister sur le fait que le projet Think Diverse est encore plus important et nécessaire en temps de guerre en Europe (l'Ukraine attaquée par la Russie) et avec la tourmente internationale (menace sur Taiwan par la Chine). Les pays ne peuvent pas rester neutres et la stratégie consistant (comme l'Inde) à prétendre appartenir aux deux camps - les pays occidentaux (avec les USA, l'Union européenne, le Canada, l'Australie, le Japon., la Corée du Sud...) et les pays autoritaires (Russie, Chine, Iran, Turquie, Syrie...) n'est pas possible. Le gouvernement de Modi n'est pas en faveur de la diversité (les musulmans et les chrétiens y sont persécutés).

La conférence a été illustrée par une sélection de courts métrages - des animations sélectionnées pour le Festival « Les couleurs du court »-

- 1- Out of the blue (2022), Taya Ben Jebara - Carl Castan - Orane de Gouttes--Pegot - Camille Depay - Sana Dupont - Alice Bastien -( 6 min- )- ce film reflète parfaitement le besoin de couleurs dans un monde gris ; le message est significatif car en premier lieu l'ajout de couleurs crée des perturbations ; en second lieu les couleurs restent car elles ont changé la mentalité des gens
- 2- Game over (2022), Philippe de Monts - 3 min ; ce court-métrage a été récompensé par les jeunes car le message est très direct ; il rappelle le livre „1984” d'Orwell<sup>112</sup>. Dans tous les régimes autoritaires actuels (Russie, Iran, Chine...) une police d'Etat persécute les citoyens et la diversité est interdite ou maltraitée;
- 3- Be visible (2022), Gül Yıldırım , ce court métrage est aussi un témoignage vivant de la violence qu'une personne (jeune, migrant, handicapé , toute personne appartenant à une minorité) peut subir lorsqu'elle est en situation minoritaire
- 4- - Samara Op . 4 (2022), Maxime Wattrelos, Jérémy Trochet, Louis Cocquet, Marie Heribel, François Mainguet, un dernier message positif car l'animation fait référence à diverses cultures dans un large éventail de pays , naviguant ensemble dans la même direction..

Le lieu où s'est tenu la conférence est aussi significatif : la Cité des Sciences et de l'Industrie est la combinaison de la science (raison) et de la culture (émotions) - l'idée originelle était de valoriser une culture scientifique et de la rendre accessible à tous grâce à des expositions s'adressant à une grande diversité de publics - des enfants aux adolescents, des familles, des enseignants, des adultes...

Par conséquent, le format de la conférence est un exemple de „bonne pratique” pour aborder la thématique de la créativité pour défendre la diversité auprès des jeunes et des professionnels qui les accompagnent. L'optimisme doit prévaloir pour ne pas rendre la défense de la diversité sentencieuse ou rébarbative.

---

<sup>112</sup> métaphore de l'URSS, livre écrit en 1948

## 2- Diversité dans l'Education une sélection suggérée par Eurosviluppo

L'éducation interculturelle a un dénominateur commun : il s'agit de préparer les jeunes à vivre dans un monde caractérisé par de multiples contacts interculturels, qui peuvent prendre la forme de conflits. Il s'agit d'apprendre à percevoir et à être sensible aux phénomènes interculturels, à distinguer les dimensions ethnoculturelles et socioculturelles et à développer à la fois une capacité cognitive et affective pour interagir avec de tels phénomènes d'une manière constructive plutôt que destructive. Il y a plusieurs initiatives en Italie qui vont dans le sens d'une école plus inclusive et soucieuse de la diversité.

**Alias career** <sup>113</sup>- La question du genre, des identités sexuelles, d'orientations sexuelles, de transitions doit être abordée par l'école. Le projet "carrière d'alias" est proposé comme solution pour les étudiants transgenres - qui ne s'identifient donc pas au genre assigné à la naissance, celui de leur sexe biologique - qui dans les institutions, l'école, le lycée ou l'université, et veulent voir leur identité de genre reconnue. <sup>114</sup>Le „pseudonyme de carrière" est présenté comme un profil bureaucratique, alternatif et temporaire réservé aux étudiants transgenres. Un nom choisi vient donc remplacer le nom de l'état civil, celui écrit dans les documents officiels et donné à la naissance sur la base du sexe biologique. Exemple du cas d'Anna : elle se sent Andrea, et au Lycée Cavour de Rome a demandé que son „alias de carrière" soit reconnu ; face à une réponse négative du directeur, elle a lancé un appel sur les réseaux sociaux. La procédure n'a aucune valeur juridique en dehors de l'école. Elle sert principalement à protéger l'environnement éducatif pour ceux qui en font la demande, à éviter les erreurs de genre, c'est-à-dire l'utilisation de termes qui font référence au sexe biologique et non à l'identité de genre dans laquelle l'individu s'identifie, risquant d'être offensant. Dans les écoles secondaires, le nom requis doit figurer dans les notes, les relevés de notes et le registre électronique. Le nom choisi ne peut pas, puisqu'il ne s'agit pas d'un document juridique, être utilisé, par exemple, dans le certificat d'obtention du diplôme ou pour accéder à d'autres services. Si l'élève ou l'étudiant est majeur, il peut faire une demande, sinon c'est la responsabilité des parents. Cet outil n'est accessible qu'aux personnes qui vivent un changement de sexe (transition). Il n'y a pas une seule façon d'y accéder : chaque établissement a sa propre méthode, car il s'agit d'un service interne limité à une école ou une université. La question est d'actualité.

Il n'y a pas de directives ministérielles dans l'école pour régler la procédure d'alias de carrière. Selon Universitrans.it<sup>115</sup>, il y a 32 sur 68 universités publiques qui ont accepté cette initiative<sup>116</sup> La première université a été Turin, suivie par Federico II à Naples, puis Bologne. Environ 10 universités ont approuvé le profil bureaucratique. L'introduction de cette approche „carrière d'alias" dans les écoles est une expression d'autonomie de la communauté scolaire. Il n'y a pas de violation des normes car elles ne sont efficaces qu'en interne. Il n'y a pas de violation du pacte de coresponsabilité éducative car les familles sont impliquées à la fois dans l'adoption du règlement d'alias par leurs représentants et surtout la famille est nécessairement impliquée puisque les jeunes sont mineurs. Cet outil est fondamental pour assurer le bien-être des jeunes trans : le pseudonyme assure en effet la reconnaissance de l'identité de genre de choix dans la vie scolaire quotidienne, par les enseignants et les pairs. C'est crucial face au très long délai requis par la loi 164/1982, qui

<sup>113</sup> Il Riformista magazine, What is career alias, Gender identity, Dec. 2, 2021

<sup>114</sup> Treccani website entry, "Career Alias," Neologisms, 2022.

<sup>115</sup> Site d'Universitrans- <https://universitrans.eu/universitrans/>

<sup>116</sup> Universitrans, Education, Rights, Inclusion, Infographics section, données actualisées en 2018.

devrait envisager des outils plus adaptés à la situation réelle des personnes trans de tous âges.<sup>117</sup>

**education inclusive**- Un autre enjeu important dans les écoles est de promouvoir un enseignement inclusif qui convienne à tous les élèves. Selon les principes de l'éducation inclusive, l'école a pour tâche de déployer tous les outils disponibles pour faciliter la participation des élèves à la vie scolaire. Un consensus quasi unanime existe sur l'utilité des nouvelles technologies pour faciliter ce processus. Il est donc crucial de combiner des stratégies d'enseignement inclusives, des méthodes d'enseignement et des nouvelles technologies pour jouer un rôle encore plus décisif dans le cas des étudiants ayant des besoins éducatifs spéciaux (BES) et des troubles d'apprentissage spécifiques (SAD). On estime que 3 à 5 pour cent des étudiants connaissent une diversité neuronale d'apprentissage,<sup>118</sup> avec des spécificités différentes qui ne permettent pas un "apprentissage traditionnel." Parfois, on les accuse de paresse ou de manque d'intérêt qui mine encore davantage leur estime de soi et leur capacité d'apprendre. D'autres fois, ils sont stigmatisés comme étant différents. Les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers, BES ou troubles d'apprentissage particuliers, DSA, apprennent différemment.

Une école vraiment inclusive va au-delà de cela et implique tous les enfants indépendamment de leur temps d'apprentissage et de leurs besoins. Il y a différentes stratégies d'enseignement et méthodes d'enseignement qui doivent permettre l'inclusion à l'école; comme un regard personnalisé, une méthode d'étude, des outils spécifiques, où les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux soient traités comme les autres élèves. De nombreuses études ont montré que l'innovation scolaire passe souvent par les besoins particuliers des élèves. On ne peut exclure que l'utilisation des nouvelles technologies et des technologies de l'information dans l'éducation se soit massivement établie précisément en raison de la présence d'enfants BES et DSA.<sup>119</sup> BES a vu le jour officiellement en 2012 avec la directive ministérielle "Outils d'intervention pour les élèves ayant des besoins éducatifs particuliers et Organisation territoriale pour l'inclusion scolaire." L'Organisation mondiale de la Santé l'a incluse dans sa "Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé", dans ces termes : "toute difficulté de développement de fonctionnement permanent ou transitoire dans l'éducation ou l'apprentissage, en raison de l'interaction entre divers facteurs de santé et nécessitant une éducation spéciale individualisée."

La définition des BES dans la législation italienne en matière d'éducation, se trouve dans la circulaire ministérielle no 8 du 6 mars 2013. Le document souligne que les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers présentent l'une des conditions suivantes : "désavantage social et culturel, troubles spécifiques de l'apprentissage et/ou troubles spécifiques du développement, difficultés découlant du manque de connaissance de la culture et de la langue italiennes parce qu'elles appartiennent à des cultures différentes" Les enseignants sont confrontés à un élève du BES chaque fois que l'enfant ou le jeune manifeste des besoins particuliers d'apprentissage, qui peuvent être permanents ou temporaires et causés par différents facteurs.<sup>120</sup> Concrètement, les besoins éducatifs spéciaux peuvent être

<sup>117</sup> Article paru dans Espresso, Simone Alliva, Appelez-moi par mon nom : Qui s'oppose aux carrières d'Alias dans les écoles, 20 avril 2022

<sup>118</sup> Save the Children, Inclusive teaching for children with special educational needs, April 10, 2019

<sup>119</sup> Save the Children, Inclusive education: technologies to support Bes and Dsa, Jan. 7, 2020

<sup>120</sup> Orientation magazine for school, college and work, What are Special Educational Needs (BES): legislation and inclusion practices

divisés en trois catégories : handicaps, troubles du développement spécifiques et troubles liés à des facteurs socioéconomiques, linguistiques et culturels. Le groupe est hétérogène.

**cours religieux et d alternatifs à l'école<sup>121</sup>**- Un sujet de discussion dans le système scolaire italien est l'heure de la religion et le droit à une heure alternative, que certaines écoles ne garantissent pas comme une véritable alternative pour ceux qui en font la demande. En Italie, l'enseignement de la religion catholique - IRC - existe grâce au Concordat entre l'Etat italien et l'Eglise catholique, mais l'enseignement obligatoire de IRC n'a pas existé depuis 1984, c'est-à-dire que le nouveau Concordat prévoyait la possibilité d'utiliser un enseignement alternatif à la religion catholique qui a permis la publication du décret législatif 297/1994 "Le choix de ne pas suivre l'enseignement de la religion catholique ne doit pas donner lieu à une forme quelconque de discrimination." Pendant l'heure alternative, on ne peut pas suivre de cours du programme obligatoire, car cela entraînerait une discrimination pour ceux qui suivent l'IRC.

Selon la circulaire ministérielle n° 131 du 3 mai 1986, pendant l'heure alternative, "les activités culturelles et d'étude doivent contribuer au processus de formation des personnalités des étudiants. Elles doivent être des activités éducatives et formatives et traiter de thèmes et d'initiatives qui soutiennent l'interculturalité, l'écologie, l'intégration et l'éducation aux émotions, en réfléchissant sur l'amitié, la solidarité, la diversité, le respect des autres et la coexistence civile. Malheureusement, les expériences scolaires et familiales diffèrent, souvent les enfants empruntent des chemins intéressants vers leur éducation, d'autres fois les écoles sont incapables d'offrir une alternative durable. L'heure alternative à la religion pourrait s'intituler différemment avec un programme spécifique, comme "Philosophie des religions," "Éthique non confessionnelle ou morale", le nombre de participants serait sans doute différent.

**Programme national opérationnel (PON)**- Le PON est un plan d'interventions visant à créer un système d'éducation et de formation de qualité.<sup>122</sup> Le Programme Opérationnel National du Ministère de l'Education, de l'Université et de la Recherche, contient toutes les priorités stratégiques du secteur scolaire, conçues pour les jardins d'enfants et les écoles des cycles I et II de l'éducation dans tout le pays. Il dure sept ans, dans notre cas 2014-2020, et s'intitule « Pour l'école - compétences et environnements d'apprentissage ». Le PON est un outil précieux pour une réelle cohésion sociale. La présence dans les écoles d'un nombre important et croissant d'élèves de nationalité et/ou de langue maternelle non italienne est un fait établi. Ces enfants arrivent à tout moment de l'année scolaire et ont des antécédents différents. Ils vivent souvent avec des familles dans une situation illégale avec des difficultés sociales, ne vont pas à l'école régulièrement et ne parlent pas la langue du pays d'accueil.

Un aspect clé de la répartition des différences éducatives entre les élèves est la possibilité que le PON offre dans le domaine de la cohésion sociale dans les écoles d'enfants et d'étudiants de nationalités étrangères. Le PON aborde le financement de projets visant l'inclusion et l'intégration sociales, pour des initiatives visant à encourager les différences, la promotion du dialogue interculturel, le développement des compétences relationnelles des élèves et la participation des familles aux activités d'échange et de comparaison. L'intégration des élèves étrangers est le résultat d'un effort acharné, dont le but n'est pas seulement la

<sup>121</sup> NDLR- Sur la laïcité italienne un article a été publié pour expliquer son cadre et les exceptions acceptées liées à la spécificité italienne- COSTA Giacomo, « La laïcité à l'italienne », Revue Projet, 2014/5 (N° 342), p. 40-44. DOI : 10.3917/pro.342.0040. URL : <https://www.cairn.info/revue-projet-2014-5-page-40.htm>

<sup>122</sup> Ministère de l'Education, What is the Pon, site Officiel

coexistence d'élèves qui étaient étrangers les uns aux autres, mais la capacité progressive de connaître, de reconnaître et de valoriser les différences de chacun.

Un projet a été conçu par l'Istituto Comprensivo Via Volsinio à Rome, qui a participé à ce programme PON pour rééquilibrer et compenser les situations de désavantage socioéconomique, impliquant des entités locales (autorités publiques et locales, associations, fondations, professionnels) en s'adressant à des groupes d'élèves ayant des difficultés et des besoins spécifiques, avec des activités parascolaires. Il est proposé par l'école hors temps scolaire (après-midi et en période estivale) aux élèves et à leurs familles. Pour mener des actions de renforcement des compétences de base par des méthodes d'apprentissage innovantes, des ateliers sur des problèmes spécifiques<sup>123</sup>, centres sportifs. Un autre exemple est celui de l'Istituto Comprensivo Claudio Abbado à Rome<sup>124</sup>, qui a remporté de nombreux projets du programme PON, ou encore une autre école secondaire Liceo Tito Lucrezio<sup>125</sup>

**Projets Erasmus+ & inclusion** - Les principes d'égalité et d'inclusion font partie des valeurs fondamentales de l'Union européenne et sont inscrits dans les traités de l'UE. Un volet du programme Erasmus finance des projets visant à permettre aux jeunes ayant moins de possibilités de participer aux programmes pour se familiariser avec l'Europe, en découvrant les possibilités qu'elle offre pour leurs choix éducatifs et leur vie future. Le programme souhaite doter les jeunes de connaissances, d'aptitudes à la vie et de compétences enrichissantes. Il encourage les contacts interculturels et le dialogue entre les jeunes. Il renforce le sentiment d'appartenance des jeunes à l'Union européenne. Il incite les jeunes à cultiver des modes de voyage durables et une conscience écologique. Par exemple, les projets sont fondés sur une diversité accueillante, le droit à l'inclusion et la valeur ajoutée de l'intégration scolaire. Un nouveau projet novateur en milieu scolaire a été financé par l'Istituto Superiore Bragaglia ; il s'intitule Talent (Teaching and Learning Acquiring European Network Tools)<sup>126</sup>. Il vise à former spécifiquement le personnel enseignant sur le thème de „ Plus de Dotation”, qui est de plus en plus présent dans les études sur l'inclusion scolaire- soutenir et former les enseignants pour qu'ils participent à des cours de formation, à des conférences et à l'échange de bonnes pratiques et de stratégies d'enseignement à partir d'un ensemble plus large. La perspective culturelle européenne pour soutenir les processus d'enseignement et d'apprentissage vise à améliorer et le bien-être éducatif des étudiants. Le projet Talent vise aussi à uniformiser une procédure de reconnaissance, la diffusion et le mentorat d'initiatives semblables dans d'autres établissements de la province et du territoire. Le but est de diffuser et de mettre en œuvre des connaissances spécifiques pour développer plus d'outils pour soutenir les étudiants doués qui, dotés de talents spéciaux, ont souvent vu cette dotation gaspillée parce qu'elle n'a pas été reconnue et valorisée.

**Diversité sur le territoire : structure générale et questions vulnérables- la répartition du bien-être en Italie** La diversité territoriale est étroitement liée à la répartition de la richesse, car il existe une diversité entre les différentes zones territoriales. Il est important de comprendre le lien étroit entre les revenus, la consommation et la richesse et la façon dont les coûts et les possibilités sont répartis entre les classes sociales et à travers le territoire.

<sup>123</sup> comme le harcèlement- projet "SPORTIVI SÌ... BULLI NO" (Sportifs oui, Harceleurs non)

<sup>124</sup> Istituto Comprensivo Claudio Abbado <https://www.icclaudioabbado.edu.it/pagine/pon>

<sup>125</sup> Liceo Tito Lucrezio <https://www.liceotitolucreziocararo.edu.it/didattica/progetti/progetti-pon>.

<sup>126</sup> Pour plus d'information

[https://www.iisbragaglia.it/index.php?option=com\\_content&view=article&id=3989](https://www.iisbragaglia.it/index.php?option=com_content&view=article&id=3989)

En 2008, la Commission Fitoussi <sup>127</sup> a mesuré la performance économique et le progrès social. Elle a fait valoir que « le temps est venu de passer de la mesure de la production économique à la mesure du bien-être des gens ». Pour mesurer le bien-être matériel, la Commission propose de mesurer conjointement les revenus, la consommation et la richesse, plutôt que la production.

La mesure du bien-être est le résultat d'un processus d'évaluation multidimensionnel, qui n'est plus lié à un seul indicateur, comme dans le cas du PIB par habitant. La qualité de vie dépend des conditions de vie, comme l'état de santé, les possibilités d'accès à l'éducation, de développement d'activités personnelles, de conditions environnementales suffisantes et d'investissement dans le capital social. Comment le bien-être est-il mesuré? Les disparités territoriales ne sont-elles déterminées que par le revenu? Selon le rapport de la Commission Fitoussi, pour estimer le bien-être individuel, ou inversement le degré de pauvreté, l'approche doit être multidimensionnelle. Certaines recommandations importantes sont formulées : considérer conjointement la consommation, le revenu et la richesse; attribuer une valeur au travail non rémunéré<sup>128</sup>, c'est-à-dire le temps consacré à la production des biens du marché, tels que les soins aux personnes ou la préparation des aliments; évaluer la situation familiale, sans négliger ses différences, telles que la santé et l'éducation des membres individuels, sa stabilité et sa structure; considérer la contribution des biens publics (paysage, santé et sécurité de l'environnement); améliorer le capital social, y compris par les relations sociales et l'influence politique; ne pas sous-estimer les perceptions subjectives des composantes individuelles.

La diversité de la qualité de vie au niveau territorial peut être mesurée par plusieurs indicateurs. Parmi eux, l'indice de pauvreté multidimensionnel (IPM), qui tient compte des privations de services de base et des particularités de chaque individu, qui peuvent aller de la privation de biens de base, aux privations liées aux dimensions de la qualité de vie comme un bon état de santé, un emploi qui n'est peut-être pas précaire, ou des aspects plus complexes, comme le niveau de bonheur, le respect de soi ou une certaine tranquillité d'esprit. Cette approche implique un modèle de pauvreté qui cherche à aller au-delà de la définition traditionnelle de la pauvreté fondée uniquement sur les dimensions du revenu. La liste des dimensions possibles de la privation est très longue et peut inclure des aspects comme la qualité des relations familiales, la présence de situations de violence domestique et sociale, diverses formes de marginalisation et d'exclusion, et d'autres aspects qui affectent la qualité de vie et le bien-être subjectif de la famille et de ses membres. L'étude précise qu'elle est limitée aux dimensions observées par les enquêtes réalisées, comparables à d'autres indicateurs disponibles au niveau territorial, qui pourraient être intéressantes pour la conception et la mise en œuvre de politiques efficaces de protection sociale et de prévention sociale visant à corriger les situations dont l'individu n'est pas responsable. La pauvreté est multidimensionnelle - des biens, du temps, des parents, de l'éducation, du travail. Une famille est définie comme pauvre selon un critère multidimensionnel si, dans la combinaison des 6 indicateurs utilisés, au moins 3 indiquent simultanément un état de privation.

---

<sup>127</sup> Stiglitz E., Sen A., Fitoussi J.P. (2010), Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social

<sup>128</sup> NDLR- comme le bénévolat mais aussi le travail domestique (à la maison par les membres de la famille)

**L'index de développement humain<sup>129</sup>**- Un indicateur synthétique, comme l'indice de développement humain (IDH), peut être utilisé pour estimer, au niveau territorial, les conditions qui favorisent l'amélioration du bien-être des individus. L'IDH a été introduit en 1990 dans le premier Rapport sur le développement humain (HDR), par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il a été créé pour souligner que les personnes et leurs capacités, par opposition à la croissance économique seule, devraient être les critères utilisés pour évaluer le développement d'un pays<sup>130</sup>. L'IDH, largement utilisé pour mesurer le degré de développement humain dans différentes nations, est un nombre composite avec des valeurs comprises entre 0 et 1. Une valeur IDH plus élevée indique un degré de développement humain meilleur. Initialement, l'IDH a été calculé comme la moyenne trois indices- la longévité basée sur l'espérance de vie ; l'éducation basée sur le taux d'alphabétisation de la population adulte et le taux de scolarisation des enfants, et le PIB par habitant en Parité de pouvoir d'achat (PPA). Les objectifs de développement durable du Programme 2030 sont optimistes: que personne ne soit laissé pour compte.

**Diversité erritoriale en Italie**- Le rapport BES 2021<sup>131</sup>, publié par Istat, dresse un portrait et une analyse minutieuse de l'état du pays, en mettant l'accent sur le bien-être de ses citoyens. Le bien-être est, ou devrait être, le but ultime des politiques. Les dernières années ont été difficiles: la pandémie de COVID-19, la crise environnementale, les menaces pour la paix en Europe. Le Rapport Bes est né de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009. Il intègre le PIB d'Eurostat et l'Indice de vie meilleure de l'OCDE, mais le projet est plus participatif. Il recueille ses propres indicateurs pur l'Italie. Les données recueillies concernent les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation, le travail, le bien-être économique, les relations sociales, la politique et les institutions, la sécurité, le bien-être subjectif, le paysage et le patrimoine culturel, l'environnement, l'innovation, la recherche et la créativité, et la qualité des services. Le rapport BES permet de mesurer l'évolution du progrès réel, en donnant des réponses concrètes à la question "Comment est la vie en Italie?"

L'analyse a mis en évidence les inégalités, et permis d'identifier les groupes les plus défavorisés. Il ressort clairement des données que le Mezzogiorno (Sud de l'Italie) est défavorisé et que le dualisme Nord-Sud reste une des clés les plus pertinentes pour de nombreuses composantes sélectionnés par le BES<sup>132</sup>. Malgré les différentes dynamiques observées dans le ralentissement économique causé par la COVID-19, dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail et du bien-être économique, les écarts demeurent marqués et sont particulièrement accentués pour l'espérance de vie et le revenu des travailleurs salariés, indicateurs qui et après la pandémie marquent un net recul des niveaux de bien-être pour la généralité des provinces du Sud avec l'élargissement consécutif du fossé avec le Centre-Nord, par exemple pour l'indicateur du bien-être économique. Pour le cas du salaire annuel moyen des salariés, l'indicateur utilisé reflète une structure différente de

<sup>129</sup> rapport "World social report 2021: reconsidering rural development", publié par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (Un Desa), pour le développement rural et les stratégies nécessaires pour combler le fossé entre les communautés rurales et urbaines

<sup>130</sup> Pnud, 1990 et voir l'explication de l'indicateur de développement humain proposé par le site Vie publique- <https://www.vie-publique.fr/fiches/274930-quest-ce-que-lindice-de-developpement-humain-idh-et-autres-indices>

<sup>131</sup> ISTAT, BES Rapport 2021: bien être durable en Italie 2021 Edition, April 21, 2021. P.5

<sup>132</sup> NDLR- l'opposition Nord Sud a fait l'objet de très nombreux ouvrages, en particulier le livre d'Antonio Benenatti, docteur en Sciences humaines de l'Université de René Descartes (Université Paris V), primé par la Commission de Sciences économiques du CNRS : Benenatti, Antonio (1981) « Le développement inégal en Italie », Paris : Economica, 554 p.



l'emploi et des salaires. En 2020, le revenu est 2 fois plus élevé dans le Nord de l'Italie que dans le Sud avec une grande disparité dans les salaires. Le revenu total reçu par les employés masculins est 1,5 fois à celui des employées féminines. La disparité est plus grande que les ratios des années précédentes<sup>133</sup>. La différence entre les régions du pays est frappante : en 2020 ( première année de la crise causée par la COVID-19), le revenu a chuté de près de 6 % à l'échelle nationale, soit davantage pour les femmes (-6,7 %) que pour les hommes (-5,6 %). La baisse a touché toutes les provinces italiennes sans exception, mais était en moyenne plus faible dans le Nord (-5%) et nettement plus grave dans le Sud (-8%) où les niveaux initiaux étaient déjà inférieurs. En Italie, les zones rurales représentent plus de 90 % de la superficie totale et contribuent pour environ 50 % à la richesse nationale.

Le tissu socio-économique des zones rurales a évolué rapidement pour plusieurs raisons. D'abord, les changements rapides dans l'économie internationale se reflètent dans le monde rural (en particulier la mondialisation et les phénomènes migratoires). Ensuite les nouveaux objectifs de l'agriculture ne visent plus seulement la production, mais aussi la protection de l'environnement; le changement climatique et l'importance croissante de la bioénergie. Les services jouent un rôle clé et les politiques doivent s'adapter, en répondant aux besoins primaires des territoires ruraux et en développant leur potentiel, pour une plus grande cohésion socioéconomique entre les zones rurales et urbaines. Le modèle territorial italien se concentre dans un réseau dense de relations entre les centres urbains, ruraux et plus petits, en définissant un espace interdépendant dans lequel les grands centres offrent des services aux citoyens et agissent pour attirer la population. L'accès aux services essentiels tels que l'éducation, la mobilité et les soins de santé est la principale prérogative de la citoyenneté. Les zones rurales moins accessibles ont été abandonné, depuis longtemps et progressivement en faveur des zones urbaines. La crise démographique s'est accompagnée d'une disparition de services publics et à la personne. Ces territoires représentent un capital territorial inutilisé, naturel et humain. Ils sont stratégiques pour la revitalisation et la croissance du système du pays. La stratégie pour les zones intérieures vise à intervenir pour protéger, récupérer et revitaliser le territoire, en surmontant la dichotomie urbain/rural et en rendant accessibles plus de services et donc en améliorant le bien-être de la population

Plusieurs projets Erasmus+ ont abordé la question de la diversité

**Diversité culturelle**, le projet TRAME (TRaces of MEmory - TRaces of MEmories )<sup>134</sup> aborde le thème de la migration et de la diversité culturelle de manière innovante. Il a associé 8 partenaires dans 5 pays différents (Italie, Serbie, Hongrie, Pologne et Turquie). Il s'adresse à des enfants du secondaire. L'un des objectifs du projet est de promouvoir la valeur sociale et éducative du patrimoine culturel et sa contribution à l'inclusion sociale et à la construction de la citoyenneté européenne fondée sur la valeur de la diversité culturelle. Le projet a impliqué des sites archéologiques et des écoles – tracer des chemins d'accès au patrimoine en lien avec la migration. Chaque site raconte l'histoire des peuples, et permet que ces histoires (ces traces), soient projetées dans la réalité contemporaine. L'étude des traces de mémoire laissées dans les sites archéologiques a permis une réflexion plus large sur des thèmes et des valeurs contemporains tels que l'accueil, la reconnaissance de l'autre, et la solidarité. Des valeurs communes en Europe, qui doivent plus que jamais être réaffirmées et promues, auprès des enfants.

<sup>133</sup> en 2019, les mêmes ratios étaient de 2,6 et de 1,4

<sup>134</sup> Projet Traces of Memories - <https://trameproject.eu/>.

**Diversité mentale-** Dans le domaine de la santé mentale, le projet HERO<sup>135</sup> présente la santé mentale comme une composante essentielle de la définition de la santé de l'OMS. Une bonne santé mentale permet aux gens de s'épanouir, de surmonter le stress de la vie quotidienne, de travailler de façon productive et de contribuer à la vie communautaire. HERO est un projet qui part des villes où le sens est toujours relationnel, en constante évolution. La santé mentale ne peut pas être construite en un seul endroit. Pour guérir, il faut intervenir au niveau politico-social, pour éviter de produire une chronicité : la santé réside dans la diversité, dans la construction de nouvelles possibilités, dans le maintien de l'espoir d'un avenir différent. Le projet aborde le concept de logement des personnes en détresse mentale et analyse les droits des personnes en détresse mentale ou handicapées, en analysant leur contenu et leurs changements. Le logement est reconnu comme l'un des éléments de la complexité de la souffrance mentale..

**Diversité de genre-** De nombreux projets font la promotion de l'égalité des sexes, y compris une initiative clé dans l'industrie de la musique, le projet Keychange<sup>136</sup>, qui a reçu un cofinancement dans le cadre du programme Europe créative. Il propose une campagne internationale qui encourage les festivals de musique, les orchestres, les conservatoires, les radiodiffuseurs, les salles de concert, les agents, les maisons de disques et les organismes de musique à s'engager à atteindre un équilibre entre les sexes 50/50.

### 3- Diversité et créativité dans l'Education -en Espagne par Jose Cazares (Neotalentway)

En Espagne, la diversité éducative se réfère à la variété des options et des approches éducatives disponibles pour les étudiants. Elle comprend différents types d'écoles et de programmes, tels que les écoles publiques, les écoles privées, les écoles à charte, les écoles rurales, les écoles d'enseignement spécial, les écoles d'enseignement technique et les écoles d'éducation artistique, entre autres. La diversité éducative fait également référence à l'inclusion des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers dans le système d'éducation ordinaire, ainsi qu'à l'inclusion des élèves ayant des antécédents culturels et linguistiques différents. Le système d'enseignement voit cohabiter public et privé, tous deux réglementés par l'État, mais les établissements privés ne reçoivent pas de financement public. Les écoles à charte sont des écoles publiques qui reçoivent des fonds publics en échange du respect de certaines exigences de l'État.

La créativité dans l'éducation signifie former des gens plus originaux, flexibles, visionnaires, prenant des initiatives, confiants. Elle forme des personnes qui prennent des risques et sont prêtes à surmonter des obstacles qui surgissent dans leur vie, tant à l'école que dans la vie quotidienne. Eduquer à la créativité permet de proposer des outils innovants. Elle peut être développée dans l'éducation, en favorisant les potentialités et en réalisant une meilleure utilisation des ressources individuelles et de groupe; dans le processus d'enseignement-apprentissage. L'atmosphère créative encourage la réflexion et l'efficacité en classe.

Le concept d'éducation créative repose sur l'hypothèse que la créativité est liée à tous les domaines de l'activité humaine. Il est le produit d'un développement social-historique spécifique. Ce concept de créativité se définirait de la manière suivante: un potentiel humain intégrant des composantes cognitives, affectives, intellectuelles et volitives (relatif à la

<sup>135</sup> Projet HERO - [https://www.stopopg.it/system/files/2017\\_07\\_HERO%20eBook%20it.pdf](https://www.stopopg.it/system/files/2017_07_HERO%20eBook%20it.pdf)

<sup>136</sup> Projet Keychange-<https://www.keychange.eu/>.

volonté, à l'éducation). Ces composants, avec une atmosphère créative, génèrent une grande valeur sociale et de communication. Ils peuvent transcender le contexte historique et social dans lequel ils vivent. Ce concept intégrationniste propose une interrelation dialectique des dimensions de base avec lesquelles la créativité a souvent été définie unilatéralement (personne, processus, produit et médium).

La créativité dans l'éducation fait référence à la capacité de penser de manière nouvelle et innovante pour résoudre des problèmes et créer de nouvelles idées. La créativité est une compétence clé pour réussir dans le monde du travail actuel. Elle est un élément essentiel pour l'apprentissage et le développement personnel. Les espaces créatifs se sont développés. Ils ont mobilisé imagination et efforts pour transformer des centres éducatifs en des espaces créatifs pour construire des environnements d'apprentissage idéaux - dans les salles de classe et d'autres espaces dans les écoles. Des espaces ont été transformés en salles de classe polyvalentes pour stimuler la pensée des élèves et pour qu'ils trouvent ce dont ils ont besoin pour laisser libre cours à leur imagination et à leurs talents créatifs. Les enfants peuvent développer leur pensée créative. La polyvalence est évidente dans ces salles de classe, dans divers domaines, y compris l'idéation, la création, la conception, la fabrication, l'échange d'idées et plus. Les enfants peuvent manipuler des matériaux qui servent à développer leurs sens. Ils peuvent utiliser ces espaces pour dessiner, créer et laisser libre cours à leur imagination et à leur créativité, et ils apprennent en faisant.

L'éducation en Espagne est confrontée à plusieurs défis :

- 1- De faibles performances académiques par rapport aux autres pays de l'UE.
- 2- -Inégalités éducatives entre les différents groupes socioéconomiques et entre les régions du pays
- 3- Manque de ressources dans de nombreuses pour fournir une éducation de qualité, y compris des salles de classe surpeuplées, un manque de matériel pédagogique et une pénurie d'enseignants.
- 4- Manque d'investissement dans l'éducation qui a diminué par rapport aux autres pays de l'UE.
- 5- Stéréotypes et discriminations concernant l'inclusion de personnes handicapées, de minorités ethniques et culturelles.
- 6- Difficulté d'adaptation à un monde en mutation et à préparer les étudiants à faire face aux défis du monde d'aujourd'hui

La créativité doit mettre l'accent sur la pensée critique, la résolution de problèmes et la collaboration. Elle est favorisée en donnant aux élèves la liberté d'explorer et d'expérimenter, et en leur offrant des occasions de développer leurs compétences et leurs talents. L'éducation artistique et l'éducation technologique sont considérées comme des domaines importants pour le développement de la créativité, car elles offrent aux étudiants la possibilité de s'exprimer et de créer librement.

Il n'y a pas de cours spécifique dans le système éducatif espagnol pour le renforcer, mais il est promu par l'éducation artistique, l'éducation technologique et l'éducation aux valeurs. Des programmes et des ateliers sont proposés par des institutions et des organisations privées pour encourager la créativité chez les enfants et les adultes. L'éducation créative désigne une approche éducative qui encourage la pensée créative, la collaboration et la résolution de problèmes en classe. Cette approche est de plus en plus développée dans les écoles et promue par des programmes éducatifs et des politiques gouvernementales. L'objectif est de développer les aptitudes et les compétences des étudiants afin qu'ils

puissent faire face aux défis du monde d'aujourd'hui et être en mesure de penser de manière critique et créative.

Il y a plusieurs façons de favoriser la créativité dans les écoles et les universités, dont :

1. Offrir un environnement d'apprentissage collaboratif : favoriser un environnement dans lequel les élèves travaillent ensemble pour résoudre des problèmes et développer de nouvelles idées.
2. Offrir une variété de projets et d'activités : donner aux étudiants la possibilité de travailler sur des projets et des activités interdisciplinaires en dehors de la salle de classe, tels que des concours
3. Encourager la curiosité : encourager les élèves à poser des questions et à faire des recherches par eux-mêmes pour développer une pensée critique et créative.
4. Apprendre aux élèves à être résilients : aider les élèves à apprendre à faire face à l'échec et à y voir une occasion d'apprendre et de grandir.
5. Offrir des occasions d'expression : encourager l'expression artistique et créative par la musique, le théâtre, la littérature et les arts visuels.
6. Offrir une formation interdisciplinaire : offrir une formation interdisciplinaire qui combine différents domaines de connaissances pour développer une perspective plus large et plus créative.
7. Former les enseignants : former les enseignants afin qu'ils puissent adopter une approche éducative qui favorise la créativité et la pensée critique.

L'éducation à la créativité implique un amour du changement. Il est nécessaire de favoriser, à travers une atmosphère de liberté psychologique et d'humanisme profond, la créativité des étudiants pour participer, avoir le sentiment d'être capable de faire face et de répondre à la nouveauté. En outre, il est nécessaire d'apprendre aux élèves de ne pas craindre le changement qui peut être une source de plaisir. Une éducation créative est une éducation au développement et à la réalisation de soi. L'apprentissage de nouvelles compétences et stratégies de travail est précieux, mais aussi le désapprentissage d'attitudes qui, à certains moments, sont autant de verrous psychologiques pour être créatifs ou pour permettre aux autres d'être créatifs.

Voici quelques exemples de bonnes pratiques sélectionnées pour développer une approche créative dans l'éducation

1. Utiliser les médias sociaux et d'autres canaux en ligne pour étendre la portée du projet et atteindre un public plus large.
2. Établir des partenariats avec des organisations et des groupes ayant des intérêts similaires afin d'élargir l'impact et la participation.
3. Faire participer la collectivité à la planification et à la mise en œuvre du projet afin d'accroître l'engagement et l'appropriation.
4. Effectuer un suivi et une évaluation réguliers du projet pour en mesurer l'impact et apporter des améliorations.
5. Créer du matériel éducatif et de sensibilisation spécifique pour chaque sujet abordé : santé mentale, diversité des genres et diversité interculturelle et religieuse.

**Santé mentale** - Les opinions des jeunes sur la santé mentale peuvent varier considérablement selon leur culture, leur contexte social et leurs expériences personnelles. La sensibilisation et l'ouverture à la santé mentale ont permis de diminuer la stigmatisation

associée à la demande d'aide et de traitement. Certains jeunes pensent que la santé mentale est une question importante et pertinente ; d'autres peuvent penser qu'elle ne les touche pas directement ou qu'elle n'est pas une priorité dans leur vie ; enfin un dernier groupe se sent mal à l'aise de parler de problèmes de santé mentale en raison de la stigmatisation qui lui est associée. Les jeunes s'intéressent de plus en plus aux questions de santé mentale et de bien-être émotionnel et cherchent des façons d'en prendre soin et de soutenir leurs amis et leurs proches qui peuvent avoir des problèmes mentaux. Ils recherchent des façons novatrices et créatives de parler de santé mentale, notamment au moyen de vidéos, de musique et d'autres formes d'expression artistique.

**Diversité de genre** - la question est devenue de plus en plus importante chez les jeunes du monde entier qui sont plus informés et plus conscients de la diversité des identités de genre et de l'importance de l'inclusion et de l'égalité. Les jeunes sont de plus en plus ouverts à la diversité des genres et sont plus à l'aise de discuter de questions liées à l'orientation sexuelle. De nombreux jeunes sont des alliés et des défenseurs des droits des LGBTQ+. D'autres peuvent avoir des préjugés ou des croyances négatives au sujet de la diversité des genres et de la communauté LGBTQ+. Il est donc important de continuer à éduquer et à sensibiliser les jeunes à la diversité et au respect de toutes les personnes, peu importe leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Si les jeunes sont plus ouverts à la diversité de genre, beaucoup reste à faire pour parvenir à une société vraiment inclusive et équitable pour tous..

**Diversité culturelle**- Les jeunes y sont de plus en plus exposés avec la mondialisation, les réseaux sociaux et la mobilité internationale. De nombreux jeunes s'intéressent davantage aux différentes cultures et traditions, et font preuve de plus de compréhension et de respect aux différences culturelles. Ils ont une attitude positive et sont ouverts à l'interaction et à l'apprentissage auprès de personnes d'origines culturelles différentes. Ils sont également conscients des défis et des obstacles auxquels font face les personnes appartenant à des groupes culturels minoritaires, et souhaitent lutter contre la discrimination et le racisme. Les jeunes qui ont des attitudes négatives envers la diversité culturelle par un manque de compréhension ou d'une exposition limitée à différentes cultures, doivent y être sensibilisés et à l'importance du respect et de l'inclusion de tous, peu importe l'origine culturelle. Beaucoup reste à faire pour créer une société véritablement inclusive et respectueuse de toutes les cultures.

La diversité religieuse est un enjeu important pour de nombreux jeunes dans le monde. Ils sont exposés à une grande variété de croyances religieuses par l'éducation, la famille et l'interaction avec des personnes de différentes origines religieuses. Les jeunes ont en général une attitude positive et sont ouverts à interagir et à apprendre de personnes de religions et de croyances différentes. Certains jeunes sont conscients des défis et des obstacles auxquels sont confrontées les personnes appartenant à des groupes religieux minoritaires, et s'engagent à lutter contre la discrimination et l'intolérance religieuse ; ils ne sont pas majoritaires. Contrairement à une idée reçue, les jeunes générations ne sont pas plus ouverts que les générations plus âgées à la diversité comme le montrent des campagnes haineuses sur les réseaux sociaux. Beaucoup de jeunes ont des attitudes négatives envers la diversité religieuse par manque de compréhension ou d'une exposition limitée à différentes croyances religieuses. Il faut continuer de les sensibiliser et de leur enseigner la diversité religieuse et à l'importance du respect et de l'inclusion de tous, peu importe leur religion ou leurs croyances.

**Diversité à Grenade – communauté gitane-** Grenade est une ville avec une histoire riche et une grande diversité culturelle. Située dans le sud de l'Espagne, elle a été influencée par une variété de cultures et de religions au cours des siècles, avec un mélange unique de styles architecturaux, traditions et coutumes. Elle abrite un grand nombre d'immigrants et de résidents étrangers d'origines ethniques et culturelles différentes, y compris la communauté arabe et berbère, la communauté latino-américaine, la communauté asiatique et la communauté européenne. En outre, la ville a une présence importante de gitans, qui ont contribué à la richesse culturelle de la ville.

En termes de diversité religieuse, Grenade est une ville avec un grand nombre d'églises, de mosquées, de synagogues et autres lieux de culte. La ville a une présence importante de chrétiens, musulmans et juifs, reflétant sa riche histoire et son patrimoine culturel. Malgré la richesse et la diversité de la ville, il y a aussi des défis et des problèmes en termes d'inclusion et de respect des différences culturelles et religieuses. La discrimination, l'intolérance religieuse et le manque d'accès aux services et aux ressources pour certaines communautés sont des problèmes majeurs. Beaucoup de jeunes souhaitent promouvoir l'inclusion et le respect de la diversité culturelle et religieuse. La ville compte un grand nombre de jeunes étudiants et de militants qui travaillent à promouvoir l'égalité et la diversité. Pour aborder les questions de discrimination et d'intolérance religieuse, des initiatives encouragent le dialogue interculturel et religieux, et promeuvent des politiques et des programmes respectueux des différences culturelles et religieuses. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale permet de combattre la discrimination et l'intolérance.

La discrimination à l'égard de la communauté tzigane est un problème qui s'est manifesté dans diverses parties de l'Espagne, y compris à Grenade. La culture tzigane fait partie de la société espagnole depuis de nombreux siècles, mais il existe encore des préjugés et des stéréotypes négatifs sur cette communauté. La communauté tzigane doit faire face à une discrimination en termes d'identité culturelle et de perception publique de sa culture. Elle a été victime de discrimination et d'exclusion. Parmi les problèmes rencontrés par la communauté tzigane de Grenade figurent :

1. Un accès limité à l'éducation : inégalités d'accès à l'éducation, ce qui peut limiter ses possibilités d'emploi et d'accès à d'autres services.
2. des inégalités économiques : des inégalités en matière d'accès à l'emploi et à d'autres possibilités économiques.
3. Une exclusion sociale avec une marginalisation de la société
4. Le logement : problèmes d'accès au logement qui limite sa capacité de vivre dans des conditions adéquates.

Pour résoudre ces problèmes, il est important de favoriser le respect et la compréhension de la culture tzigane pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés négatifs. Des politiques et des programmes traitent des inégalités d'accès à l'éducation, à l'emploi et à d'autres services pour la communauté tzigane. Il est aussi nécessaire de donner une voix à la communauté tzigane, y compris les jeunes, pour comprendre leurs besoins et leurs préoccupations et travailler ensemble pour résoudre ces problèmes. Il faut s'attaquer à ces problèmes en travaillant sur des politiques publiques et des programmes qui traitent des inégalités et promeuvent l'inclusion et le respect de la communauté tzigane. Il est également essentiel d'écouter et de donner une voix à la communauté tzigane, y compris auprès des jeunes, afin de comprendre leurs besoins et leurs préoccupations et de travailler ensemble pour avancer ensemble.

## IV Recommendations

Le projet Think Diverse, en deux ans, a été chahuté par une géopolitique tumultueuse. Tout d'abord, l'appel à propositions a été publié par la Commission européenne en septembre 2020 après huit mois de pandémie (COVID) qui a causé une grande anxiété en Europe, l'Italie étant le premier pays et le plus touché. Tous les pays de l'UE ont souffert pour des raisons humaines, sociales et économiques. Une nouvelle grande tourmente a commencé au début de 2022 avec le retour de la guerre sur le sol européen, l'Ukraine étant attaquée par la Russie le 24 février. Il est d'autant plus nécessaire de se préparer à un bouleversement majeur pour les années à venir en Europe et dans le monde. Dans un premier point, nous rappellerons les principaux jalons du « Think Diverse » - de la conception des ensembles créatifs à la rédaction du manuel. Dans un deuxième temps, nous proposerons quelques points clés pour l'avenir du Think Diverse au niveau national et européen. Dans un dernier point, nous soulignerons l'importance de notre travail pour faire face à des temps troubles et troublés en Europe et dans le monde.



(c) iriv, street art à Valence (Espagne) par un artiste inconnu, Février 2023

## 1. De la créativité à la diversité-& des recommandations nationales

La première étape du Think Diverse a consisté à concevoir une série d'ensembles créatifs par les partenaires artistiques en étroite collaboration avec les experts spécialisés dans l'apprentissage tout au long de la vie. Il s'agissait d'un premier défi, car la mentalité ou l'approche pédagogique peut différer – la créativité était une condition *sine qua non* du *Think Diverse* ! avec un engagement – servir et défendre la diversité.

Les différents aspects de la diversité à aborder par l'équipe européenne ont été décidés lors de la première réunion transnationale à Rome (septembre 2021) – l'Italie a choisi le genre et l'orientation sexuelle ; l'Espagne la santé mentale ; et la France et la culture et la religion. Sur cette base, ils ont travaillé avec leurs partenaires artistiques pour illustrer de manière créative les 3 thématiques choisies de la diversité.

Le partenaire artistique en Italie est Tevere Art Gallery (TAG), une galerie spécialisée dans les expositions photographiques et autres arts visuels : ils ont organisé une grande exposition collective sur DSG (genre et diversité sexuelle). En plus, Skill Up a fait venir dans l'équipe les artistes de performance Barbara Lalle et Marco Marassi, qui ont conçu deux performances illustrant les stéréotypes sexuels dans les insultes (Performance : « Habillé par vous », où le public est invité à écrire sur le corps de l'artiste la pire insulte jamais reçue) et à essayer de surmonter les stéréotypes liés aux hommes blancs hétérosexuels (Performance : « Se relever et pleurer », où les hommes sont représentés dans un état vulnérable, en pleurant, en portant du maquillage et en se déshabillant). La vidéo en noir et blanc insiste sur une double façon d'aborder la question dans la société – vous appartenez à un « côté » ou à l'autre et vous devez vous comporter en conséquence.

Le partenaire artistique en Espagne, Curva Polar, une école d'audiovisuel, a conçu une vidéo avec ses élèves pour illustrer les idées noires et les sentiments négatifs que les gens peuvent avoir quand ils souffrent de dépression ou de toute maladie mentale ou de fragilité psychologique. Cela peut arriver à n'importe qui. Les photos sont révélatrices et expliquées par des psychologues. C'est très révélateur et d'une manière facile à comprendre ; l'image peut avoir un impact thérapeutique sur les personnes souffrant de maladies mentales et réticentes à les exprimer.

Partenaire artistique en France, la Lirac est une association de d'improvisation théâtrale, pionnière d'une approche née au Canada où les codes du sport (patinage sur glace et match) combiné avec le théâtre d'improvisation crée un support novateur et créatif pour améliorer la liberté d'expression. Cette pédagogie s'est avérée être efficace chez les jeunes (souffrant de timidité ou d'un manque de confiance) ou toute personne souffrant d'une maladie psychologique ou même professionnelle. Il combine l'esprit (jouer sur les mots) et le corps (avec l'exercice physique).

Les trois ensembles créatifs (*creative sets*) étaient donc très significatifs. En complément, un guide expliquant l'approche créative (promue par l'OCDE ou le questionnaire Epstein...) combinée à l'explication de la diversité (base des valeurs européennes et des droits fondamentaux) doit permettre aux professionnels qui travaillent avec les jeunes à accroître leur créativité pour aborder les thématiques liées à la diversité.



Nous souhaitons souligner quelques initiatives lancées en Italie et en France pour encourager la diversité et la créativité.

En Italie, elles se réfèrent à la diversité de genres. Elles peuvent être une source d'inspiration pour une approche plus structurée et globale sur certains aspects de la gestion de la diversité. Le 22 décembre 2022, le ministère italien de l'Éducation a publié un décret qui rend obligatoire un conseil d'orientation dans les lycées. Les enseignants de tous niveaux ont plus que jamais besoin d'éducation et de formation et cherchent des instruments et des outils pour mener des activités d'orientation dans leurs établissements. *Think Diverse !* a un grand potentiel pour l'école et l'enseignement supérieur, pour éduquer les jeunes élèves sur la diversité, le respect et l'inclusion, pour créer des modèles de bonnes pratiques avec les élèves plus âgés, et en général pour enrichir la formation et les compétences de leurs enseignants.

Un autre secteur prometteur pour le Think Diverse concerne l'égalité des sexes dans la science urbaine. Florencia Andreola et Azzurra Muzzonigro, deux architectes italiens, ont créé le projet de recherche « *Sex and the City: vers une planification urbaine genrée* » à Milan en 2020 pour réfléchir à la façon dont les villes dans lesquelles nous vivons et habitons sont conçues en fonction d'un profil d'homme blanc, actif, hétérosexuel, cisgenre. Caroline Criado Perez affirme : « Les hommes (et ce seraient des hommes) qui ont conçu [nos villes] [...] en fonction de leurs besoins. Ils n'ont pas délibérément cherché à exclure les femmes. Ils n'y ont tout simplement pas pensé. Ils n'ont pas pensé à considérer si les besoins des femmes pouvaient être différents. Ce manque de données résulte du fait que les femmes n'ont pas été associées à la planification. » Andreola et Muzzonigro soulignent les nombreuses façons dont la ville de Milan (un cas « vertueux » dans le paysage des villes italiennes) n'est pas équipée pour accueillir les femmes ou les personnes handicapées de la même manière que pour les hommes, que ce soit pour la mobilité et les transports publics, le nombre et l'emplacement des toilettes publiques, la disponibilité réelle des structures de garderies publiques, la sécurité des rues et des lieux publics. Les femmes, les personnes handicapées, les homosexuels, les personnes qui ont leurs règles<sup>137</sup>, les personnes qui s'occupent des enfants et les personnes non autonomes évitent certains espaces publics par crainte d'agression et de violence ou simplement parce qu'elles ne peuvent pas s'y rendre ou y passer du temps, ces lieux ne sont pas équipés pour répondre à leurs besoins physiques.

Une autre initiative italienne récente est l'anthologie « *Parole d'altro genere. Come le scrittrici hanno cambiato il mondo* » (Paroles de l'autre genre - Comment les écrivaines ont changé le monde), publié par BUR Rizzoli en 2023 et organisé par Vera Gheno. Le livre est une collection d'extraits et d'histoires d'écrivaines et d'auteurs occidentaux de toutes les époques, mettant en évidence des talents féminins « centrés sur les hommes » que l'histoire a négligés. La place et la visibilité des femmes dans l'enseignement de l'histoire est clairement problématique : à Milan, seulement 5% des lieux publics ont des noms de femmes, et seulement 2% d'entre eux commémorent des femmes laïques, écrivaines, penseuses, artistes, scientifiques, activistes et politiciennes, comme le soulignent Andreola et Muzzonigro. Les figures historiques masculines représentent 45% de toutes les dénominations de lieux publics dans la ville. Dans les livres d'histoire ou les anthologies de une tendance constante est d'effacer ou de négliger la contribution des femmes à la culture européenne et occidentale, perpétuant la perception que les femmes ne faisaient pas partie

<sup>137</sup> NDLR : il s'agit donc à nouveau des femmes

de l'histoire dans le passé, effaçant leurs réalisations, et entretenant une croyance erronée que très peu de femmes mériteraient d'être connues. L'anthologie de Vera Gheno ouvre la voie à un examen plus inclusif et équitable de notre culture commune. Elle suggère une encyclopédie européenne de la diversité fondée non seulement sur celle de genres, mais aussi culturelle.

En France, la créativité est à l'honneur dans l'enseignement supérieur. A Paris, Sciences Po a ouvert une « Maison des arts » en mars 2023. Cette grande école inaugure une nouvelle chaire consacrée aux arts plastiques.<sup>138</sup> après un centre d'écriture et de rhétorique créé en 2019 et une chaire de cinéma qui donne la parole à la réalisatrice française Claire Denis. La chaire d'arts plastiques est coordonnée par le commissaire d'exposition Jean de Loisy qui proposera des Masters Class de danseur, un anthropologue devenue artiste ou une créatrice belge ou encore le chorégraphe français Benjamin Millepied. L'initiative a été suggérée par la présidente de la Fondation nationale des Sciences politiques Laurence Bertrand-Dorléac, première historienne de l'art à avoir été nommée en 2021 à ce poste prestigieux à Sciences Po (autrefois dévolu à des politologues) après avoir dirigé dès 2009, une chaire d'Histoire de l'art et politique lancée par le philosophe Bruno Latour. Pour le directeur de Sciences Po Paris, Mathias Vicherat « L'art est la nouvelle frontière (...) les échanges entre pratiques artistiques et sciences humaines sont féconds ». Depuis 2012, les étudiants peuvent suivre un double cursus avec l'Ecole du Louvre lié à une pratique artistique. La sélection ne se ferait plus sur le « fort en thème » mais sur le plus curieux. La différence doit se faire pour « doubler l'intelligence artificielle ». Sciences PO réfléchit à une filière « musée » avec le Centre Pompidou au sein d'un Master « affaires culturelles ». Les grandes écoles d'ingénieur sont aussi persuadées que l'art est la manière de développer les « soft skills » de leurs élèves, ce savoir-être auquel sont si sensibles les recruteurs. Plusieurs universités scientifiques se sont lancées dans des « résidences d'artistes ».

Les initiatives nationales mentionnées peuvent constituer un point de départ intéressant pour un nouveau projet, en particulier dans le secteur de l'éducation des adultes, comme la promotion de centres d'apprentissage locaux innovants, comme les villes et les espaces publics inclusifs.

## 2. Recommandations européennes

La deuxième étape du projet Think Diverse a permis de recueillir des commentaires lors de tests nationaux menés dans les trois pays en étroite collaboration entre les partenaires artistiques et les experts en apprentissage tout au long de la vie. Ils ont été une illustration éloquente de l'incompréhension qui peut survenir avec des perspectives différentes et une expérience professionnelle variée. Il est important d'être ouvert à la diversité et aux différences des autres, quelles qu'elles soient. Il s'agit d'un sujet sensible, et nous devons nous entendre sur une base commune pour éviter toute confusion. La créativité est cruciale, mais seulement si elle est liée, dans la perspective du projet Think Diverse, avec la diversité. Ce fut la partie la plus délicate lors des tests auprès des professionnels et des jeunes. Les premiers ont été totalement convaincus par l'approche artistique (car elle est neutre) mais parfois réticents à aborder la question de la diversité car il s'agit d'un sujet sensible (ils avaient peur ou étaient timides ou méfiants). Seule la santé mentale est plus neutre puisque

<sup>138</sup> Roxana Azimi « A Paris, Sciences Po ouvre une Maison des Arts », Le Monde, jeudi 23 février 2023

n'importe qui peut être confronté personnellement ou dans sa famille ou son entourage à de telles maladies. Certaines peuvent être temporaires, d'autres plus graves. La pédagogie et l'information mises en œuvre durant les pandémies ont certainement joué un rôle positif pour promouvoir un esprit plus ouvert. L'OMS, la Commission européenne et l'OCDE ont remporté une bataille dans ce domaine.

La culture et la religion sont des sujets délicats car certains clichés et stéréotypes sont encore vivaces et l'actualité récente a souligné certains problèmes liés à l'instrumentalisation de la religion. Que ce soient les attaques terroristes utilisant à mauvais escient des raisons religieuses (islamisme) ou des crimes majeurs commis par des religieux avec les nombreux scandales sexuels qui ont éclaté dans l'Eglise catholique. Dénoncés depuis 2003 à Boston (Etats Unis)<sup>139</sup>, puis en Europe ces dix dernières années. En 2021, en France, la commission Sauvé a fait le bilan de 70 ans d'abus commis dans l'Eglise catholique (1950-2020)<sup>140</sup>. Les clichés et stéréotypes antisémites ont augmenté ces dix dernières années; en particulier avec les théories conspirationnistes qui ont explosé depuis 2015 avec la crise migratoire en Europe, puis le Brexit et les élections américaines en 2016. Lors de la pandémie de COVID en 2020, d'anciens discours haineux sont réapparus comme les « légendes de sang » selon lesquelles des membres de la communauté juive tueraient des enfants chrétiens ou empoisonneraient des puits ; elles ont été transformées en empoisonnement avec le vaccin anti-Covid. En temps de guerre en Ukraine, la propagande de la Russie et de ses alliés reprend la plus ancienne théorie du complot, celle des « Sages de Sion », la présentant comme une histoire vraie alors qu'il s'agissait d'une manipulation ourdie par les services tsaristes russes, en temps de pogroms en Russie (XIX<sup>ème</sup> siècle). Les jeunes ne sont pas suffisamment informés sur ces sujets et répètent parfois comme des perroquets (psittacisme) des informations trouvées sur Internet. Ils deviennent sans le savoir des « propagandistes de haine » en les répétant.

Le genre et l'orientation sexuelle semblent être la question la plus personnelle et la plus délicate de la diversité. Certains professionnels sont parfois réticents à l'aborder mais encore plus les jeunes. A notre grande surprise, nous avons découvert que dans la jeune génération des idées traditionnelles et même réactionnaires étaient souvent répandues. De nombreuses études ont aussi documenté que le harcèlement à l'école commence en classe et continue sur les réseaux sociaux par des jeunes qui prennent pour cibles d'autres jeunes, parce qu'ils sont homosexuels ou incertains sur leur orientation sexuelle. En outre, les jeunes qui semblent si bégueules sur le thème de la sexualité et de l'orientation sexuelle sont exposés à une violence beaucoup plus grande en visionnant des vidéos pornographiques qu'ils peuvent facilement télécharger (de plus en plus jeunes). Il a été démontré par des psychologues et des psychiatres que le visionnage très tôt de ces vidéos pornographiques avait une incidence très néfaste sur les jeunes dont certains peuvent répéter des comportements violents et sexistes, en particulier contre les jeunes filles ou les adolescentes. Il s'agit d'une menace extrême qui peut conduire au féminicide ou au suicide de jeunes filles ou d'adolescents. Certaines ont même pu être manipulées et facilement convaincues de rejoindre des réseaux de prostitution, présentée comme un moyen facile de gagner de l'argent. L'impact sur la santé mentale des jeunes est donc assez évident.

<sup>139</sup> En particulier grâce au travail d'investigation des journalistes du Boston Globe.

<sup>140</sup> Rapport de la Commission accessible sur <https://www.ciase.fr/rapport-final/>

En conséquence, l'éducation à la créativité et à la diversité est un sujet essentiel qui devraient faire l'objet de toutes les attentions à l'école de la part des ministres nationaux de l'éducation mais aussi en dehors de l'école, grâce à des associations défendant la diversité. Les familles doivent être étroitement associées pour créer un continuum positif (écosystème) entre la maison, l'école et la société. Les jeunes doivent avoir le « même son de cloche » sans dissonance ni injonctions contradictoires.

### 3- perspectives internationales du Think Diverse en temps troublés

Le respect de la diversité est l'indicateur le plus décisif pour évaluer le niveau de démocratie d'une société. Plus elle est promue et défendue, plus les valeurs démocratiques sont respectées. Les régimes les plus autoritaires ou les gouvernements illibéraux ou « démocraties » sont réfractaires à la différence. Ils veulent façonner une société uniforme et homogène, avec des personnes semblables qui adhèrent à un modèle unique qu'on ne peut pas remettre en question. Toute critique est considérée comme une attaque qui mettrait en péril les directives imposées par un pouvoir confisqué par « quelques privilégiés » agissant en toute opacité.

Une société démocratique, au contraire, doit faire entendre la voix de tous, par le pluralisme politique et médiatique, des élections libres et la liberté d'expression, des institutions transparentes qui respectent les droits de toutes les composantes de la société, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Le processus démocratique est plus exigeant et demande plus d'efforts, avec des questionnements, des débats qui peuvent parfois ralentir le processus décisionnel mais qui enrichissent la réflexion et éclairent les citoyens. *Vox Populi vox dei.*

L'information est une arme. Lorsqu'elle tombe entre de mauvaises mains, elle peut causer des dommages aussi graves que les armes traditionnelles. Nous pouvons être formés au maniement des armes (pour les professionnels impliqués dans le domaine de la sécurité), mais pas toujours équipés pour faire face à la cyberguerre – la diffusion de fausses nouvelles par les gouvernements autoritaires. Le prix Nobel de la paix a été attribué à deux journalistes en 2021- Dmitri Muratov, rédacteur en chef de *Novaya Gazeta* en Russie, et Maria Ressa, cofondatrice et rédactrice en chef de *Rappler* aux Philippines. Ils étaient ouvertement opposés à des régimes autoritaires (en Russie et aux Philippines).

Le projet Think Diverse a été conçu pour équiper des professionnels pour qu'ils puissent avoir des informations pertinentes sur la diversité afin de lutter contre la désinformation et ainsi améliorer la démocratie. La créativité est certainement une approche pédagogique significative pour améliorer une approche « intelligente » et équitable en Europe.

Nous savons que des partis conservateurs dans des pays comme la Pologne ou la Hongrie n'ont pas respecté la diversité – le genre et l'orientation sexuelle mais aussi la culture et la religion avec des discours haineux rappelant des temps sombres de l'histoire européenne.

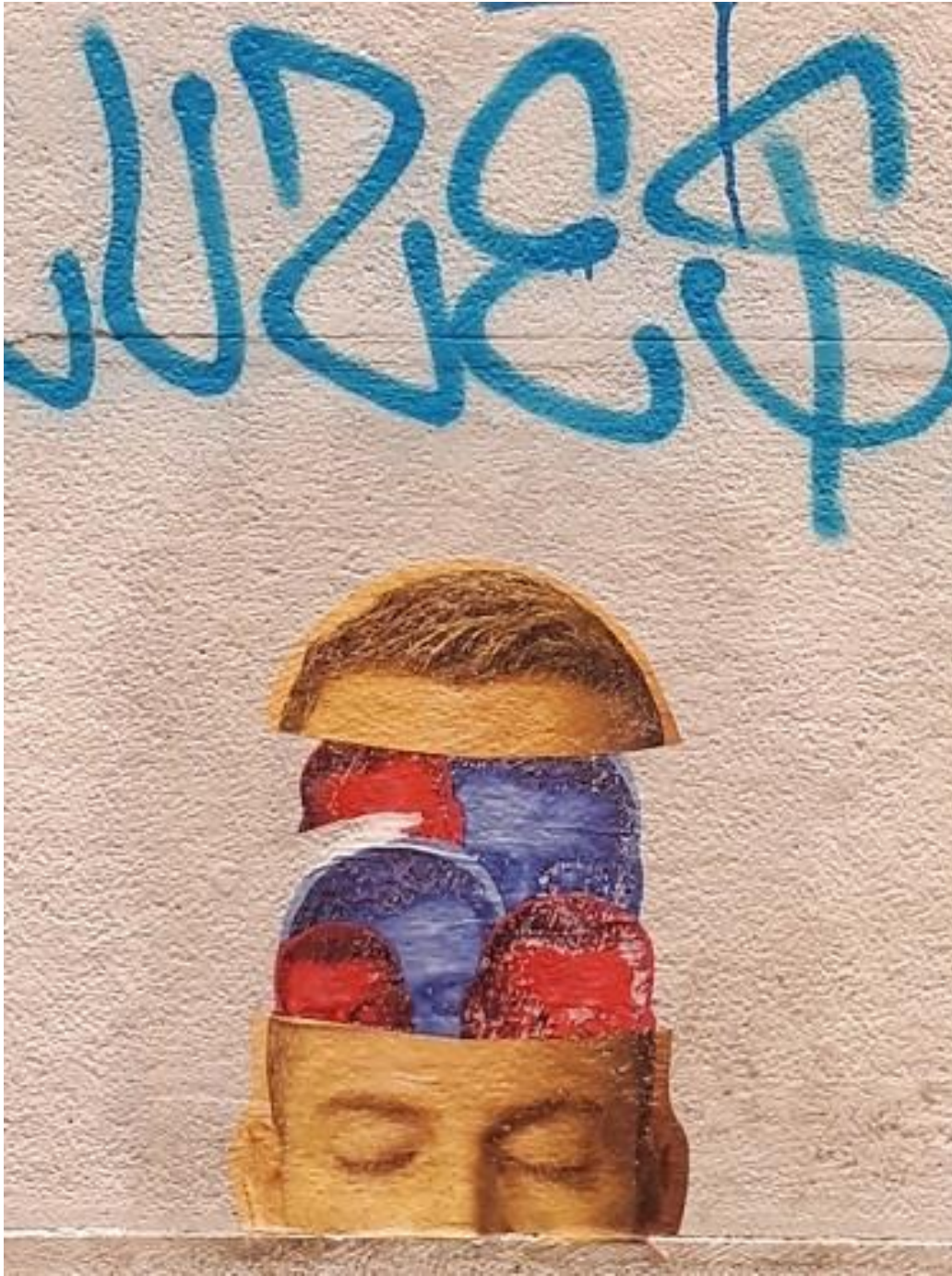
Nous connaissons aussi la menace de la propagande de régimes autoritaires comme la Russie mais aussi la Turquie ou la Chine. Étonnamment, certains partis extrémistes ou courants conservateurs en Europe défendent le « droit de la Russie » d'être protégée contre la « menace » de l'OTAN et préconisent une « approche pacifique » impliquant que l'Ukraine

soit « manipulée » par les États-Unis d'Amérique. Les « attaqués » (Ukraine) et les « agresseurs » (Russie) sont mis sur un même pied d'égalité. La propagande est une menace majeure pour l'Europe.

Heureusement, la Commission européenne a défendu fermement l'Ukraine, son courageux président et sa population depuis le début du conflit, en étroite collaboration avec nos alliés américains, mais aussi tous les pays démocratiques partageant les mêmes valeurs fondées sur l'égalité des chances et l'universalisme, quel que soit le sexe, le milieu social ou éducatif, la culture ou la religion.

« Unis dans la diversité » est encore plus significatif en temps de guerre en Europe qui pourrait facilement devenir un conflit mondial.

# Conclusion



(c) iriv, street art à Valence (Espagne) par un artiste inconnu, Février 2023

Une devise était très populaire chez les « coachs » du bonheur ou du bien-être « *Think pink* » (voir la vie en rose). L'idée est d'adopter un état d'esprit positif et optimiste pour affronter les problèmes de la vie en chaussant des lunettes roses. L'optimisme est plus exigeant car il doit être construit et amélioré quotidiennement avec des idées et des pensées pertinentes et convaincantes. La diversité est une notion sensible. Elle peut être à la fois une chance et une menace.

À un niveau micro-économique (individuel), elle n'est pas naturelle pour tous les êtres humains, car la différence peut être menaçante pour de nombreuses personnes qui sont peu sûres d'elles ou anxieuses dans leur vie quotidienne. Elles ressentent confusément une peur irrationnelle. On peut avoir des raisons d'être anxieux sur son avenir (précarité économique ou sociale, vulnérabilité, etc.), mais il n'y a pas de « bonne » raison d'être violent ou de tenir des propos haineux contre des personnes différentes.

A un niveau méso-économique, de nombreuses organisations ont décidé de proposer un « *Gentleman's agreement* » pour respecter la diversité en promouvant une « Charte de la diversité » (lancée pour la première fois en France en 2004) avec des engagements et des objectifs concrets à atteindre - ouvrir le recrutement à tous les profils de salariés/employés ; améliorer les compétences de leur personnel toute leur vie professionnelle quelle que soit leur position dans l'organisation ; valoriser les compétences de l'organisation jusqu'à la retraite . Cela fait partie de la démocratie et de la responsabilité sociale des organisations.

A un niveau macro-économique, tous les pays européens sont engagés par les deux directives adoptées en 2000 par le Conseil européen et le Parlement européen qui ont jeté les bases d'un cadre original et exigeant de lutte contre les discriminations . D'abord lié au genre, il a ensuite abordé l'origine ethnique ou l'appartenance à une culture ou à une religion, puis toute autre forme de discrimination.... Ce cadre européen a été transposé dans toutes les législations nationales des pays de l'UE (la date butoir était 2008). Il a été enrichi dans chaque pays, par exemple la France a le plus grand nombre de critères de discrimination (y compris l'adresse d'habitation).

Le respect de la diversité est une caractéristique essentielle de l'Union européenne depuis sa création en 1957. La construction européenne a été élaborée après la Seconde Guerre mondiale après que les valeurs européennes ont été plus que menacées, niées et ouvertement bafouées avec le pire crime contre l'humanité jamais commis (la Shoah). La construction européenne est donc à la fois un projet de pardon (les pays de l'UE ont dû se faire pardonner de ce qu'ils avaient fait) et de réconciliation entre les pays de l'UE (en particulier les conflits récurrents entre la France et l'Allemagne) pour éviter de répéter une défaite morale collective et réparer les dommages causés à tant d'Européens.

Le projet « Think Diverse » a été soumis à rude épreuve, car il a été lancé dans une période troublée (après un an de COVID-19) et s'est terminé après un an de guerre en Ukraine. Le contexte social, économique et politique a beaucoup changé avec une inquiétude qui a grandi chez de nombreux Européens. Les résultats des élections politiques en Italie ou en France (en 2022) reflètent la mentalité de nombreux Européens qui se sont divisés sur la politique européenne par exemple en Ukraine. L'attitude critiquable de certains gouvernements qui ne respectent pas les valeurs européennes, par exemple en menant des politiques xénophobes ou homophobes (Hongrie et Pologne)

sont autant de signaux négatifs et des raisons encore plus convaincantes pour défendre la diversité, les droits fondamentaux et les valeurs exprimées depuis les débuts de l'Union Européenne.

En 2023, la guerre est de retour en Europe. Ce n'est plus une menace mais une réalité. Les signaux provenant de pays autoritaires sont de plus en plus menaçants. L'Union européenne est une terre de liberté, d'égalité des chances, de respect et de défense de la diversité ; les 27 pays de l'UE ont des cultures, des langues, des histoires diverses... Nous ne sommes pas seuls, nous pouvons compter sur nos alliés dans le monde démocratique libre (États-Unis d'Amérique, Canada, Australie, .... )

Nous devons être créatifs pour convaincre le reste du monde. Nous ne devrions pas donner l'image négative d'une « forteresse », d'une « communauté fermée sur elle-même qui défend les intérêts de ses seuls membres », qui promeut seulement « ses » valeurs et qui fasse fi des valeurs des autres. Leopold Sédar Senghor, premier président du Sénégal et grand intellectuel (poète et écrivain), a été avec Aimé Césaire, homme politique et intellectuel français, le fondateur de l'idée de « négritude » - lutter contre le racisme en reprenant à leur compte et en le magnifiant le terme négatif de « Nègre ». Ils ont créé ensemble la Francophonie. Senghor a défendu l'idée que l'universalisme n'était pas une « notion occidentale » - cela vaut aussi pour la démocratie et la diversité.

Être créatif et penser différemment est certainement la meilleure façon de construire un avenir durable pour l'Europe et l'Union européenne. Ne soyons pas pessimistes, car les Européens ont déjà surmonté « avec panache » d'autres grandes crises dans leur histoire. Pour terminer notre manuel, en nous référant à nouveau à l'attitude « *Think pink* » mentionnée en ouverture de cette conclusion, nous aimerions citer une grande optimiste venant d'outre Atlantique avec des mots simples qui évoquent une autre cause à défendre :

*"If you don't have the rain, you don't get the rainbow".*  
(Sans la pluie, vous n'aurez jamais d'arc en ciel »

(Dolly Parton, chanteuse de musique country, Etats-Unis).



## Auteurs

**Bénédicte HALBA**, docteure en économie (Université Paris I Panthéon Sorbonne, 1996), est la présidente fondatrice de l'Institut de recherche et d'information sur le volontariat (iriv), directrice d'iriv Conseil depuis 2000. Elle a travaillé pour le ministère de la Jeunesse et des Sports (1991-1994) comme coordinatrice d'une étude sur l'impact économique du sport dans 12 pays européens. Elle a été experte pour le Conseil de l'Europe lors des ateliers "Impact économique du sport" et "Volontariat" (1992-1994). En 1997, elle a créé iriv pour améliorer les connaissances et la pratique dans le secteur sans but lucratif. Elle réalise les études, les programmes de formation et l'édition de toutes les publications de l'iriv. Elle a été chargée de cours à l'Université depuis 2000 en Europe (France, Autriche, Royaume-Uni). Elle a été administratrice d'associations françaises (2007-2014) et d'interventions pour des Institutions publiques et privées (1992-2023). Elle est membre de comités scientifiques - Fondation suisse ECAP depuis 2015 ; organisme régional des experts comptables d'Ile de France depuis 2017. Elle a écrit plusieurs livres et de nombreux articles sur le Bénévolat, la Migration, l'Economie du sport ou l'Education et la formation; publications disponibles sur <https://www.iriv-publications.net>. Elle a animé un club mensuel à la Cité des Métiers (2012-2022) et des actions en Essonne auprès des jeunes (2013-2021) sur <https://www.club-iriv.net/>

**Antonia Castellani** Diplômée en littérature ancienne (Université de Chieti « G.D'Annunzio » - IT, 1991), Bachelor en Histoire de l'art grec et romain (Université de Rome « La Sapienza » - IT, 1997), MA Museology (Université d'East Anglia-UK, 1998). PDG de Dedalo Srl (2000 à 2006, Formation à l'AP sur le patrimoine culturel, sur les musées et les expositions), consultant pour plusieurs entreprises de formation de 2006 à 2016, PDG de Skill Up Srl depuis 2016, Antonia est consultante, formatrice et gestionnaire de programme avec 20 ans d'expérience dans la planification et la gestion de projets européens et de projets de formation. Elle est gestionnaire et chercheuse sur de nombreux projets Erasmus+. Elle a également 20 ans d'expérience comme formatrice sur les compétences générales, telles que : Compétences relationnelles, Compétences organisationnelles, Résolution de problèmes, Gestion du temps, Gestion de projet, Team Building, Travail d'équipe, Compétences de communication, Leadership et Suiveur, qu'elle a réalisé en permanence auprès d'un public composé de dirigeants/employés d'entreprise, de chômeurs et de travailleurs licenciés. Antonia possède une expertise sur les projets dédiés à la mixité / diversité sexuelle et sur la mise en œuvre de nouvelles méthodes et outils de formation basés sur l'intelligence émotionnelle et le développement de méta-compétences adultes..

**José Casares Moreno**, chercheur junior de projet Erasmus+. Diplômé en administration des affaires et droit, Université de Grenade (Espagne). José Casares travaille actuellement chez Neotalentway, un consultant en Education et développement de projets européens Erasmus+. Il a étudié la philosophie à l'Université ecclésiastique de San Damaso à Madrid (2019-2021), particulièrement intéressé par la pensée philosophique sur la personne, l'anthropologie, la sociologie, l'éthique, la psychologie, la phénoménologie des religions et l'éducation. Il est diplômé en administration des affaires + droit à l'Université de Grenade (2014-2019) avec une spécialisation dans le domaine de l'entrepreneuriat, la gestion stratégique et la création d'entreprises. Actuellement, il collabore à différents projets éducatifs Erasmus+ sur la créativité, la diversité et le développement de nouvelles méthodes éducatives basées sur les nouvelles technologies

## Equipes nationales

L'objectif de cette annexe est d'insister sur la diversité de l'équipe européenne

- 1- différents pays (Italie, Espagne et France)
- 2- des compétences différentes (experts de l'apprentissage tout au long de la vie + partenaires artistiques).



est le nouveau nom créé en 2013 du consortium Eurobic Abruzzo e Molise, né en 1991 comme Business Innovation Center appartenant au réseau européen B.I.C. Network, promu par la Direction Générale des Politiques Régionales de la Commission Européenne pour développer de nouvelles initiatives entrepreneuriales sur des territoires pour contribuer à leur développement économique et social (ici la région des Abruzzes) en apportant un conseil technique et un soutien financier à des acteurs clés intervenant localement dans la gestion, les technologies, l'économie et l'éducation..



est une société de conseil et de formation, basée à Rome, dont les activités visent à améliorer les ressources humaines, par le développement de méthodes, d'outils et d'approches de formation innovants. Skill Up planifie et organise des activités de formation sur le développement des compétences générales en fonction de la croissance personnelle et professionnelle des participants.



Tevere Art Gallery est née en 2014 de l'union d'un imprimeur de renommée internationale, d'un musicien et d'un chef de projet. Depuis 2014 TAG a produit et réalisé environ 70 expositions photographiques et d'art, environ 150 concerts, deux prix internationaux de photographie, édité vingt catalogues d'art et une vente aux enchères de photographie. Depuis 5 ans, le TAG représente ses artistes et photographes à l'événement photographique le plus important d'Europe : "Rencontres d'Arles". (Rencontres à Arles)



l'Institut de recherche et d'information sur le volontariat est une institution privée gratuite, à but non lucratif, dans le but d'améliorer les connaissances et la pratique dans le secteur à but non lucratif sur l'apprentissage tout au long de la vie. Axée sur le bénévolat entre 1997 et 2003, elle enrichit son champ de recherche depuis 2003 avec la migration et depuis 2013 avec Diversité. Iriv Conseil et sa directrice dr Bénédicte Halba ont participé à 60 projets au niveau national et européen. Depuis 2004, iriv publie une revue électronique, les rives de l'iriv ([www.benevolat.net](http://www.benevolat.net)) sur l'apprentissage tout au long de la vie et, depuis 2016, un bulletin consacré à la diversité (depuis 2018). Elle a construit des réseaux pertinents en France et en Europe (projets européens et conférences européennes)..



est une association spécialisée dans le théâtre d'improvisation, créée dans le Val d'Oise (Ile de France) en 2003, qui forme les jeunes et les adultes à une approche innovante de la comédie stand-up, du théâtre et du sport (théâtre sportif en anglais).



est un service de conseil en éducation et formation qui se concentre sur le développement des compétences, la gestion des talents, la numérisation et l'entrepreneuriat. C'est une entreprise axée sur l'augmentation de la qualité dans tous les processus pour un maximum de développement personnel et professionnel.



est une école et société de production audiovisuelle créée en 2003. À partir de 2009, elle a commencé à enseigner des cours de niveau supérieur en production et son. Pendant toutes ces années, ses équipes ont collaboré à la fois avec l'école et la société de production pour développer une carrière professionnelle indépendamment de l'enseignement.

## Illustrations - vidéos et podcasts

**Creative sets** – ils sont accessibles sur le site du projet -  
<https://thinkdiverse.eu/creative-toolkit/>



### supports français –

1- Courts métrages réalisés par l'équipe d'iriv

1,1 une bande-annonce du projet avec un résumé de ses principaux points forts (créations de partenaires artistiques, parcours de diversité, Festival de diversité) a été conçue par Baptiste Silvestre- <https://youtu.be/rOz5VqB9Muo>

1,2 un parcours de la diversité à Paris- 7 lieux significatifs sélectionnés dans la capitale française pour renforcer sa diversité culturelle et religieuse a été conçu par Emma Royer- <https://youtu.be/W86Q1zGuyD8>

1,3 un court métrage joué par des acteurs sur la base d'un scénario écrit par Yasmine Fellag, intitulé „Salle d'attente” - <https://youtu.be/V7axUDx7M8Y>

1,4 un court métrage des entretiens réalisées avec des femmes pionnières dans leur religion pour illustrer à la fois la culture et la religion et la question du genre a été réalisé par Baptiste Silvestre avec Bénédicte Halba -  
<https://www.youtube.com/watch?v=CXzIdgzAvQ8&t=40s>

1,5 un court métrage basé sur des entretiens menés avec des jeunes et une psychologue pour aborder la question de la santé mentale a été réalisé par Emma Royer ; intitulé „The Rose of Jericho »- <https://youtu.be/-RnsrhXMqSU>

En complément 11 interviews réalisées pendant le Festival des courts métrages „Les couleurs du court » par l'association Faisceau convergent où les réalisateurs expliquent leur travail ont été montées par Yasmine Fellag ; ils seront téléchargés sur une plateforme de l'association Faisceau convergent - <https://www.faisceauconvergent.com/>

2- Courts métrages sélectionnés par l'équipe de Lirac sur l'improvisation théâtrale

2.1 La vidéo consacrée à la culture et à la religion sur la base du théâtre d'improvisation - <https://thinkdiverse.eu/creative-toolkit/>

2.2 Explication d'un match de mprovisation théâtre -  
<https://www.youtube.com/watch?v=S4A5Wo2uLow>

2.3 Quelques exercices suggérés par l'équipe de Lirac -  
<https://www.dailymotion.com/video/xbim9d>

2.4 un exerice suggéré par le Lirac - [https://youtu.be/gbH-A\\_YtyQM](https://youtu.be/gbH-A_YtyQM)

2.5 Autre exemple - les défis de l'arbitre (Bassam Hamadi, fondateur de Lirac) -  
<https://www.youtube.com/watch?v=zcp024nXwfo>

3- **Le rire- Bergson**-Conférence France Culture- 30 Janvier 2003 - philosophe Bergson „le rire”- by Raphaël Eyndhoven -<https://www.youtube.com/watch?v=dcpy45p8VBA>

4- Portail de l' iriv sur la diversité - <https://www.superdiversite.net/>



### **supports italiens - axés sur l'art performance**

Les vidéos conçues par le partenaire italien Skill Up, avec les interprètes Barbara Lalle et Marco Marassi, utilisent l'art de la performance comme principal médium créatif, car cet art établit une relation fluide avec le public, où le spectateur fait également partie intégrante de la composition d'une œuvre en cours.

<https://thinkdiverse.eu/creative-toolkit/>



### **supports espagnols- axés sur la création audiovisuelle**

La vidéo Illustrer la santé mentale conçue par le partenaire artistique espagnol – CurvaPOLar

<https://thinkdiverse.eu/creative-toolkit/>

## Bibliographie – créativité

Canadas L. (2021) "Art et contestation", Paris: Atlante.

Craft, A ; Jeffrey, B & Leibling, M. (2001) "Creativity in Education", Londres: A&C Black, 224 pages

Csikszentmihalyi, M. (1996). « Creativity: Flow and the Psychology of Discovery and Invention ». New York: Harper Perennial.

Bailleul, Anaïs (2018), « Effets de l'improvisation théâtrale sur le système lexico-sémantique et la pensée divergente », Mémoire d'orthophonie, UFR de Lettres, Université de Picardie, Jules Vernes.

Desmots, Anne-Sophie (2010) « Le théâtre d'improvisation – une pratique artistique autonome en voie d'institutionnalisation qui dépasse le cadre du spectacle », Université de Strasbourg, Institut d'Etudes politiques, Mémoire de Master en Sociologie « Politique et gestion de la culture », sous la direction de M. Jay Rowell

Dieynébou F. « Émergence du hip-hop en France. » in: Agora débats/jeunesses, 29, 2002. Des pratiques artistiques des jeunes. pp. 62-65; [https://www.persee.fr/doc/agora\\_1268-5666\\_2002\\_num\\_29\\_1\\_2020](https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2002_num_29_1_2020)

Dieynébou F., GÉNÉRATION HIP-HOP, Propos recueillis par Isabelle Magos, Érès | « L'école des parents », Culture des cités/ 2012/1 N° 594 | pp 36 à 39- ISSN 0424-2238, DOI 10.3917/epar.594.0036- <https://www.cairn.info/revue-l-ecole-des-parents-2012-1-page-36.htm>

Epstein R., Schmidt, S.M & Warfel, R (2008) "Measuring and Training Creativity Competencies: Validation of a New Test", University of California, San Diego, CREATIVITY RESEARCH JOURNAL, 20(1), 7-12, 2008 ; Copyright # Taylor & Francis Group, LLC ; ISSN: 1040-0419 print=1532-6934 online ; DOI: 10.1080/10400410701839876

Epstein R & Phan V (2012) "Which competencies are most important for creative expression ?", CREATIVITY RESEARCH JOURNAL, 24(4), 278-282, 2012, San Diego (California, USA): Taylor & Francis Group, LLC - ISSN: 1040-0419 print=1532-6934 online ;DOI: 10.1080/10400419.2012.726579

Erikson E H (1993) "Childhood and Society", New York & London: Norton Company.

Franken R. (1994). Human Motivation. CA: Cengage Learning, Inc.

Fryer, M. (1996). Creative teaching and learning. London: Paul Chapman Publishing Ltd.

[G. B. Esquivel](#), « Teacher behaviors that foster creativity », Published 1 June 1995, Educational Psychology Review, DOI:[10.1007/BF02212493](https://doi.org/10.1007/BF02212493), Corpus ID: 55090518

Feldman, D., & Benjamin, A. (2006) Creativity and education: An American retrospective. Cambridge Journal of Education, 36, 319-336. doi:10.1080/03057640600865819

Guénoun, Tamara, « MÉDIATION THÉRAPEUTIQUE PAR L'IMPROVISATION THÉÂTRALE », Éditions GREUPP | « Adolescence » 2016/1 T. 34 n°1 | pages 117 à 128 - ISSN 0751-7696, ISBN 9782847953596, DOI 10.3917/ado.095.0117- <https://www.cairn.info/revue-adolescence-2016-1-page-117.htm>

Institut Pasteur (2014) "Les récits de l'incurable curiosité", Paris: Institut Pasteur

Lin, Yu-Sien, "Fostering Creativity through Education—A Conceptual Framework of Creative Pedagogy ", Creative Education 2011. Vol.2, No.3, 149-155, DOI:10.4236/ce.2011.23021.

May R. (1994). The Courage to Create. New York: W.W.Norton &C.

National Advisory Committee on Creative and Cultural Education - NACCCE (1999). All our futures: Creativity, culture and education, national advisory committee on creative and cultural education. London: DFEE.

OECD, "Framework for the Assessment of Creative Thinking in PISA 2021: thid draft", Paris, April 2019- <https://www.oecd.org/pisa/publications/PISA-2021-creative-thinking-framework.pdf>

Parés-Badell O, Barbaglia G, Jerinic P, Gustavsson A, Salvador-Carulla L, Alonso J (2014) Cost of Disorders of the Brain in Spain. *PLoS ONE* 9(8): e105471. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0105471>

Parnes, S. J. (1963). Education and creativity. In P. E. Vernon (Ed.) (1970), Creativity: Selected readings. Middlesex: Penguin Books Ltd.

Shaheen, R. (2010) "Creativity and Education" Creative Education . Vol.1, No.3, 166-169

Stuckey H.L <sup>2</sup> Nobel J (2010) "The connection between art, healing and public health: a review of current literature, American Journal of Public Health, February, Vol 100, n°2

Torrance, E. P. (1963). Education and the creative potential. Minneapolis, MN: The University of Minnesota Press

Torrance, E. P., & Myers, R. E. (1970). Creative learning and teaching. New York, NY: Dodd, Mead & Company.

Weisberg R. (1986). Creativity: Beyond the Myth of Genius: Genius and Other Myths. USA: W.H.Freeman & C.

World Health Organization (2022). *Mental Health*. World Health Organization: [https://www.who.int/health-topics/mental-health#tab=tab\\_1](https://www.who.int/health-topics/mental-health#tab=tab_1)

## créativité en France-mots clés: theatre d'improvisation, culture hip hop culture

Le théâtre d'improvisation théâtrale s'inscrit dans une longue tradition remontant à l'Antiquité ou à la Commedia dell'arte. La culture Hip Hop est récente (années 1980s en France) ; elle est mentionnée parce qu'elle est caractéristique d'une culture jeune et populaire qui inclut plusieurs pratiques culturelles et artistiques - la danse (hip hop entrée au programme des Jeux Olympiques 2024), la chanson (rap, première musique écoutée par les jeunes, morceaux choisis dans le guide), l'art graphique ( street art...qui a illustré notre manuel)

Bailleul, Anaïs (2018), « Effets de l'improvisation théâtrale sur le système lexico-sémantique et la pensée divergente », Mémoire d'orthophonie , UFR de Lettres, Université de Picardie, Jules Vernes.

Bergson, Henri (1900) « Le rire », Paris : Félix Alcan

Canadas L. (2021) "Art et contestation", Paris: Atlante.

Craft , Anna ; Jeffrey, Bob ; Leibling , Mike (2001) "Creativity in Education", Londres: A&C Black, 224 pages-

Csikszentmihalyi, Mihaly (1996). « Creativity: Flow and the Psychology of Discovery and Invention ». New York: Harper Perennial.

Desmots, Anne-Sophie (2010) « Le théâtre d'improvisation – une pratique artistique autonome en voie d'institutionnalisation qui dépasse le cadre du spectacle », Université de Strasbourg, Institut d'Etudes politiques

Fofana , Dieynébou, (2002) « Émergence du hip-hop en France. » in: Agora débats/jeunesses, 29, 2002. Des pratiques artistiques des jeunes. pp. 62-65; doi :

Fofana, Dieynébou, (2012) « GÉNÉRATION HIP-HOP », Propos recueillis par Isabelle Magos, Érés | « L'école des parents »,/ Culture des cités/ 2012/1 N° 594 | pages 36 à 39- ISSN 0424-2238, DOI 10.3917/epar.594.0036-

Guénoun, Tamara, « MÉDIATION THÉRAPEUTIQUE PAR L'IMPROVISATION THÉÂTRALE », Éditions GREUPP | « Adolescence » 2016/1 T. 34 n°1 | pages 117 à 128 - ISSN 0751-7696, ISBN 9782847953596, DOI 10.3917/ado.095.0117- <https://www.cairn.info/revue-adolescence-2016-1-page-117.htm>

Institut Pasteur (2014) "Les récits de l'incurable curiosité", Paris: Institut Pasteur



## Bibliographie – diversité

Canopée (2020), « Universalisme républicain » - [https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/user\\_upload/Projets/eduquer\\_contre\\_racisme/notion\\_universalisme\\_republicain.pdf](https://www.reseau-canope.fr/fileadmin/user_upload/Projets/eduquer_contre_racisme/notion_universalisme_republicain.pdf) téléchargé le 13 mai 2020

Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (2020), "La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie", Paris: La Documentation française.

CEDH & Agence de l'Union européenne sur les Droits fondamentaux (2011) 'Handbook on European non-discrimination law » ; Luxembourg : Conseil de l'Europe & EU

Défenseur des droits (2020), « Discriminations et origines : l'urgence d'agir », Paris : Défenseur des droits, République française.

European Commission, 2000, Charter of Fundamental Rights, European Parliament, the Council and the Commission at the European Council meeting, Nice, 7 December

Fayard (Annick) & Fortin (Jacques) « Stigmatisation, discrimination, étiquetage : de quoi parle-t-on ? » <https://www.leblocnotes.ca/node/4485> téléchargé le 20 avril 2020

Halba (Benedicte) , Bodine (Romijn) & Slot (Pauline), 2017, The role of professionals in promoting diversity and inclusiveness, Utrecht: University of Utrecht.

Ralser (Elise), 2005, « Pluralisme juridique et pluralisme culturel dans la société réunionnaise », Droit et cultures, 49 | 2005- Égalité et Discrimination

Ramadan (Moussa Abou), 2016, "La définition des minorités en droit" in Obadia (Lionel) & Zwilling (Anne-Laure), 2018 "Minorité et communauté en religion", Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg- <https://books.openedition.org/pus/14182?lang=fr>

Selle, Per and Stromsnes , Kristin (2001), Membership and democracy in Dekker, Paul and Uslaner, Erik (eds) *Social capital in Everyday Life*, London: Routledge

Staszak (Jean-François), 2008, "Other/otherness, in International Zncyclopedia of Human Geography, Paris: Elsevier.

Vertovec (Steven), 2007, « Super-diversity and its implications », in Ethnic and Racial Studies, 30:6, pp 1024-1054.

[Ward](#) (Charlotte ) & [Voas](#) (David ), 2011 « *The emergence of conspirativity* », Journal of Contemporary Religion, volume 26 , pp 103 -121 , DOI - <http://dx.doi.org/10.1080/13537903.2011.539846>

Winock (Michel) (2004), « Guide républicain. L'idée républicaine aujourd'hui". SCÉRÉN-CNDP, ministère de l'Éducation nationale, Paris: Delagrave,

## Glossaire (Créativité, Diversité & Education et formation tout au long de la vie)

### Créativité

1. ...le terme « créatif » désigne les nouveaux produits de valeur, comme dans « L'avion était une invention créative ». « Créatif » désigne également la personne qui produit l'œuvre, comme dans : « Picasso était créatif ». "Créativité", se réfère alors à la fois à la capacité de produire de telles œuvres, comme dans "Comment pouvons-nous favoriser la créativité de nos employés?" et à l'activité de production de tels produits, comme dans "La créativité exige un travail acharné." (Weisberg, 1986)
2. La créativité est définie comme la tendance à générer ou à reconnaître des idées, des solutions de rechange ou des possibilités qui peuvent être utiles pour résoudre des problèmes, communiquer avec les autres et nous divertir et divertir les autres. (Franken, 1994)
3. La créativité est un processus ordonné et prévisible, ce qui signifie que la créativité peut être conçue et que nous pouvons tous réaliser l'énorme potentiel créatif qui se trouve en nous. (Epstein, 2008) Creativity is the process of bringing something new into being. Creativity requires passion and commitment. It brings to our awareness what was previously hidden and points to new life. The experience is one of heightened consciousness: ecstasy. (May, 1994)
4. La créativité est une force combinatoire : c'est notre capacité à puiser dans notre « réserve » de ressources – connaissances, perspicacité, information, l'inspiration et tous les fragments qui peuplent nos esprits – que nous avons accumulés au fil des ans simplement en étant présents, vivants et éveillés au monde et en les combinant de façon extraordinaire et nouvelle (Maria Popova, Brain Pickings Blog).
5. Le modèle systémique de la créativité (Csikszentmihalyi, 1996) :
  - a- le domaine créatif, qui est ancré dans la culture - la dénicheteuse symbolique de la connaissance par une société particulière ou par l'humanité dans son ensemble (par exemple, les arts visuels)
  - b- le domaine, qui comprend tous les gardiens du domaine (p. ex., critiques d'art, professeurs d'art, conservateurs de musées, etc.)
  - c- la personne, qui utilise les symboles du domaine donné (comme la musique, l'ingénierie, les affaires, les mathématiques) a une nouvelle idée ou voit un nouveau modèle, et lorsque cette nouveauté est sélectionnée par le champ approprié pour l'inclusion dans le domaine pertinent
  - d- La créativité est un acte, une idée ou un produit qui change un domaine existant ou qui transforme un domaine existant en un nouveau... Ce qui compte, c'est de savoir si la nouveauté qu'il produit est acceptée pour inclusion dans le domaine.»
- 6- l'interaction entre l'aptitude, le processus et l'environnement par lequel un individu ou un groupe produit un produit perceptible qui est à la fois nouveau et utile tel que défini dans un contexte social », reflétant sa nature multidimensionnelle et sociale (Plucker, Beghetto et Dow (2004) . sélectionné par l'OCDE (PISA 2021, troisième ébauche, 2019).
- 7- Créativité avec un C capital par opposition à un c minuscule - La créativité avec un C capital est associée à des percées technologiques ou à des chefs-d'œuvre artistiques qui exigent que la pensée créative soit jumelée à des talents importants,

à une expertise approfondie et à des niveaux d'engagement élevés dans un domaine particulier. ainsi que la reconnaissance par la société que le produit a de la valeur. Peu de créativité ou de créativité au quotidien (p. ex., organiser de façon créative des photos de famille dans un album, combiner les restes pour faire un repas savoureux, ou trouver une solution créative à un problème d'horaire complexe au travail) peut être atteint par presque toutes les personnes capables de faire preuve de créativité. (Kaufman et Beghetto, 2009), OCDE, 2019.

**Pensée créative-** dans le cadre du PISA 2021, il est défini comme étant la compétence nécessaire pour participer de façon productive à la génération, à l'évaluation et à l'amélioration d'idées, ce qui peut donner lieu à des solutions originales et efficaces, à des progrès dans les connaissances et à des expressions d'imagination percutantes. »

### diversité –

- 1- Ensemble des personnes qui diffèrent les unes des autres par leur origine géographique, socio-culturelle ou religieuse, leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle, etc., et qui constituent la communauté nationale à laquelle elles appartiennent "(Larousse 2020 )
- 2- il est devenu un enjeu politico-culturel majeur avec l'Union post-élargissement (depuis 2004) avec un besoin d'une identité européenne commune et d'un ensemble de valeurs. En même temps, l'accent mis plus tôt sur l'« intégration » a été remplacé par l'accent actuel sur l'« identité ». La devise « unis dans la diversité » de l'Union européenne et l'idée de « forger un destin commun » impliquent une interaction et un dialogue entre les diverses cultures (Blokker, 2006). Depuis 2007, de nombreuses chartes pour la diversité ont été adoptées dans toute l'Europe à la suite de l'adoption en 2000 de deux directives : la directive sur l'égalité en matière d'emploi interdisait la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, les convictions religieuses, l'âge et le handicap dans le domaine de l'emploi; la directive sur l'égalité raciale interdisait la discrimination fondée sur la race ou l'ethnicité dans le contexte de l'emploi, mais aussi l'accès au système de protection sociale et de sécurité sociale, ainsi qu'aux biens et services (Halba, 2014)
- 3- Culture de la diversité : un équilibre atteint qui assure un traitement juste et approprié des personnes appartenant à des minorités et évite tout abus de position dominante (Conseil de l'Europe, 2005).

### Superdiversité – 3 définitions

- 1- Plusieurs caractéristiques physiques (handicap ou âge par exemple), psychologiques (maladie mentale ou tempérament par exemple) et sociales (sexe et statut socioéconomique par exemple) sont utilisées pour différencier les gens où convergent simultanément plusieurs différences (Vertovec, 2007)
- 2- - D'autres auteurs parlent de « diversité à plusieurs niveaux » - certaines diversités font partie de l'individu lui-même et ne peuvent pas être modifiées (innées), et d'autres sont liées à des éléments qui ont été développés au fil du temps (acquis). Un modèle graphique de ces diversités à plusieurs niveaux a été élaboré par Gardenswartz & Rowe (1998) et peut être utilisé pour identifier la diversité en jeu dans une situation donnée.

- 3- Ce modèle identifie quatre niveaux de diversité :
1. la personnalité (niveau personnel) ;
  2. la dimension intérieure ;
  3. la dimension extérieure ;
  4. La dimension organisationnelle. Le cœur du problème est le niveau considéré comme intangible ou le « *minimum minimorum* ».
- (définitions proposées par UNIMI, projet Migraid , 2019)

**discrimination**- inégalité de traitement fondée sur un critère prohibé par la loi, comme (origine, sexe, âge, etc.) ou dans un domaine visé par la loi, comme l'emploi, le logement, etc. (Ministère de la Jeunesse, 2019 )

**discrimination (définition légale, France)** - la définition légale est prévue à l'article 225-1 du code pénal et selon les domaines (travail, logement ou autre), des dispositions particulières peuvent être prévues dans d'autres codes comme le code du travail ou le code de l'éducation nationale ou dans des lois spécifiques. D'une façon générale, pour que l'infraction de discrimination soit constituée et pour qu'elle entraîne la condamnation judiciaire de son ou ses auteurs, deux conditions cumulatives doivent être réunies : intervenir dans un domaine déterminé (location d'un bien, vente, accès à un emploi, à une prestation sociale etc.) prévu par la loi ; et porter sur un motif précis (l'âge, le sexe, l'origine etc.) prévu par la loi. (Info-droits, 2019 )

**discrimination directe ou indirecte**- une discrimination est directe lorsqu'elle est délibérée et qu'elle correspond à un ou plusieurs critères prohibés par la loi et selon le cas passible d'une sanction pénale. Elle est indirecte lorsqu'une disposition, un critère, une pratique apparemment neutre, est susceptible d'avoir le même impact qu'une discrimination directe et d'entraîner un effet défavorable pour une personne ou un groupe de personnes en raison d'un critère (Ministère de l'Ecologie solidaire, 2019)

**chartes de la diversité**- lancées en France en 2004 à partir des deux directives européennes (puis en Europe à partir de 2007) - es organisations (personnes morales) signataires s'engagent à respecter un cahier des charges validé chaque année par les entreprises signataires, qui doivent fournir des informations précises sur la manière dont elles ont mis en œuvre concrètement la diversité dans leurs stratégies de recrutement (avant), de formation (pendant) mais aussi d'accompagnement lorsque les salariés quittent l'entreprise (après- retraite ou départs volontaires). Les entreprises pour la Cité, 2020

**diversité des apprentissages**- on distingue les apprentissages formels- valorisés par le processus de Bologne, à l'initiative des ministères de l'Education nationale des pays de l'Union européenne qui a permis de traduire tous les diplômes et certifications en termes de compétences depuis 2000, pour permettre une meilleure mobilité des Européens des apprentissages non formels et informels - valorisés par le processus de Copenhague, à l'initiative des ministères de l'emploi et du travail depuis 2002, qui insiste sur une approche holistique : à l'école, en dehors de l'école, sur le lieu de travail (Halba, 2020 )

## Compétences

### 3 définitions

- 1- Capacité avérée d'appliquer ses connaissances, son savoir-faire et les connaissances associées dans une situation de travail habituelle et/ou changeante (CEDEFOP)
- 2- combinaison de connaissances, de compétences et d'attitudes appropriées au contexte. (EC, 2006)
- 3- les compétences clés sont celles dont tous les individus ont besoin pour s'épanouir et se développer, pour devenir citoyens actifs, pour s'intégrer socialement et pour travailler. (EC, 2006)

**Certification des compétence**- Processus de validation formelle des connaissances, du savoir-faire et/ou des compétences acquis par une personne à la suite d'une procédure d'évaluation normalisée. Le certificat donne lieu à la délivrance de certificats ou de diplômes par un organisme d'attribution accrédité. (Cedefop, 2002)

**Reconnaissance des compétences**- reconnaissance formelle par l'attribution de certificats ou par l'octroi d'équivalences, d'unités de crédit, la validation des compétences acquises diffère de la reconnaissance sociale définie par la reconnaissance de la valeur des compétences par les acteurs économiques et sociaux. (Cedefop, 2002)

### Evaluation des compétences

#### Plusieurs approches

- 1- - somme des méthodes et des processus utilisés pour évaluer les acquis (connaissances, savoir-faire et/ou compétences) d'une personne et qui conduisent généralement à une certification (l'évaluation est utilisée pour évaluer les méthodes ou les prestataires de formation) (Cedefop, 2002)
- 2- soit le processus d'évaluation des connaissances, du savoir-faire, des aptitudes et/ou des compétences d'un individu par rapport à des critères prédéfinis (attentes d'apprentissage, mesure des acquis de l'apprentissage). L'évaluation est généralement suivie d'une validation et d'une certification
- 3- soit l'ensemble des méthodes et procédures utilisées pour apprécier/juger la performance (savoirs, savoir-faire et/ou compétences) d'un individu, et débouchant sur la certification (l'évaluation des compétences est à distinguer de l'évaluation des prestations de formation ou des établissements). (Cedefop 2002)

**évaluation formative**- processus réflexif bidirectionnel entre un enseignant/évaluateur et un apprenant pour promouvoir l'apprentissage (Cedefop, 2002)

**évaluation sommative**- processus d'évaluation du seuil de connaissances, aptitudes et compétences spécifiques acquises par un apprenant à un moment donné (Cedefop 2002)

## Education tout au long de la vie

- 1- **éducation formelle**- éducation acquise à l'école ou dans toute institution éducative officielle avec un programme officiel et un système d'inspection des établissements d'enseignement par des organismes externes (Huber & Reynolds, 2014)
- 2- **éducation informelle**- éducation acquise grâce à des échanges avec des amis, des parents, des collègues et dans le cadre d'actions menées seules. L'apprentissage informel se poursuit tout au long de la vie (apprentissage tout au long de la vie) et les adultes sont plus susceptibles d'assumer la responsabilité de leur propre apprentissage en recherchant de nouvelles expériences et interactions avec les gens (Huber et Reynolds, 2014)
- 3- **éducation non formelle**- activités axées sur les attitudes, les connaissances et la compréhension, les compétences et les actions. La planification est régie par traditions à la fois générales et spécifiques (Huber & Reynolds, 2014)

## Diversité de genre et orientation sexuelle

**valence différentielle des sexes** – « un modèle cognitif extrêmement puissant », héritage, transmis de génération en génération, aussi par les femmes qui caractérise une situation de « domination sociale et mentale du sexe masculin sur le féminin » qui est « une création archaïque de l'esprit humain » (Françoise Héritier, 2014 )

### **féminisme** (Larousse, 2020)

- Mouvement militant pour l'amélioration et l'extension du rôle et des droits des femmes dans la société.
- Attitude de quelqu'un qui vise à étendre ce rôle et ces droits des femmes
- État d'un individu du sexe masculin présentant des caractères de féminité plus ou moins marqués (développement des seins et des hanches, absence de barbe, finesse de la peau, etc.).

### **féminité** (Larousse,2020)

- Ensemble des caractères anatomiques et physiologiques propres à la femme.
- Ensemble des traits psychologiques considérés comme féminins
- Proportion de femmes dans une activité économique

**fémicide**- né de la contraction des mots "féminin" et "homicide", le terme "féminicide" s'est popularisé à la fin du XXe siècle grâce à deux sociologues Jill Radford et Diana E.H. Russell<sup>141</sup>. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le définit comme "*l'homicide volontaire d'une femme*"<sup>142</sup>. (Céline Alves, ONU femmes, Orange Day, 2019)

<sup>141</sup> Jill Radford et Diana E.H. Russell (1992), "Femicide : The Politics of Woman Killing", Londres: Open University Press, cité par Sabrina Alves

<sup>142</sup>OMS-

[https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/86253/WHO\\_RHR\\_12.38\\_fre.pdf%3Bjsessionid=E63043C3A1E037175B71675D6890F1D0?sequence=1](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/86253/WHO_RHR_12.38_fre.pdf%3Bjsessionid=E63043C3A1E037175B71675D6890F1D0?sequence=1)

**machisme** - Idéologie fondée sur l'idée que l'homme domine socialement la femme et qu'il faut, en tout, faire primer de supposées vertus viriles ; comportement conforme à cette idéologie (Larousse, 2020)

**sexisme** - Attitude discriminatoire adoptée à l'encontre du sexe opposé (principalement par les hommes qui s'attribuent le meilleur rôle dans le couple et la société, aux dépens des femmes reléguées au second plan, exploitées comme objet de plaisir, etc.).(CNRTL, 2012)<sup>143</sup>

**masculinité** (Larousse, 2020)-

- Ensemble des comportements considérés comme caractéristiques du sexe masculin.
- Pour un groupe donné, rapport des effectifs des individus du sexe masculin à ceux du sexe féminin.
- Privilège en vertu duquel jusqu'en 1790, dans les successions, les mâles étaient préférés aux filles.

**harcèlement sexuel**<sup>144</sup>- il se caractérise par le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste, qui :portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant,ou créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. Est assimilée au harcèlement sexuel toute forme de pression grave (même non répétée) dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte sexuel, au profit de l'auteur des faits ou d'un tiers. Dans les deux cas, le harcèlement sexuel est puni quels que soient les liens entre l'auteur et sa victime, même en dehors du milieu professionnel (harcèlement par un proche, un voisin...). Si l'auteur des faits a eu un contact physique avec vous, il pourrait s'agir d'une agression sexuelle, qui est une infraction plus sévèrement punie que le harcèlement sexuel ([www.service-public.fr](http://www.service-public.fr), 2021)

**coming out**- désigne l'annonce volontaire d'une orientation sexuelle ou d'une identité de genre à son entourage. L'expression vient du verbe anglais "to come out", qui signifie "sortir de" - du "placard", l'endroit dans lequel on se "planque", où l'on cache son désir, où l'on se réfugie parce qu'on a peur de ce qui pourrait arriver si l'on révèle qu'on est lesbienne, gay, bi ou trans. Dans la vie d'une personne, le *coming out* est un moment très important, une étape décisive dans l'acceptation de soi. Chacun-e se souvient du jour où il/elle a annoncé à ses parents, à ses frères et sœurs, à ses amis, à son entourage, qu'il/elle éprouvait un désir pour une personne du même sexe que le sien. Acte très courageux, il représente un moment où l'on s'expose, et que l'on est amené à revivre souvent lorsque l'on parle de soi. Il peut bien se passer, mais parfois il ne se déroule pas aussi facilement qu'on l'espérait. On ne choisit pas toujours le "bon" moment pour le faire. Il faut savoir bien s'entourer pour, au cas où la réaction des personnes ne serait pas celle attendue, ne pas être seul-e. (SOS-Homophobie, 2020)<sup>145</sup>-

**outing**- révélation par un tiers de l'homosexualité d'une personne, sans l'accord préalable de celle-ci. (Larousse, 2020), à la différence de l'acte volontaire et personnel qu'est le coming out, l'outing désigne l'acte de révéler qu'une personne est homosexuelle sans son

<sup>143</sup> Plateforme linguistique francophone CNRTL- <https://www.cnrtl.fr/definition/sexisme>

<sup>144</sup> Plateforme d'un service du Premier Ministre- <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1043>

<sup>145</sup> ONG contre homophobie- <https://www.sos-homophobie.org/definitions/qu-est-ce-que-le-coming-out>

accord. Pour la personne "outée", l'acte est d'une grande violence, qui peut l'exposer et la fragiliser. (SOS Homophobie, 2020) -

**Homophobie** – discrimination fondée sur l'orientation sexuelle (perçue) s'exerçant contre les lesbiennes, homosexuels, bisexuels, polysexuels, personnes pansexuelles, queer et autres personnes non hétérosexuelles (gays et lesbiennes). Les appellations sont différentes en fonction du public visé par la discrimination ( transphobie , lesbophobie, gayphobie; la biphobie - ONG chypriote Kisa, 2019)

**Transphobie**- le mépris, le rejet ou la haine des personnes transgenre et des comportements associés aux transidentités, c'est-à-dire associés à un genre perçu comme non conforme. Elle peut prendre de multiples formes, du mégenrage ( fait de mégenrer une personne, c'est à dire parler d'elle en utilisant un genre dans lequel elle ne se reconnaît pas) aux violences physiques ou sexuelles voire le meurtre, en passant par les moqueries, les insultes, la diffamation, les menaces, l'outing, la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence, le harcèlement ou les discriminations. Parce qu'ils touchent à des éléments essentiels de l'identité des personnes, les discours et les actes transphobes sont sanctionnés par des peines aggravées lorsque les victimes ont été visées en raison de leur identité de genre (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT- DILCRAH, 2020)

**violence sexuelle** : elle peut inclure le viol et/ou le harcèlement sexuel. Le viol est tout rapport sexuel non consenti. Le harcèlement sexuel désigne tout comportement sexuel non consenti et/ou importun. Le harcèlement peut être verbal, non verbal et/ou physique, implicite ou explicite. Il peut s'agir d'avances sexuelles, d'exigences sexuelles, de demande de faveurs sexuelles, de regards, de gestes ou de sons sexuels, de sifflements, etc. La violence sexuelle peut se produire dans n'importe quel lieu (privé, public, professionnel), auprès de n'importe qui, par n'importe qui, y compris un partenaire ou mari, collègue, ami, connaissance ou étranger. Les personnes dont l'identité de genre n'est pas claire la vivent plus souvent. (Le Monde, 2019)

**identité de genre** - elle doit être distinguée de l'orientation sexuelle, qui renvoie à l'attraction sexuelle et/ou affective pour les personnes de même sexe (homosexualité), de sexe opposé (hétérosexualité) ou indifféremment pour l'un ou l'autre sexe (bisexualité). Une personne trans peut ainsi être homosexuelle, hétérosexuelle, bisexuelle (DILCRAH, 2020)

**transidentité**- On parle de personnes « trans » ou « transgenres ». Le terme « transsexuel » vient de *transsexualisme*, notion inventée par la médecine au XIXème siècle pour signifier que les personnes trans étaient atteintes d'une « maladie mentale ». Or des chercheurs ont démontré que la transidentité n'a rien de pathologique. L'Organisation Mondiale de la Santé l'a donc retirée des maladies mentales en 2019. Être trans n'est pas un fantasme ou un phénomène de mode. La transidentité s'impose à l'individu (DILCRAH, 2020)

**transgenre**- personne qui ne s'identifie pas à son sexe de naissance. Autrement dit, c'est une personne dont le sexe ne correspond pas à l'identité de genre, c'est-à-dire au sentiment d'être un homme ou une femme (voire ni l'un ni l'autre ou les deux à la fois). (DILCRAH, 2020). Une femme trans (ou MtF pour Male to Female) désigne une personne assignée homme à la naissance, mais dont l'identité de genre est féminine. Un homme trans (ou FtM pour Female to Male) désigne une personne assignée femme à la naissance, mais dont l'identité de genre est masculine. Enfin, certaines personnes trans ne se définissent pas dans un genre de destination (genre neutre ou personne agendre). (DILCRAH, 2020)



## Diversité liée à la culture et la religion

**diversité ethnique** : diversité liée aux « ethnies » - groupement culturel d'une population, par opposition aux caractères des individus ou « minorités visibles ». Elle est caractéristique d'une population qui s'est construite, comme la France, par des vagues migratoires successives au cours des siècles. Les statistiques ethniques sont considérées comme un outil de connaissance pour mieux identifier les inégalités dont sont victimes certains citoyens en raison de leurs origines « ethniques », et donc de mesurer l'intégration des immigrés ou des nationaux issus de l'immigration (processus de ségrégation et de discrimination, conscients ou inconscients, enquêtes menées aux Etats-Unis). Les statistiques ethniques sont interdites en France car elles semblent incompatible avec le modèle républicain d'intégration qui ne distingue pas les individus en fonction de la couleur de leur peau ou de leurs origines, contrairement à l'usage en cours dans certains pays anglo-saxons (Vie publique, 2019). En France<sup>146</sup> les motifs de discrimination les plus cités par des « minorités visibles » (appartenant à des familles venues du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne) sont d'abord l'origine (ou la nationalité) et la couleur de la peau. Elles sont perçues par certains chercheurs comme des « outils de démocratie et d'égalité pour mieux connaître et donc reconnaître la diversité de la société donc comme « outils de reconnaissance et d'intégration à la nation de minorités visibles » (INED, INSEE, 2021)

**diversité linguistique** - il existe dans le monde entre 6 500 et 7 000 langues dont les unes sont parlées par plus de cent millions de personnes (le chinois, l'anglais, le malais, l'espagnol, le portugais, l'arabe, le français, le hindi...) et les autres par une poignée de locuteurs. Le *modèle gravitationnel* (Calvet, 1999), part de l'idée que les langues sont reliées entre elles par les bilingues. Autour d'une langue hyper-centrale, l'anglais, dont les locuteurs présentent une forte tendance au monolinguisme, gravitent ainsi une dizaine de langues super-centrales dont les locuteurs, lorsqu'ils sont bilingues, ont tendance à parler soit une langue de même niveau, soit l'anglais. Autour de ces langues super centrales gravitent une centaine de langues-centrales qui sont à leur tour le centre de gravitation de milliers de langues périphériques. Les langues sont inégalement réparties sur la surface du globe : l'Europe est un continent pauvre en langues tandis que l'Afrique et l'Asie comptent plus de 60 % des langues du monde (Calvet, 2004).

**Appropriation culturelle** - notion popularisée en 1976 par un professeur de l'Université de Toronto, Kenneth Coutts-Smith qui parle de « colonialisme culturel » qui défendait la cause inuite. Cette approche caricaturale est même contradictoire car « toute culture est par essence coloniale ». Ne peuvent parler au nom d'un groupe minoritaire que les membres de ce groupe. Des groupes représentant des minorités (campus américains), ont cherché dans une optique de « politique d'identité » à déconstruire les savoirs universitaires pour les « déracialiser », « dégenrer » ou « décoloniser ». Tout champ d'étude est revu à partir d'un prisme identitaire - on relit l'histoire selon tel genre, telle couleur de peau ou telle origine ethnique. D'abord moquée et discréditée cette stratégie a connu un nouvel essor dans les années 2000 avec Internet et les réseaux sociaux pour qui les identités sont autant de moyens de cibler des « publics » de plus en plus fragmentés. (Aureliano Tonet, Le Monde, 2019 , Le Monde citant Anne-Emmanuelle Berger , 1996 & Laurence Dubreuil, 2019)

<sup>146</sup> enquêtes « Trajectoires & origines » réalisées par l'INED et l'INSEE (2010),

**Racisme** – valorisation, généralisée et définitive, de différences biologiques, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de justifier une agression. Le concept de « race pure » appliqué aux hommes, est mal défini et il est impossible de lui découvrir un objet bien délimité. Le racisme n'est pas une théorie scientifique, mais un ensemble d'opinions, peu cohérentes, loin de découler de constats objectifs, extérieurs à celui qui les exprime. Elles sont la justification d'attitudes et d'actes, eux-mêmes motivés par la peur d'autrui et le désir de l'agresser, afin de se rassurer et de s'affirmer à son détriment. Le racisme apparaît enfin comme le cas particulier d'une conduite plus générale : l'utilisation de différences biologiques, psychologiques ou culturelles, réelles ou imaginaires ; il y a donc une « fonction » du racisme. (Encyclopédie Universalis, 2020)

**Xénophobie**- Hostilité manifestée à l'égard des étrangers, de ce qui est étranger. « Un autre trait du caractère que prend le patriotisme chez le clerc moderne: la xénophobie. La haine de l'homme pour l'« homme du dehors » (...), sa proscription, son mépris pour ce qui n'est pas « de chez lui » (Benda, Trahis. clercs, 1927, page 69). – Attesté par Académie française pour la première fois en 1935. – 1ère apparition attestée 1906 (Pt Lar.) (plateforme linguistique: <https://www.lalanguefrancaise.com/> 2020)

**Racialisme** – néologisme qui désigne une doctrine affirmant l'existence de races humaines différenciées et non pas une espèce humaine unique. Ces races impliqueraient des différences en matière d'aptitudes mentales, physiques, de comportements, de moeurs. Synonyme de raciologie, elle compare les différents types humains en fonction de leurs caractéristiques héréditaires ; théorisation du racisme , elle s'appuie sur le postulat de l'existence de différentes races ; elle explique aussi des phénomènes sociaux au moyen de facteurs héréditaires. Le racialisme n'implique pas nécessairement une hiérarchisation entre les races ou un usage politique de celle-ci, contrairement au racisme, haineux et méprisant. La distinction est spacieuse, le racialisme est souvent une justification pseudo-scientifique et un cadre idéologique au racisme et un moyen de diffuser les idées racistes(organisation de lutte contre les discriminations : <http://www.toupie.org/> , 2021)

**dialogue interreligieux** - dialogue entre les chrétiens et les autres religions réalisé dans un respect de liberté, d'ouverture, d'écoute afin d'apprendre à se connaître, à apprécier à la fois nos différences et les valeurs communes qui nous lient les uns aux autres ( déclaration du Concile œcuménique de Vatican II – Rome: Vatican, *Nostra Aetate*, 1962)

**liberté religieuse** – définie par la loi de 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État(nouvelle fenêtre) qui prolonge l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui consacre la liberté d'opinion, même religieuse. La Convention européenne des droits de l'homme la définit également dans son article 9 . Sont garanties la liberté de conscience et la liberté de manifester son appartenance religieuse. La liberté religieuse suppose la liberté pour chacun d'exprimer sa religion, celle de la pratiquer et celle de l'abandonner, dans le respect de l'ordre public. Pour l'État et les services publics, ceci implique la neutralité face à toutes les religions et à toutes les croyances. L'État se doit de rendre possible l'exercice et la pratique du culte. (Vie publique, 2019)

**Orthopraxie** : justesse de l'action entreprise, en cohérence avec les convictions de la foi de chacun (Celier, 2004)

**Pluralisme religieux** : caractère distinctif de la religion à l'époque de la sécularisation (Peter Berger, 1999)

## Antisémitisme-

1- attitude d'hostilité systématique envers les Juifs, les personnes perçues comme telles et/ou leur religion (Commission nationale consultative des droits de l'homme -CNCDH, 2020)

2- une certaine perception des Juifs, qui peut être exprimée sous la forme d'une haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non juifs et/ou leurs biens, les institutions juives et les bâtiments religieux. » : "Demander, aider ou justifier le meurtre des Juifs au nom d'une idéologie radicale ou une vision extrémiste de la religion" ; "Faire des allégations mensongères, déshumanisantes, diabolisantes ou stéréotypées sur les Juifs en tant que tels ou sur le pouvoir des Juifs : par exemple, mais pas exclusivement, le mythe d'un complot juif mondial ou de Juifs contrôlant les médias, l'économie, le gouvernement ou d'autres institutions de la société" ; "Accuser les Juifs en tant que peuple, ou Israël en tant qu'Etat, d'inventer ou d'exagérer l'Holocauste" (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste - IHRA<sup>147</sup>) 2016)

**antisémitisme-** forme moderne d'antisémitisme qui peut *„inclure le ciblage de l'Etat d'Israël, conçu comme une communauté juive. Toutefois, les critiques d'Israël à un niveau semblable à celles formulées à l'encontre d'un autre pays ne sauraient être considérées comme antisémites."* (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste - IHRA), 2016)

**crime contre l'humanité** :<sup>148</sup>. Dans le nouveau code pénal français, quatre séries de crimes répondent à cette définition :1) le génocide ;2) la déportation, l'esclavage ainsi que les exécutions, les enlèvements et les tortures lorsqu'ils sont exécutés massivement et systématiquement ;3) le crime contre l'humanité commis en temps de guerre sur des combattants ;4) enfin l'entente pour commettre de tels crimes. Dans tous les cas, les crimes sont commis en exécution d'un plan concerté. (Truche,1993).

**génocide** : plan visant à détruire totalement ou partiellement un groupe arbitrairement déterminé, soit en portant atteinte à la vie de ses membres, soit en atteignant gravement leur intégrité physique ou psychique, soit en les soumettant à des conditions d'existence devant entraîner leur disparition, soit en entravant les naissances, soit, enfin, en enlevant les enfants pour les transférer à un autre groupe. (Truche,1993).

**Shoah** signifie «catastrophe » en hébreu et désigne la mise à mort de près de 6 millions de Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie et ses collaborateurs pendant la Seconde Guerre mondiale. Le terme Holocauste, plus couramment utilisé dans les pays anglo-saxons désigne ce génocide ; il signifie en grec « sacrifice par le feu ».149 (mémorial de la Shoah, 2020)<sup>150</sup> -

<sup>147</sup> <https://www.holocaustremembrance.com/fr/node/196>

<sup>148</sup> les juristes, que ce soit en France ou à l'étranger, ont élaboré une définition précise du crime contre l'humanité par catégories, afin d'éviter des interprétations extensives et une utilisation abusive du terme

<sup>149</sup> mémorial de la Shoah- <http://www.memorialdelashoah.org/archives-et-documentation/quest-ce-que-la-shoah.html>

<sup>150</sup> <http://www.memorialdelashoah.org/archives-et-documentation/quest-ce-que-la-shoah.html>

**Négationnisme & révisionnisme** : par sa nature et son ampleur, le génocide perpétré par le régime nazi contre la communauté juive pendant la Seconde Guerre Mondiale a profondément marqué l'histoire contemporaine. Le négationnisme consiste à nier la réalité de ce génocide. Qualifiée de « révisionniste » par ses promoteurs à partir des années 1970 pour lui donner un semblant de scientificité, elle est désignée comme « négationniste » par les historiens. Fidèles à une longue tradition antisémite de l'Occident, les négationnistes dénoncent un prétendu complot juif international qui aurait fabriqué de toutes pièces cette « escroquerie du xxe siècle » dans le but de justifier l'existence de l'État d'Israël et d'extorquer des réparations à une Allemagne « vaincue et innocente ». <sup>151</sup>. Il a été largement diffusé à partir des années 1970, par une convergence de vues et d'actions entre des milieux d'extrême droite et des groupuscules d'ultra-gauche (Universalis.fr, 2020)

**conspirationnisme ou complotisme** - mode de pensée ou attitude qui consiste à présenter abusivement un événement ou un phénomène comme étant la conséquence d'un complot organisé par les autorités ou par une organisation secrète, en général minoritaire et élitiste (étatique, transnationale, financière, militaire, religieuse, etc.). L'explication habituellement admise des faits est remplacée par une interprétation alternative qui énonce l'existence d'une conspiration ayant un objectif inavoué. L'explication alternative est avancée sans être étayée par un raisonnement scientifique. (OG de lutte contre les discriminations, <http://www.toupie.org/>, 2021)

**islamophobie** : terme polémique et polysémique

1- La notion « demeure objet de débats. Plusieurs institutions et acteurs participent au processus de production de discours, dans les champs scientifiques, politiques et médiatiques, reflétant les questions politiques et idéologiques que l'utilisation de cette notion nouvelle soulève ». « phénomène social complexe et multidimensionnel ». (Asal, 2014)

2- «le terme renvoie à une hostilité à la fois envers un groupe de personnes (dont l'appartenance peut être réelle ou fantasmée) et envers une religion, là où d'autres termes analogues (racisme, xénophobie, antisémitisme) renvoient uniquement à l'hostilité envers un groupe. Le rapport du Runnymede Trust qui distingue la critique légitime de la religion musulmane de «l'hostilité infondée » définit la notion comme « un raccourci utile pour désigner la peur ou la haine de l'islam, et en conséquence le fait de craindre ou d'avoir une aversion contre tous ou la plupart des musulmans ». Le rapport pointe que « le mot n'est pas idéal mais très similaire à xénophobie et europhobie ». (Calabrese & Guaresi, 2020)

---

<sup>151</sup> Le négationnisme a connu en France un développement particulier avec deux précurseurs - Maurice Bardèche et Paul Rassinier